

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

LA CHUTE DES MILITAIRES EN AMÉRIQUE LATINE

par

Anna Poljičak

Département de Science Politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de M.Sc.
en Science Politique
option générale

Novembre 2007

© Anna Poljičak, 2007



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

LA CHUTE DES MILITAIRES EN AMÉRIQUE LATINE

présenté par :

Anna Poljičak

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Michel Fortmann
président-rapporteur

Philippe Faucher
directeur de recherche

Frédéric Mérand
membre du jury

LA CHUTE DES MILITAIRES EN AMÉRIQUE LATINE

Résumé

Dans la seconde moitié du XXe siècle, des militaires prennent le pouvoir un peu partout en Amérique latine. Ils s'installent à la tête de l'État déclarant avoir pour but de rétablir l'ordre et d'améliorer les conditions économiques.

Puis, au cours des années 1980, ces régimes militaires disparaissent et font place à des gouvernements civils. Pendant des années, les spécialistes se sont interrogés sur les causes de retrait des militaires. Le mémoire propose d'établir les facteurs qui favorisent ce phénomène. Il offre d'abord un survol des thèses les plus fréquemment énoncées pour l'expliquer. Puis, à partir de l'étude des cas argentin, brésilien, chilien et péruvien, il propose l'analyse de cinq de ces facteurs: les dissensions au sein des forces armées, les crises économiques et la gestion de l'économie par les militaires, la perte de l'appui de la bourgeoisie, l'opposition politique et les mobilisations populaires, l'alternative civile acceptable aux yeux des militaires. Il en conclut que c'est cette dernière qui est essentielle à leur retrait et que les autres éléments analysés n'ont pas toujours d'impact sur ce phénomène. Lorsqu'ils en ont, il est minime.

Mots clés: régime militaire – facteurs de retrait militaire – transition démocratique – alternative civile – dissensions militaires – crise économique – bourgeoisie – opposition politique – mobilisations populaires

LA CHUTE DES MILITAIRES EN AMÉRIQUE LATINE

Abstract

During the second half of the 20th century, the armed forces of various Latin American countries seize power. They position themselves at the head of the state while declaring their goal is to restore law and order, and improve economic conditions.

During the 1980's, these military dictatorships disappear and give way to civil governments. Researchers have studied various causes of military withdrawal for years. This thesis proposes to establish the factors that contribute to the phenomenon. We will start by a brief look at explanations most often shared to this day. After which we will base our work on the study of the Argentinean, Brazilian, Chilean and Peruvian cases in order to analyse five of these factors: dissensions within the army, the economic management by the military, the loss of the bourgeoisie support, political opposition and popular mobilization, the civilian alternative considered by the military. We will conclude that the latter is the most crucial to their withdrawal and that the other elements analysed do not always have an impact on it. In cases where they do influence military withdrawals, the impact is minimal.

Key words: military dictatorship – military withdrawal factors – democratic transition – civilian alternative – dissensions within the army – economic crisis – bourgeoisie – political opposition – popular mobilization

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	p.xi
LISTE DES SIGLES.....	p.xii
REMERCIEMENTS.....	p.xiv
<u>Introduction</u>	p.1
<u>Introduction générale</u>	p.1
<u>Objectifs de la recherche</u>	p.1
<u>Plan du mémoire</u>	p.1
<u>Chapitre I: Théories proposées</u>	p.4
1- Disparition des raisons pour lesquelles les militaires ont pris le pouvoir	p.5
2- Mission accomplie	p.6
3- Échec militaire	p.6
4- Incompétence militaire	p.7
5- Facteurs externes	p.8
a) Opposition politique et mobilisations populaires.....	p.9
b) Perte de l'appui de la bourgeoisie.....	p.9
6- Facteurs internes	p.11
a) Crise économique et gestion de l'économie par les militaires...p.11	
b) Dissensions au sein des forces armées.....	p.12
7- Alternative civile acceptable	p.13

Conclusion	p.15
<u>Chapitre II: Dissensions au sein des forces armées</u>	p.17
2.1 Argentine	p.19
2.1.1 <i>Hard-liners vs soft-liners</i>	p.19
2.1.2 <u>La guerre des Malouines</u>	p.21
2.1.3 <u>Conclusion</u>	p.22
2.2 Brésil	p.23
2.2.1 <u>Dissensions au sein des forces armées brésiliennes</u>	p.23
2.2.2 <u>La libéralisation: <i>hard-liners vs soft-liners</i></u>	p.25
2.2.3 <u>Conclusion</u>	p.27
2.3 Chili	p.28
2.3.1 <u>La consolidation du pouvoir personnel de Pinochet</u>	p.28
2.3.2 <u>Dissensions au sein des forces armées chiliennes</u>	p.30
2.3.3 <u>Le plébiscite de 1988</u>	p.31
2.3.4 <u>Conclusion</u>	p.31
2.4 Pérou	p.32
2.4.1 <u>Fragmentation des forces armées péruviennes</u>	p.32
2.4.2 <u>Le coup d'État de 1975</u>	p.33
2.4.3 <u>Conclusion</u>	p.35
2.5 Conclusion	p.35
<u>Chapitre III: Crise économique et gestion de l'économie par les militaires</u>	p.38

3.1 Argentine	p.40
3.1.1 <u>Stratégies économiques des militaires</u>	p.40
3.1.2 <u>La crise économique</u>	p.41
3.1.3 <u>Le processus de libéralisation</u>	p.42
3.1.4 <u>La guerre des Malouines</u>	p.44
3.1.5 <u>Conclusion</u>	p.46
3.2 Brésil	p.46
3.2.1 <u>Le miracle économique</u>	p.46
3.2.2 <u>La fin du miracle économique</u>	p.47
3.2.3 <u>Le processus de libéralisation</u>	p.48
3.2.4 <u>Conclusion</u>	p.50
3.3 Chili	p.50
3.3.1 <u>Les « Chicago Boys »</u>	p.50
3.3.2 <u>La crise économique: l'échec du modèle de l'École de Chicago</u>	p.52
3.3.3 <u>La conjoncture politique de 1983</u>	p.53
3.3.4 <u>Conclusion</u>	p.55
3.4 Pérou	p.56
3.4.1 <u>La situation économique après le coup d'État de 1968</u>	p.56
3.4.2 <u>La situation économique après le coup d'État de 1975</u>	p.57
3.4.3 <u>Conclusion</u>	p.60
3.5 Conclusion	p.60
<u>Chapitre IV: Perte de l'appui de la bourgeoisie</u>	p.62
4.1 Argentine	p.63
4.1.1 <u>Les mesures économiques et la bourgeoisie argentine</u>	p.63

4.1.2 <u>La guerre des Malouines</u>	p.66
4.1.3 <u>Conclusion</u>	p.67
4.2 <u>Brésil</u>	p.67
4.2.1 <u>La bourgeoisie brésilienne et la libéralisation</u>	p.67
4.2.2 <u>La bourgeoisie brésilienne et le rôle de l'État dans l'économie</u>	p.68
4.2.3 <u>La bourgeoisie brésilienne face au gouvernement militaire</u>	p.70
4.2.4 <u>Conclusion</u>	p.72
4.3 <u>Chili</u>	p.72
4.3.1 <u>Les entrepreneurs chiliens</u>	p.72
4.3.2 <u>Les entrepreneurs et le plébiscite de 1988</u>	p.75
4.3.3 <u>Conclusion</u>	p.77
4.4 <u>Pérou</u>	p.77
4.4.1 <u>La bourgeoisie péruvienne 1968-1975</u>	p.77
4.4.2 <u>La bourgeoisie péruvienne 1975-1980</u>	p.79
4.4.3 <u>Conclusion</u>	p.81
4.5 <u>Conclusion</u>	p.81
<u>Chapitre V: Opposition politique et mobilisations populaires</u>	p.83
5.1 <u>Argentine</u>	p.85
5.1.1 <u>Opposition politique</u>	p.85
5.1.1.1 <u>La guerre des Malouines</u>	p.86
5.1.1.2 <u>L'échec de la guerre des Malouines</u>	p.86
5.1.2 <u>Mobilisations populaires</u>	p.88
5.1.2.1 <u>La guerre des Malouines</u>	p.89
5.1.3 <u>Conclusion</u>	p.91

5.2 Brésil	p.91
5.2.1 Opposition politique	p.91
5.2.2 Mobilisations populaires	p.95
5.2.3 Conclusion	p.97
5.3 Chili	p.98
5.3.1 Opposition politique	p.99
5.3.2 Mobilisations populaires	p.101
5.3.2.1 « Las protestas ».....	p.101
5.3.2.2 L'impact de la mobilisation de l'opposition.....	p.102
5.3.3 Conclusion	p.104
5.4 Pérou	p.104
5.4.1 Opposition politique	p.105
5.4.2 Mobilisations populaires	p.107
5.4.2.1 L'émeute du 5 février 1975.....	p.107
5.4.2.2 Les mobilisations populaires après 1975.....	p.108
5.4.3 Conclusion	p.110
5.5 Conclusion	p.111
Chapitre VI: Alternative civile acceptable	p.113
6.1 Argentine	p.114
6.1.1 <u>La libéralisation</u>	p.114
6.1.2 <u>La guerre des Malouines</u>	p.115
6.1.3 <u>L'alternative politique</u>	p.116
6.1.4 <u>Négociations</u>	p.117
6.1.5 <u>Les élections</u>	p.118

6.1.6 <u>Conclusion</u>	p.118
6.2 <u>Brésil</u>	p.119
6.2.1 <u>La libéralisation</u>	p.119
6.2.2 <u>L’alternative politique</u>	p.120
6.2.3 <u>Négociations</u>	p.121
6.2.4 <u>Conclusion</u>	p.122
6.3 <u>Chili</u>	p.122
6.3.1 <u>La Constitution de 1980</u>	p.122
6.3.2 <u>Le plébiscite de 1988</u>	p.123
6.3.3 <u>Négociations</u>	p.123
6.3.4 <u>Les élections et l’alternative politique</u>	p.125
6.3.5 <u>Conclusion</u>	p.125
6.4 <u>Pérou</u>	p.126
6.4.1 <u>La libéralisation</u>	p.126
6.4.2 <u>Négociations</u>	p.127
6.4.3 <u>L’alternative politique</u>	p.128
6.4.4 <u>Conclusion</u>	p.129
6.5 <u>Conclusion</u>	p.130
<u>Conclusion</u>	p.132
<u>Bibliographie</u>	p.137

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.5: Évaluation des dissensions au sein des forces armées comme facteur de retrait militaire.....	p.37
Tableau 3.1: La situation économique argentine 1976-1983.....	p.45
Tableau 3.2: La situation économique brésilienne 1970-1985.....	p.49
Tableau 3.3: La situation économique chilienne 1973-1989.....	p.54
Tableau 3.4: La situation économique péruvienne 1968-1980.....	p.59
Tableau 3.5: Évaluation de la mauvaise gestion de l'économie par les militaires comme facteur de retrait militaire.....	p.61
Tableau 4.5: Évaluation de la perte de l'appui de la bourgeoisie comme facteur de retrait militaire.....	p.82
Tableau 5.5.1: Évaluation de l'opposition politique et des mobilisations populaires comme facteurs de retrait militaire.....	p.112
Tableau 5.5.2: Évaluation de l'opposition politique et des mobilisations populaires comme facteur de retrait militaire.....	p.112
Tableau 6.5: Évaluation de l'alternative civile acceptable comme facteur de retrait militaire.....	p.131
Tableau 7: Évaluation des facteurs de retrait des militaires analysés dans ce mémoire.....	p.132

LISTE DES SIGLES

Argentine

CGT: Confederación general de los trabajadores

MID: Mouvement d'Intégration et de Développement

PI: Parti Intransigeant

PJ: Parti Justicialiste

UCR: Union Civique Radicale

Brésil

ARENA: Alliance de Renovation Nationale

MDB: Mouvement Démocratique Brésilien

PDS: Parti démocratique-social

PDT: Parti démocratique travailliste

PMDB: Parti du mouvement démocratique brésilien

PP: Parti populaire

PT: Parti des travailleurs

Chili

AD: Alianza Democrática

CPC: Confédération de la production et du commerce

MDP: Movimiento Democrático Popular

PDC: Parti Démocrate Chrétien

Pérou

AP: Acción Popular

APRA: Alianza popular revolucionaria americana

CADE: Conferencia Anual de Ejecutivos

DC: Democracia Cristiana

GRFA: Gobierno de las Fuerzas Armadas

IPAE: Instituto Peruano de Administración de Empresas

MLR: Movimiento laboral revolucionario

PCP: Partido comunista peruano

PPC: Partido Popular Cristiano

SINAMOS: Sistema nacional de apoyo a la movilización social

SNI: Sociedad Nacional de Industrias

UEPP: Unión de Empresarios Privados Peruanos

REMERCIEMENTS

J'aimerais tout d'abord exprimer toute ma reconnaissance à mon directeur de recherche, Monsieur Philippe Faucher, pour ses conseils et sa patience. Monsieur Faucher m'a guidée tout au long du processus du mémoire et sa disponibilité a été grandement appréciée.

J'aimerais ensuite remercier mes parents. Ce mémoire n'aurait pas lieu d'être sans le soutien moral de mon père qui est toujours là pour me pousser à avancer dans les moments difficiles. Un grand merci à ma mère et à ma grand-mère pour leur aide au niveau grammatical et pour la correction de quelques phrases maladroites.

Je désire enfin remercier ma sœur, Vesna, et mon amie, Marie-Eve, pour leur soutien et leurs précieux conseils, et mes amies Marcellines pour leurs encouragements et leur écoute.

Introduction

Introduction générale

Dans la seconde moitié du XXe siècle, l'Amérique latine devient le théâtre de nombreux coups d'État militaires. Après avoir saisi le pouvoir, des groupes de militaires décident de s'installer à la tête de l'État. Leur but est de rétablir l'ordre et améliorer les conditions économiques. Les militaires n'hésiteront pas à utiliser la torture sur leurs populations pour arriver à leurs fins.

Ces dictatures militaires disparaîtront pour faire place à des gouvernements civils. Au cours des années 1980, de nouveaux gouvernements civils latino-américains élus émergent. Or, une question demeure: les dictateurs ont-ils choisi de renoncer au pouvoir ou ont-ils été chassés? Comment expliquer le retrait des régimes militaires latino-américains? Existe-t-il des facteurs précis qui favorisent un tel phénomène? C'est ce dont nous discuterons dans ce mémoire.

Objectifs de la recherche

Le but de ce mémoire est d'établir les facteurs qui contribuent aux retraits militaires pour expliquer la chute des régimes militaires en Amérique latine dans les années 1980. Il s'agit d'abord d'énoncer les différentes thèses proposées dans la littérature spécialisée pour expliquer ce phénomène et, ensuite, d'évaluer leur pertinence. Celles qui auront été considérées pertinentes seront analysées à l'aide de l'étude des cas argentin, brésilien, chilien et péruvien.

Plan du mémoire

Ce mémoire est divisé en six chapitres. Le premier chapitre présente un survol de la littérature spécialisée et souligne les différentes thèses qui ont été proposées pour expliquer les retraits militaires. Les chapitres suivants sont

consacrés à l'analyse de celles qui ont été retenues. La pertinence de ces thèses sera déterminée à l'aide d'une étude de cas puisque l'argumentation de chaque chapitre sera basée sur l'expérience de retrait militaire de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Pérou.

Le second chapitre discute des dissensions au sein des forces armées et leur impact sur les retraits des militaires en Argentine, au Brésil, au Chili et au Pérou. Le troisième chapitre analyse l'aspect économique de la question puisqu'il est consacré à la gestion de l'économie par les militaires. Le quatrième chapitre parle de la perte de l'appui de la bourgeoisie et ses effets sur les militaires argentins, brésiliens, chiliens et péruviens. Le cinquième chapitre examine l'impact de l'opposition politique et des mobilisations populaires sur ces derniers. Le sixième chapitre adresse la thèse de l'alternative civile acceptable comme facteur de départ des militaires en Argentine, au Brésil, au Chili et au Pérou. Lors de la conclusion finale, j'établirai un bilan de la pertinence des thèses analysées.

À chaque fin de chapitre, je dresserai un tableau qui évaluera le rôle du facteur considéré dans les retraits des militaires. Le but de ce tableau sera d'établir si ces derniers sont liés à la présence du facteur étudié. Chaque colonne représentera un facteur possible de retrait militaire, chaque rangée, un pays. Je remplirai les cases selon les informations que j'aurai amassées au cours de l'étude de cas.

Chaque facteur participe aux conditions associées au départ des militaires, mais cette participation varie selon les observateurs et selon la lecture qu'ils proposent des diverses situations articulées. Mon analyse tentera d'apprécier sur une échelle de 0 à 3, l'importance de la présence du facteur considéré dans les retraits militaires. L'attribution de la cote ne sera pas basée sur des critères objectifs, mais plutôt sur mon appréciation qualitative, informée par la revue de littérature spécialisée. Le chiffre 0 signifiera que la présence du facteur n'a pas eu d'impact significatif sur le retrait militaire, le chiffre 1 traduira un effet minime et le chiffre 2, un impact limité. Les chiffres 1 et 2

seront réservés aux facteurs qui auront été considérés comme indirects. Le chiffre 3 soulignera la nécessité de la présence du facteur pour qu'un retrait militaire ait lieu.

De plus, il sera important de discuter de la covariance de ces facteurs. En effet, une combinaison de plusieurs facteurs peut avoir poussé les militaires à effectuer un transfert de pouvoir. Par exemple, une situation économique désastreuse peut entraîner une perte de l'appui de la bourgeoisie ou des mobilisations populaires, qui peuvent à leur tour donner lieu à des dissensions militaires. La combinaison n'est pas nécessairement la même pour chaque pays.

Lors de la conclusion, je présenterai le tableau complet et je proposerai un scénario synthèse qui tentera de donner un sens au bilan élaboré.

Chapitre I: Théories proposées

Dans ce chapitre, je survolerai la littérature écrite essentiellement dans les années 1980 et 1990 pour mettre en valeur les principales théories qui ont été élaborées pour expliquer les retraits militaires. Ceci permettra de souligner les thèses qui semblent les plus pertinentes pour expliquer ce phénomène généralisé des années 1980 en Amérique latine.

Dans la littérature spécialisée, plusieurs thèses ont été énumérées pour expliquer les retraits militaires. En effet, différents facteurs peuvent favoriser le départ des militaires, mais la plupart des spécialistes s'entendent sur le fait qu'un régime militaire s'écroule rarement sans le consentement des militaires eux-mêmes. En d'autres mots, bien que différents éléments puissent favoriser la disparition d'une dictature militaire, il est important de ne pas oublier, comme le souligne Alain Touraine, qu'« (...) un régime militaire peut contrôler et préparer sa propre disparition »¹.

Une transition, l'intervalle entre un régime politique et un autre², ne peut avoir lieu sans l'accord des militaires. La première étape vers une transition est le déclenchement par le gouvernement militaire lui-même d'une libéralisation de l'État. Selon O'Donnell et Schmitter, la libéralisation est le processus de redéfinition et d'extension des droits. « It is indicative of the beginning of the transition that its emergence triggers a number of (often unintended) consequences which play an important role in ultimately determining the scope and extension of that process »³. La libéralisation correspond au processus mettant en vigueur des droits qui protègent les individus et les groupes des actes illégaux ou arbitraires commis par l'État ou

¹ Alain Touraine, *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine* (Paris: O. Jacob, 1988), 434.

² Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies* (Baltimore et Londres: The Johns Hopkins University Press, 1986), 6.

³ *Ibid.*, 7.

par un tiers parti⁴. Ceci ne veut pas dire que les militaires envisagent de rendre le pouvoir aux civils. Comme l'explique Isabelle Bouvier, « Il faut toutefois remarquer qu'au moment où les tenants du régime autoritaire optent pour une détente, ils ne savent pas toujours ce vers quoi ils tendent (...) »⁵.

En d'autres mots, premièrement, les militaires prennent la décision de libéraliser le régime. Cette libéralisation amène éventuellement à une transition, à un transfert de pouvoir des militaires à un gouvernement civil. Or, qu'est-ce qui les pousse à se retirer? Après avoir passé en revue la littérature spécialisée sur les retraits militaires, il est possible de délimiter sept thèses principales pour expliquer ce phénomène. Ainsi, les militaires se retirent lorsque les raisons pour lesquelles ils ont pris le pouvoir ont disparu, les militaires ont échoué leur mission, les militaires l'ont accomplie, les militaires n'arrivent pas à répondre aux nouveaux problèmes qui se posent, des facteurs externes favorisent leur départ, des facteurs internes encouragent leur retrait, il y a une alternative politique à laquelle les militaires acceptent de laisser le pouvoir. Nous allons maintenant nous attarder à chacune de ces thèses.

1- Disparition des raisons pour lesquelles les militaires ont pris le pouvoir

Les militaires peuvent se retirer de la tête de l'État quand les raisons pour lesquelles ils ont justifié leur prise de pouvoir ont disparu. Ainsi, comme l'explique Alain Touraine, « Les gouvernements militaires perdent leur raison d'être quand disparaît la menace politique à laquelle ils ont voulu répondre »⁶.

Même s'ils perdent leur raison d'être, cela n'entraîne pas nécessairement un retrait militaire. Pourquoi rendraient-ils nécessairement le pouvoir? Nous avons vu que les militaires ne rendent pas le pouvoir sans le vouloir. Il faut plus

⁴ Id.

⁵ Isabelle Bouvier, « Argentine : vers une stratégie d'autonomisation du politique » dans Georgina Sánchez López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine* (Paris: L'Harmattan, 1993), 43.

⁶ Touraine, *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine*, 426.

qu'une disparition des raisons de leur intervention pour qu'ils acceptent de laisser leur place.

2- Mission accomplie

Les militaires peuvent céder leur place aux civils dans le cas où ils estiment avoir réglé les problèmes par lesquels ils ont justifié leur intervention. En d'autres mots, comme le souligne Talukder Maniruzzaman, les militaires rendent le pouvoir quand ils estiment avoir atteint les buts fixés lors de leur intervention⁷. Selon O'Donnell et Schmitter, les occasions les plus favorables pour entreprendre une libéralisation apparaissent au moment où le régime militaire est reconnu comme ayant accompli sa mission exécutive⁸. Ainsi, si les militaires ont pris le pouvoir pour améliorer la performance économique du pays et pour calmer les turbulences sociales, et que, avec le temps, les problèmes économiques ont fait place à la croissance pendant que la population se tient tranquille, les militaires ont ou réussi leur mission ou les choses ont fait que la situation a changé. En tous les cas, les militaires n'ont plus besoin de diriger l'État.

Toutefois, est-ce que le fait qu'ils aient accompli leur mission résulte vraiment en un retrait militaire? Pourquoi rendre le pouvoir et risquer de déstabiliser le pays quand la situation est satisfaisante? La décision des militaires de se retirer de la tête de l'État semble être basée sur des éléments plus complexes que les performances du régime.

3- Échec militaire

L'échec des militaires à régler les problèmes qu'ils avaient juré d'enrayer favorise leur retrait. Comme le souligne Maniruzzaman, les militaires ont échoué dans leur tentative de résolution des problèmes politiques du

⁷ Talukder Maniruzzaman, *Military withdrawal from politics: a comparative study* (Cambridge, Mass.: Ballinger, 1987), 208.

⁸ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 16.

développement économique⁹. Selon Touraine, si les dictatures militaires sont tombées en Amérique latine, c'est en partie en raison du fait qu'elles ne savaient pas répondre aux nouveaux problèmes qui se posaient¹⁰.

Cependant, nous devons en revenir à ce qui a été dit plus tôt. La décision des militaires de rendre le pouvoir aux civils ne semble pas être simplement basée sur les performances de l'État. Cet argument n'est pas assez convaincant pour encourager les militaires à partir. Un changement de régime politique amène de l'instabilité et les militaires n'ont pas intérêt à rendre le pouvoir sans s'assurer que la relève sera à la hauteur. Ainsi, la décision de céder leur place sera basée sur autre chose que l'échec militaire.

4- Incompétence militaire

L'incompétence des militaires à gérer de nouveaux problèmes qui émergent peut contribuer à favoriser leur départ du pouvoir. En effet, Touraine considère que pour comprendre la chute des dictatures militaires, il faut

(...) seulement chercher les raisons pour lesquelles la prédominance d'une politique répressive, appuyée sur une vague idéologie de la sécurité nationale, s'est trouvée incapable d'apporter des réponses à la nouvelle conjoncture économique et impuissante par conséquent à garder quelque légitimité que ce soit¹¹.

De plus, « Lorsque se terminent les « miracles » et que le marché international se charge de nuages noirs, les régimes militaires sont incapables d'apporter à l'économie et à la société la protection dont elles ont besoin »¹². Maniruzzaman, lui, explique que les militaires cèdent leur place quand ils se sentent dans l'incapacité de remplir la fonction de chef d'État, ou quand ils ne se sentent pas à la hauteur¹³.

⁹ Maniruzzaman, *Military withdrawal from politics: a comparative study*, 209.

¹⁰ Touraine, *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine*, 426.

¹¹ Ibid., 425.

¹² Ibid., 426.

¹³ Maniruzzaman, *Military withdrawal from politics: a comparative study*, 208.

Comme pour les trois premières thèses, les militaires ne veulent pas empirer les choses. Ainsi, ils ne vont pas risquer de créer plus d'instabilité simplement parce qu'ils ne se sentent pas à la hauteur.

La disparition des raisons de l'intervention des militaires, une mission accomplie, l'échec ou l'incompétence militaires n'expliquent pas par eux-mêmes les retraits militaires. Ils se traduisent par une baisse de légitimité, bien sûr, mais cette dernière ne contribue pas à elle seule à un retrait militaire.

5- Facteurs externes

Selon Touraine,

Il existe deux manières de sortir d'une dictature : par une pression extérieure, politique et sociale, nationale ou internationale, ou par une crise interne, qui peut être déclenchée par l'assassinat ou la mort du dictateur ou encore par la division de ceux qui occupent le pouvoir et par leur décision de le remettre à des civils¹⁴.

Ainsi, la cinquième théorie que je soulignerai ici implique les mécanismes externes comme facteurs de retrait militaire. Selon O'Donnell et Schmitter, au cours des dernières décennies, la transition d'un régime autoritaire s'est fait le plus fréquemment dans le contexte d'une défaite militaire dans un conflit international¹⁵. Pour Finer, les facteurs extérieurs comprennent les défaites reliées aux campagnes militaires (telle la guerre des Malouines) et les échecs reliés à la politique extérieure ou à la perte d'appui crucial (tel celui des États-Unis)¹⁶. Pour Touraine, les mécanismes externes sont de trois types: politiques, sociaux et moraux. Premièrement, les mécanismes politiques proviennent d'une initiative prise par des partis et des syndicats. Deuxièmement, les mécanismes sociaux se traduisent en une pression populaire et en particulier en des grèves, des affrontements, une désobéissance civile ou militaire. Troisièmement, nous avons les mécanismes moraux représentés par la protestation de groupes

¹⁴ Touraine, *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine*, 426-427.

¹⁵ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 17.

¹⁶ Samuel Edward Finer, *The Man on Horseback: the Role of the Military in Politics* (Boulder, Colorado: Westview Press, 1988), 302.

religieux ou laïcs, intellectuels ou politiques, contre des atteintes aux droits de l'homme ou à des minorités¹⁷.

a) Opposition politique et mobilisations populaires

En d'autres mots, dans la catégorie des facteurs externes, nous retrouvons l'importance de la mobilisation d'une opposition politique et/ou sociale face au régime militaire et dont la pression persistante qu'elle exercerait sur le gouvernement militaire pourrait précipiter la disparition de ce dernier. En effet, Finer explique que la majorité des régimes militaires abandonneront le pouvoir s'ils se retrouvent devant une opposition persistante de la part de sections organisées de la population, et cela avant même qu'il y ait des mouvements civils armés pouvant prendre la suite des militaires et dominer les forces armées régulières¹⁸. Pour Touraine, les fronts ou alliances politiques constituent les formes les plus classiques d'opposition politique. Dans la phase finale des dictatures, si elle s'appuie sur une mobilisation sociale, une opposition plus active peut être organisée par ces fronts. Cependant, bien que ces derniers jouent un rôle indispensable, il leur est difficile de détruire par eux-mêmes la dictature¹⁹.

Tous les spécialistes ne s'entendent pas dans le classement de la mobilisation populaire. Ainsi, O'Donnell et Schmitter mettraient plutôt les manifestations populaires dans la catégorie des facteurs internes²⁰. Ronaldo Munck considère que ces mouvements ont grandement contribué à la transition et que leur impact sur les retraits militaires a souvent été sous-estimé²¹.

b) Perte de l'appui de la bourgeoisie

Dans les mécanismes externes, nous retrouvons aussi l'importance du rôle que peut jouer la bourgeoisie dans un retrait militaire puisque perdre

¹⁷ Touraine, *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine*, 427.

¹⁸ Finer, *The Man on Horseback: the Role of the Military in Politics*, 301.

¹⁹ Touraine, *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine*, 427.

²⁰ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 19-21.

²¹ Ronaldo Munck, *Latin America: The Transition to Democracy* (London et New Jersey: Zed Books Ltd, 1989), 87-88.

l'appui de cette dernière peut contribuer à l'écroulement d'un gouvernement militaire. Comme l'explique Philippe Faucher:

(...) la bourgeoisie industrielle se soucie peu de laisser le contrôle exclusif sur l'appareil politique, du moment qu'elle conserve la direction de l'économie. Lorsque la croissance économique est compromise et que la stabilité politique passe par une fermeture totale du système de décision, les militaires perdent leur appui le plus important²².

« Les militaires, bras armé de la bourgeoisie, assurent la répression et permettent la maximisation des profits »²³. Si les intérêts bourgeois ne sont plus satisfaits par le régime: il n'est plus indispensable. Si les militaires nuisent aux intérêts bourgeois: ils n'ont plus leur place à la direction de l'État. Dans les deux cas, la bourgeoisie n'a plus aucun avantage à soutenir les militaires et leur régime. Selon O'Donnell et Schmitter, la perte de l'appui de la bourgeoisie est une condition essentielle à la viabilité de la transition²⁴.

Pour conclure sur les mécanismes externes, il est important de souligner que la plupart des spécialistes s'entendent pour dire que ces derniers, malgré leur influence certaine sur les retraits militaires, ne peuvent jouer qu'un rôle secondaire dans l'écroulement de ces derniers. Comme l'expliquent O'Donnell et Schmitter, ils peuvent favoriser une transition, mais il est inutile de chercher un facteur ou un contexte externe qui peut obliger les militaires à vouloir céder le pouvoir²⁵. La thèse des facteurs externes semble pertinente dans l'explication des retraits militaires. L'opposition politique, les mobilisations populaires et la perte de l'appui de la bourgeoisie peuvent déstabiliser un régime militaire et contribuer à son écroulement. Cependant, leur impact, bien qu'il ne doive pas être sous-estimé, est indirect et limité.

²² Philippe Faucher, *Le Brésil des militaires* (Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1981), 332-333.

²³ *Ibid.*, 62.

²⁴ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 27.

²⁵ *Ibid.*, 18.

Selon O'Donnell et Schmitter, les facteurs domestiques jouent un rôle prédominant dans la transition²⁶. Selon Touraine, « Ce sont donc des mécanismes internes plus que des pressions externes, politiques, sociales ou même morales, qui expliquent la chute des dictatures. Ces mécanismes sont politiques et économiques »²⁷.

6- Facteurs internes

C'est ainsi que nous abordons la sixième théorie: les mécanismes internes de renversement des dictatures. Pour O'Donnell et Schmitter, les raisons qui expliquent le lancement d'une transition sont de façon prédominante des facteurs internes²⁸. Ils mettent dans cette catégorie les divisions au sein des forces armées, l'opposition politique et mobilisations populaires. Selon Touraine, la force des dictatures antipopulaires ne peut reposer que sur le sentiment national ou sur le succès économique. Il explique:

(...) si l'État n'a plus de ressources à distribuer, de satisfactions nationalistes ou économiques à offrir, il est enfermé dans une action purement répressive, qui augmente à son tour la violence, en l'absence de mécanismes de règlement institutionnel des conflits. Le régime autoritaire doit alors proposer des réformes, accepter une certaine ouverture, mais, à mesure que l'opinion se convainc de la possibilité d'obtenir certains changements, la pression politique augmente, entraîne les revendications sociales et donne plus d'influence à la protestation morale. A mesure que les problèmes économiques et sociaux prennent plus d'importance, les forces armées tendent à se diviser, et le système de partis, supprimé dans la société elle-même, réparaît dans la société militaire, qu'il divise et qu'il affaiblit²⁹.

a) Crise économique et gestion de l'économie par les militaires

La situation économique du pays semble jouer un rôle dans le retrait des militaires. Touraine explique que le poids de l'échec économique sur le départ des militaires est plutôt de nature générale. D'abord, les problèmes économiques ont des répercussions sur les forces armées elles-mêmes puisqu'ils

²⁶ Ibid., 18-19.

²⁷ Touraine, *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine*, 430.

²⁸ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 18.

²⁹ Touraine, *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine*, 430-431.

favorisent leur division³⁰. Les militaires ne s'entendent pas toujours sur les mesures à employer pour gérer une crise. Deuxièmement, elles donnent lieu à des mobilisations populaires envenimées par le mécontentement de la population. Les manifestations sont source d'instabilité pour un régime³¹. Troisièmement, comme l'explique Faucher, l'intérêt que porte la bourgeoisie au gouvernement militaire et à son maintien varie selon la situation économique. Comme nous avons vu plus tôt, la bourgeoisie choisit d'appuyer ou non les militaires en fonction de ses intérêts. À partir du moment où le gouvernement militaire nuit à la bourgeoisie par ses stratégies économiques (par exemple, s'il n'inclut pas la bourgeoisie dans les décisions économiques) ou par son incapacité de régler une situation économique désastreuse, les militaires perdent un appui important³².

La gestion de l'économie par les militaires et la récession jouent un rôle dans les retraits militaires puisqu'elles sont source d'instabilité: elles favorisent les dissensions, les mobilisations populaires et la perte de l'appui de la bourgeoisie.

b) Dissensions au sein des forces armées

Un autre facteur interne qui contribue au retrait militaire implique la division des forces armées. Pour Touraine, une dictature s'écroulera si une crise interne est déclenchée « (...) par la division de ceux qui occupent le pouvoir et par leur décision de le remettre à des civils »³³. Selon O'Donnell et Schmitter, toute transition débute par la conséquence directe ou indirecte de divisions importantes au sein du régime militaire lui-même, principalement entre les « hard-liners » et les « soft-liners »³⁴.

Les premiers sont des militaires de tendance « dure », les seconds de tendance modérée. Chaque faction se compose bien entendu de différents degrés

³⁰ Ibid., 431.

³¹ Id.

³² Faucher, *Le Brésil des militaires*, 332-333.

³³ Touraine, *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine*, 427.

³⁴ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 19.

d'opinion, mais de façon générale, les « hard-liners » considèrent que la perpétuation de l'autoritarisme est possible et souhaitable. Les « soft-liners », eux, croient qu'une forme de démocratie est le résultat nécessaire de la dictature qu'ils ont « malheureusement » dû imposer. Les « hard-liners » perçoivent le moment de transition d'une autre façon puisqu'ils considèrent que si aucune crise ou obstacle importants ne menacent la situation du pays, pourquoi alors décider de changer quoique ce soit? Pourquoi risquer les réussites du régime pour les avantages obscurs proposés par les « soft-liners »³⁵?

Comme l'explique Dennis R. Gordon, il y a bien entendu d'autres clivages possibles. Ces derniers peuvent opposer des militaires de tendance politique différente, d'arme différente, d'ambition différente. Les dirigeants militaires peuvent également avoir des problèmes à s'entendre sur les politiques à appliquer. Finalement, la succession présidentielle est un moment de grandes tensions entre les militaires³⁶.

En d'autres mots, les dissensions au sein des forces armées favorisent les retraits militaires. Elles sont une source d'essoufflement pour le régime puisque les militaires doivent gérer leurs divisions tout en dirigeant le pays.

7- Alternative civile acceptable

Finalement, comme il a été mentionné plus haut, les militaires se retirent rarement sans avoir décidé eux-mêmes de le faire. D'autres facteurs peuvent favoriser leur départ, mais la disparition du régime n'aura pas lieu sans leur accord. Selon O'Donnell et Schmitter, tant que les forces armées n'auront pas conclu que pour rester au pouvoir (en d'autres mots pour que les militaires puissent conserver leur capacité d'intervenir quand ils jugent important de le faire), ils devront se retirer du pouvoir (c'est-à-dire ils ne gouverneront pas

³⁵ Ibid., 16-17.

³⁶ Dennis R. Gordon, « Withdrawal in Disgrace: Decline of the Argentine Military, 1976-1983 » dans Constantine P. Danopoulos, dir., *The Decline of Military Regimes: The Civilian Influence* (Boulder et Londres: Westview Press, 1988), 208.

directement l'État), la transition ne pourra être réalisée³⁷. Touraine ajoute que la volonté du régime militaire de déclencher un processus de démocratisation repose au début sur la confiance qu'il a dans ses chances de succès³⁸. Selon Maniruzzaman, le retrait d'un gouvernement militaire est le plus souvent le résultat d'un consensus entre les officiers placés au haut de la hiérarchie militaire. Les militaires se retirent de façon annoncée, préparée et cérémoniale³⁹. Finer explique que les militaires doivent être disposés à quitter le pouvoir et tous les principaux membres de l'armée doivent être en accord avec ce retrait⁴⁰.

La décision des militaires de quitter le pouvoir est influencée par la disponibilité d'une alternative civile que ces derniers considèrent apte à prendre la suite. Ils ne souhaitent pas qu'après leur départ, le pays tombe dans le chaos économique et social. Ils ne souhaitent pas non plus être jugés devant un tribunal en raison de leurs actes répressifs. Plus la répression aura été brutale, inhumaine et étendue, plus les institutions en charge de la répression, leurs collaborateurs ou ceux qui les ont appuyés, se sentiront menacés par une transition et auront tendance à former une coalition opposée à ce processus. S'ils ne peuvent l'empêcher alors ils chercheront à obtenir la garantie que leurs actes répressifs ne seront ni jugés ni condamnés après la transition, et s'ils n'obtiennent pas ces garanties, O'Donnell et Schmitter concluent qu'ils resteront une menace importante à la démocratisation de l'État⁴¹. En d'autres mots, l'alternative civile doit plaire aux militaires, elle doit répondre à des conditions. Avant de se retirer, les forces armées négocient leur départ.

Selon Finer, pour que les militaires acceptent de céder leur place, l'intérêt militaire doit rester protégé, aussi bien l'intérêt individuel que l'intérêt général. De plus, les conditions de la société doivent être favorables au retrait. Il doit y avoir des organisations civiles politiquement viables auxquelles les forces

³⁷ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 35.

³⁸ Touraine, *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine*, 437.

³⁹ Maniruzzaman, *Military withdrawal from politics: a comparative study*, 209.

⁴⁰ Finer, *The Man on Horseback: the Role of the Military in Politics*, 302.

⁴¹ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 29-30.

armées peuvent céder le pouvoir. Finalement, les motivations militaires doivent encourager le retrait. Cette dernière condition implique la croyance en une suprématie civile, la menace militaire à la cohésion nationale puisque les divisions au sein des forces armées peuvent menacer la sécurité du pays, et le manque de confiance en leurs capacités de dirigeants lorsque gouverner se révèle plus dur que prévu⁴². O'Donnell et Schmitter ne considèrent pas que les pactes soient un élément nécessaire à toute transition. Les forces armées peuvent avoir été discréditées et dans un tel désarroi qu'il est impossible pour elles de négocier avec leurs successeurs. Les pactes ne sont pas toujours souhaitables ou possibles, mais O'Donnell et Schmitter sont convaincus que quand ils font partie intégrante de la transition, ils augmentent les chances qu'elle mène à la démocratie⁴³.

La thèse de l'alternative civile acceptable semble la plus pertinente de toutes. C'est surtout celle qui explique par elle-même les retraits militaires. Si il n'y pas la présence d'une alternative politique qui leur plaise, les militaires ne se retireront pas. Bien sûr, les dissensions au sein des forces armées, les crises économiques et la gestion de l'économie par les militaires, la perte de l'appui de la bourgeoisie, l'opposition politique et les mobilisations populaires favorisent ce phénomène, mais ce dernier reste indirect. Sans la présence d'une alternative politique qui offre des garanties aux militaires, ces derniers ne quitteront pas le pouvoir.

Conclusion

Il est assez commun de lire qu'un régime militaire s'écroule en raison d'une crise de légitimité. Une crise économique, la perte de l'appui de la bourgeoisie, des mobilisations populaires trop soutenues sont toutes des sources de crise de légitimité, mais n'oublions pas que les régimes militaires ne sont pas

⁴² Finer, *The Man on Horseback: the Role of the Military in Politics*, 302-304.

⁴³ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 39.

légitimes: les forces armées se sont imposées comme dirigeants. Il n'y a donc pas lieu de parler de crise de légitimité quand il n'y en a jamais eu.

Pour expliquer les retraits militaires, il est important de chercher à déterminer quels facteurs ont contribué à ce phénomène. Une combinaison de plusieurs facteurs peut avoir poussé les militaires à effectuer un transfert de pouvoir. Ce n'est pas nécessairement la même pour chaque pays.

Les facteurs qui contribuent au retrait des militaires

Les militaires se retirent lorsqu'ils considèrent l'alternative politique acceptable. De plus, un retrait militaire peut être favorisé par des dissensions au sein des forces armées. Finalement, des facteurs comme la récession, la perte de l'appui de la bourgeoisie, les pressions exercées par l'opposition politique et les mobilisations populaires contribuent indirectement au retrait des militaires.

Au cours des prochains chapitres, je m'intéresserai à ces facteurs. Je m'appliquerai à déterminer la pertinence de chacun de ceux-ci comme explication de l'écroulement des régimes militaires latino-américains dans les années 1970 et 1980. J'utiliserai une étude de cas pour rendre la chose plus précise. En effet, je m'intéresserai au retrait des militaires argentins, brésiliens, chiliens et péruviens. Ainsi, chaque chapitre fera le point sur une thèse et mon argumentation sera basée sur l'expérience de retrait militaire de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Pérou.

Chapitre II: Dissensions au sein des forces armées

Dans ce chapitre, je m'intéresserai à la thèse selon laquelle les militaires se retirent du pouvoir en raison des dissensions au sein de leurs forces. Je débiterai d'abord par quelques explications sur ce sujet, puis je poursuivrai la réflexion commencée au chapitre précédent.

Selon Finer, une des motivations de départ des militaires est la perception par les forces armées que leur cohésion est menacée⁴⁴. Il semblerait en effet que les divergences entre militaires favorisent le retrait de ces derniers. Lorsque les forces armées s'installent au pouvoir, elles restent solidaires du moment qu'elles partagent une mission commune, un ennemi commun. Lorsque ce dernier a été neutralisé et que les réformes ont été mises en place, les militaires peuvent envisager la suite des événements de façon différente. C'est à ce moment que des divergences d'opinion peuvent surgir au sein des forces armées et déstabiliser le gouvernement.

Des conflits peuvent opposer les différentes armées entre elles ou des militaires de tendance politique différente. Des tensions peuvent résulter de rivalités régionales, de révoltes de jeunes officiers ou de militaires plus ou moins nationalistes. Il y a des clivages liés à la carrière, à l'idéologie, à une arme particulière. Comme l'explique Dennis Gordon, « Along with traditional inter-service rivalries, factionalism was enhanced by ideological differences, personal ambition, and practical issues of presidential succession, foreign affairs, and economic policy »⁴⁵.

Les dissensions militaires peuvent également s'exprimer à travers la dualité *hard-liners* vs *soft-liners*, les deux principaux groupes constituant l'armée. Comme nous avons vu au chapitre I, les *hard-liners* considèrent que la

⁴⁴ Finer, *The Man on Horseback: the Role of the Military in Politics*, 300.

⁴⁵ Gordon dans Danopoulos, dir., *The Decline of Military Regimes: The Civilian Influence*, 208.

perpétuation de l'autoritarisme est possible et souhaitable. Par ailleurs, les *hard-liners* rejettent viscéralement les «cancers» et «désordres» de la démocratie et croient qu'ils ont la mission d'éliminer toutes traces de ces pathologies de la vie politique. Les *soft-liners* se distinguent des *hard-liners* en considérant qu'une forme de démocratie est le résultat nécessaire de la dictature qu'ils ont «malheureusement» dû imposer. Chacune de ces deux factions distinctes comprend à son tour différents courants d'opinion. Ainsi, parmi les factions des *hard-liners*, certaines se refusent à risquer les réussites du régime pour les avantages obscurs proposés par les *soft-liners*. D'autres sont opportunistes, indifférentes aux projets politiques à long terme, et préoccupées plutôt par leur propre survie dans l'administration de l'État. Parmi les *soft-liners* se trouvent des militaires qui, ayant profité du régime militaire pour arriver à leurs fins, arrivent au point où ils sont prêts à se retirer du pouvoir. D'autres ont intérêt à ce que la transition reste une libéralisation limitée qui protège leur position d'autorité ou leur accès privilégié au pouvoir. D'autres encore, aspirent à obtenir une place élue au sein du régime émergent et sont donc prêts à courir le risque de la transition démocratique⁴⁶. Les divisions *hard-liners/soft-liners* concernent plus la direction du gouvernement, la gestion politique de l'État. Leurs luttes de pouvoir sont le plus souvent observables au moment de la transition ou de la succession.

La succession est associée à l'éventualité d'un coup d'État, à un moment d'extrême danger, à l'idée de crise. Nombreuses sont les dictatures ébranlées par ce processus⁴⁷. Ce dernier oppose différentes factions militaires qui veulent que leur candidat soit mis à la tête de l'État. Le Président sortant doit avoir l'autorité et le contrôle sur l'institution pour désigner son successeur dans le respect de la hiérarchie militaire. La solidité du régime se perçoit ainsi. En d'autres mots, sous une dictature militaire, la succession est un moment critique

⁴⁶ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 16-17.

⁴⁷ Sebastião C. Velasco E Cruz, « Brésil: le régime et les dilemmes de la succession présidentielle », *Problèmes d'Amérique latine* 70 (1983), 128.

puisqu'elle correspond souvent à une lutte de pouvoir entre les différentes factions militaires, qui affaiblit le régime militaire et qui menace sa stabilité et son maintien.

Les dissensions au sein des forces armées nuisent au fonctionnement du régime militaire. Elles le rendent plus vulnérable. Ainsi, quand vient le temps de gérer une crise économique, une population mécontente ou les demandes de l'opposition, le manque de cohésion au sein des forces armées influence les militaires dans leur prise de décision. Bref, si les militaires sont déjà occupés à gérer leurs divisions, comment peuvent-ils répondre à d'autres problèmes de façon appropriée? Dans cette situation, un régime militaire peut-il s'en sortir indemne? C'est ce que je m'appliquerai à déterminer en poursuivant l'étude de cas.

2.1 Argentine

2.1.1 *Hard-liners vs soft-liners*

Les militaires prennent le pouvoir en 1976, néanmoins, à partir de 1980, le régime argentin connaît une crise de légitimité tant institutionnelle que gouvernementale. Une fois l'ennemi intérieur éliminé, la solidarité au sein des forces armées fait place à la division⁴⁸.

Aldo C. Vacs explique que lorsqu'il devient clair pour les militaires argentins que les mesures répressives, qu'ils ont mises en place dans le but de régler la situation économique et sociale désastreuse, créent finalement plus d'opposition, un groupe militaire « libéral » remplace le secteur « orthodoxe » et annonce un relâchement politique graduel⁴⁹. En mars 1981, le général Viola prend la suite du général Videla à la présidence. C'est un *soft-liner* et sa désignation est liée au fait qu'une partie des forces armées sent que le moment est venu de libéraliser le régime, c'est la seule manière pour ce dernier de

⁴⁸ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 42.

⁴⁹ Aldo C. Vacs, « Authoritarian Breakdown and Redemocratization in Argentina » dans James M. Malloy et Mitchell A. Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America* (Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 1987), 17.

retrouver une part de légitimité. Ainsi, le général Viola, en sa qualité de nouveau président argentin, entreprend la libéralisation du régime⁵⁰.

Cependant, la stabilité de l'administration Viola n'est pas garantie. Les militaires *hard-liners* argentins ne sont pas en faveur d'une ouverture de l'État. Ils persécutent politiciens et syndicalistes dans le but d'entraver le processus de libéralisation pendant qu'ils se préparent à renverser Viola. Celui-ci refuse de démissionner malgré les suggestions de ses adversaires militaires. Ainsi, durant les neuf mois de présidence de Viola, les dissensions au sein de l'armée ne vont pas disparaître, elles vont plutôt s'accroître entre les *soft-liners* et les *hard-liners*. Les changements qui devaient être apportés aux politiques économiques n'ont pas su résoudre la grave crise dont souffre l'Argentine. Avec l'annonce de libéralisation du pays, les différents secteurs sociaux ont développé des attentes, mais la situation est toujours aussi catastrophique. Une seconde grève générale éclate en juillet 1981. Ceci ne peut qu'encourager les *hard-liners* à intervenir. En d'autres mots, la période de libéralisation est caractérisée par une forte instabilité. Après trois mois de discussion, la junte militaire formée des commandants en chef des trois armées remplace Viola par le général Leopoldo Galtieri, un *hard-liner*, en décembre 1981. L'objectif du renversement de Viola était d'empêcher la poursuite du type d'ouverture politique entrepris par celui-ci et de revenir aux politiques économiques établies, selon les objectifs militaires, après le coup d'État de 1976. Les militaires *hard-liners* croyaient que la crise économique était temporaire et que l'application du gouvernement militaire à maintenir sa stratégie originale se traduirait par un redressement économique et la paix sociale. Cependant, les *hard-liners* ne voyaient pas en Viola la force et la volonté nécessaires pour résister aux pressions croissantes auxquelles le régime devrait faire face⁵¹.

En d'autres mots, comme l'explique Bouvier, « Un tel « relâchement » du régime peut conduire soit à la conquête d'un espace par l'opposition avec, à

⁵⁰ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 42-43.

⁵¹ Vacs dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 26-27. / Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 45.

terme, la disparition du régime autoritaire, soit à une répression supposant la marginalisation des secteurs ayant permis la libéralisation »⁵². Et dans le cas de l'Argentine, la libéralisation n'a pas fait place à une forte opposition, elle a fait place à un coup par lequel le représentant de cette ouverture a été renversé. Néanmoins, le processus de libéralisation n'a pas été remis en cause par les *hard-liners* puisque Galtieri a continué le processus⁵³.

2.1.2 La guerre des Malouines

Sous la présidence de Galtieri, la situation économique en Argentine ne s'améliore pas. Galtieri doit trouver une façon de mobiliser et unifier les forces armées puisque les dissensions sont toujours une réalité en leur sein. Le régime militaire a clairement de la difficulté à contrôler la situation.

Dans cette situation, les militaires semblent avoir décidé qu'il n'y avait que deux façons de sauver le régime: résoudre rapidement la crise économique ou trouver une façon d'allier la nation au gouvernement. La première option était impossible à réaliser à court terme, les forces armées ont donc choisi la seconde option: conquérir les îles Malouines. La reconquête de ce territoire sous domination anglaise depuis 1833 était l'un des seuls points d'accord dans un État divisé par des querelles internes⁵⁴. Cette campagne a pour but de créer une unité au sein des forces armées et au sein de la société argentine⁵⁵. Toutefois, elle se solde en une défaite totale pour l'Argentine.

Après l'échec des Malouines, il est question de faire remplacer Galtieri, mais les militaires au sein de la junte ne s'entendent pas sur le successeur. Le 22 juin 1982, le général Reynaldo Bignone devient président de l'Argentine. Il a le seul soutien de l'Armée de terre puisque les représentants de l'Armée de l'Air et de la Marine ont quitté la junte militaire, ces derniers étaient en faveur d'un

⁵² Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 45.

⁵³ Ibid., 45-46.

⁵⁴ Vacs dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 28.

⁵⁵ Gordon dans Danopoulos, dir., *The Decline of Military Regimes: The Civilian Influence*, 216.

président civil. Le général Bignone sera en charge de conduire le pays vers un retour aux institutions démocratiques⁵⁶.

2.1.3 Conclusion

En Argentine, les dissensions au sein des forces armées ont joué un rôle dans le retrait des militaires. Selon Andrés Fontana, « The process of transition to democracy in Argentina resulted from the military collapse as a result of its internal conflicts (...) »⁵⁷. En Argentine, les divisions militaires ont résulté en l'alternance au pouvoir des factions des *hard-liners* et des *soft-liners*. Sous la direction du général Viola et les *soft-liners*, une libéralisation de l'Argentine a été entamée, puis, condamnée par les *hard-liners* qui se sont empressés de reprendre le pouvoir en y installant le général Galtieri. Les divisions militaires ont poussé ce dernier à vouloir trouver un moyen de réunifier les forces armées. Il a choisi d'entreprendre une campagne militaire: la guerre des Malouines.

Comme le fait remarquer Munck, Fontana considère que la décision d'occuper les Malouines n'était pas le résultat d'une tentative de calmer les tensions entre le gouvernement et la population argentine, mais plutôt la conséquence de la crainte de dissensions au sein des forces armées. Néanmoins, Munck pense que la décision des militaires argentins de conquérir les Malouines ne peut être perçue comme un simple phénomène militaire puisque, selon lui, d'autres éléments ont favorisé cette campagne, telle la résistance ouvrière⁵⁸.

La défaite des Malouines a été suivie du remplacement de Galtieri par le général Bignone qui a conduit le pays à la démocratie.

Les dissensions au sein des forces armées de l'Argentine ont créé de l'instabilité au sein du gouvernement militaire sur lequel pesait continuellement la menace d'être remplacé par des militaires de la faction adverse. Ces divisions ont entre autre entraîné les forces armées argentines dans une campagne militaire dont l'échec a précipité le transfert de pouvoir. Les dissensions

⁵⁶ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 50.

⁵⁷ Andrés Fontana, *Fuerzas Armadas, Partidos Políticos y Transición a la Democracia en Argentina* (Buenos Aires: Estudios CEDES, 1984), 35.

⁵⁸ Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 78-79.

militaires ont joué un rôle déstabilisateur au sein du régime militaire, mais ont eu un effet limité sur le retrait argentin.

2.2 Brésil

Le régime militaire brésilien est caractérisé par le fait qu'aucun des cinq présidents militaires qui ont gouverné le Brésil après le coup de 1964 n'a été contraint d'écourter son mandat pour cause de divisions. Ce qui n'a pas été le cas en Argentine où, comme nous l'avons vu, les présidents militaires ont été imposés et destitués par leurs collègues. De plus, le régime militaire brésilien 1964-1985 n'a connu qu'une seule junte militaire, soit en 1969, quand une junte de trois ministres militaires a été constituée pour remplacer le président Costa e Silva, trop malade pour diriger, en attendant qu'un nouveau président soit élu. Le corps militaire brésilien croyait que les juntes augmentaient les risques de division au sein des forces armées, en plus de donner une impression de militarisation du régime⁵⁹.

D'avril 1964 à mars 1985, tous les dirigeants militaires ont été les délégués des forces armées et ont gouverné en leur nom. Ceci ne signifie pas qu'il n'y a pas eu de tension au sein de ces dernières. En effet, rapidement après le coup de 1964, les militaires brésiliens sont divisés par des divergences d'opinion⁶⁰.

2.2.1 Dissensions au sein des forces armées brésiliennes

En 1965, plusieurs des candidats potentiels pour le poste de gouverneur dans des États clés brésiliens sont considérés comme inacceptables par la majorité des militaires. Ces candidats sont, par exemple, soupçonnés de corruption ou les représentants d'une opposition importante au régime militaire. Lorsque finalement deux de ces candidats redoutés sont élus aux élections (puisque les autres ont pu être disqualifiés grâce à la pression militaire), on

⁵⁹ Edmundo Campos Coelho, « Back to the Barracks: The Brazilian Military's Style » dans Constantine P. Danopoulos, dir., *The Decline of Military Regimes: The Civilian Influence* (Boulder et Londres: Westview Press, 1988), 148.

⁶⁰ Ibid., 152.

craint un coup militaire. En effet, dans l'État de Guanabara plusieurs garnisons menacent de se révolter contre le gouvernement de Castelo Branco si le gouverneur nouvellement élu entre en fonction. Le gouvernement militaire répond par un compromis, ce gouverneur demeurera à son poste, mais vingt-quatre jours après ces élections, l'Acte Institutionnel n° 2 est publié. Celui-ci abolit les partis politiques existants pour que d'autres soient créés (selon les règles de l'Acte de juin 1965). De plus, il transfère à une cour militaire la responsabilité de juger les civils considérés comme représentant une menace pour la sécurité nationale. Il introduit un processus d'élection indirecte du Président et du Vice-président, qui seront choisis par un collège électoral composé de la majorité absolue du Congrès. Par ailleurs, cet acte institutionnel régle les activités des Brésiliens qui ont été privés de leur droit électoral et ceux qui ont été punis par d'autres actes institutionnels. Il donne au Président le droit de suspendre le Congrès, les assemblées législatives d'État, les législatures municipales. Il modifie la composition de la Cour Suprême fédérale, élimine plusieurs garanties constitutionnelles du système judiciaire, facilitant les purges au niveau du pouvoir judiciaire. Finalement, il est prévu dans l'Acte Institutionnel n° 2 que ce dernier prendra fin le 15 mars 1967, date à laquelle se termine le mandat de Castelo Branco⁶¹.

Avec la Constitution de 1967, votée par le Congrès à la fin du gouvernement Castelo Branco, les actes institutionnels cessent d'être « extraordinaires », ils deviennent la norme juridique à suivre. Le Conseil de la Sécurité nationale gagne en pouvoir et son administration deviendra l'agence étatique la plus puissante du régime. Toujours selon le cadre constitutionnel, le successeur de Castelo Branco est élu par le Collège électoral. Le 15 mars 1967, le général Costa e Silva devient président⁶².

Ce dernier est un militaire plutôt conventionnel, sans prétentions « intellectuelles ». Sa nomination rassure les militaires radicaux. Le général gouvernera le Brésil sous un climat politique relativement calme. Le Congrès

⁶¹ Ibid., 154-155.

⁶² Ibid., 155-156.

devient aussi plus docile: le parti du gouvernement, ARENA, a battu le parti de l'opposition MDB aux élections législatives de 1966. Il est majoritaire à la Chambre, au Sénat et dans les assemblées législatives dans la plupart des États. Toutefois, le Congrès sera suspendu (jusqu'en octobre 1969) à la suite d'une divergence d'opinion datant du 12 décembre 1968 entre celui-ci et le gouvernement. En 1969, Costa e Silva est atteint d'une maladie neurologique qui l'empêche de terminer son mandat. Une junte militaire est formée en attendant qu'un successeur soit désigné. Les forces armées sont divisées quant au choix de ce dernier. Finalement, en octobre 1969, le Congrès est remis en fonction pour ratifier la décision du Haut Commandement des Forces Armées: le général Médici est élu à la présidence⁶³.

Sous le gouvernement de Médici (1970-1974), l'appareil répressif est renforcé et la torture est institutionnalisée. Durant cette période, le régime militaire brésilien trouve son point d'équilibre dans le combat contre la guérilla. En effet, les groupes de guérilla urbaine ont pris de l'assurance depuis le début de 1969 et ne cessent de frapper (vols de banques, hold-up, kidnapping...). Et les militaires s'unissent encore une fois contre l'ennemi commun. Bref, le régime militaire brésilien instauré en 1964 prend un nouveau tournant: le Brésil devient le sujet d'un contrôle militaire des plus rigoureux. Puis, vers le milieu de l'année 1973, les factions de la guérilla échouent dans leur lutte et les groupes armés de gauche sont démantelés et détruits⁶⁴.

2.2.2 La libéralisation: *hard-liners* vs *soft-liners*

Les successions des présidents militaires ont jusqu'à maintenant causé de graves conflits au sein des forces armées brésiliennes. Pour les élections de 1974, le régime militaire tente de « normaliser » le mode de succession présidentielle et de légitimer la transmission du pouvoir du général Médici au

⁶³ Ibid., 156-157.

⁶⁴ Ibid., 157-158.

général Geisel en créant un collège électoral qui est chargé d'élire le nouveau président de la République⁶⁵.

Une fois au pouvoir, le général Geisel débute un processus d'ouverture de l'État. Le projet de libéralisation de Geisel rencontre une opposition au sein des forces armées. Les *hard-liners* craignent le retour au pouvoir de la gauche. Ils redoutent aussi d'éventuelles représailles aux violations des droits de la personne commises sous les différents gouvernements militaires⁶⁶.

Pour poursuivre le processus de libéralisation, Geisel ne peut pas totalement ignorer l'opposition des *hard-liners*. À ce sujet, Arturi écrit:

La source la plus importante d'opposition militaire à la transition venait du ministre de l'Armée, le général Frota, qui convoitait au nom du secteur « dur » le prochain mandat présidentiel face au favori de Geisel, le général Figueiredo, qui devint président. En octobre 1977, Geisel démit Frota de ses fonctions mais avait, auparavant, satisfait la droite par la fermeture temporaire du Congrès en avril 1977. Ceci était fort révélateur du style « tortueux » de la détente lente et contrôlée, laquelle impliquait, selon Geisel, « quelques reculs politiques ponctuels et pragmatiques afin d'empêcher un retour définitif à l'autoritarisme »⁶⁷

La dernière mesure politique du gouvernement Geisel est d'annuler l'Acte Institutionnel n° 5, qui, comme l'explique Arturi, « (...) exprimait à lui seul tout l'esprit dictatorial du régime (...) »⁶⁹. En mars 1979, le général Figueiredo devient président. Il est le candidat à la présidence favori de Geisel, ce dernier redoute qu'un militaire *hard-liner* arrive au pouvoir et annule les mesures de libéralisation. En entrant en fonction, Figueiredo exprime sa volonté de poursuivre l'approfondissement de la transition. À la fin 1979, le gouvernement militaire brésilien accorde une amnistie politique. Les anciens

⁶⁵ Carlos S. Arturi, « Brésil : une stratégie de démocratisation octroyée » dans Georgina Sánchez López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine* (Paris: L'Harmattan, 1993), 95.

⁶⁶ Silvio R. Duncan Baretta et John Markoff, « Brazil's Abertura: A Transition from What to What? » dans James M. Malloy et Mitchell A. Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America* (Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 1987), 48. / Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 94.

⁶⁷ Alfred Stepan, *Os militares : da « abertura » à Nova república* (Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1986), 47.

⁶⁸ Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 96.

⁶⁹ *Ibid.*, 98.

chefs des partis politiques en exil ont la permission de revenir. En échange, les militaires ne pourront pas être poursuivis en justice pour leurs actes répressifs. Malgré le caractère réciproque de cette amnistie, le retour d'anciens ennemis et l'accentuation de la transition ne plaisent pas à tous les militaires. Une série d'attentats est perpétrée par des militaires mécontents, contre les organisations et la presse de gauche⁷⁰.

En 1980, le gouvernement militaire élimine les deux partis politiques existants et restaure le multipartisme, donnant lieu à une multiplication des partis politiques au sein de l'opposition. Au même moment, le gouvernement doit faire face à l'escalade terroriste des factions militaires mécontentes de la libéralisation⁷¹. Les militaires membres des services du renseignement continuent d'essayer de renverser le processus de libéralisation et de rétablir le climat d'insécurité favorable à la répression. Dans les années 1980-1981, plusieurs attentats à la bombe ont lieu, ils sont revendiqués par des groupes de droite clandestins clairement reliés à ces militaires⁷².

Finalement, la transition prend fin avec l'élection de Tancredo Neves, en janvier 1985.

2.2.3 Conclusion

Au Brésil, les dissensions au sein des forces armées ont favorisé le départ des militaires. Ces divisions ont créé de l'instabilité au sein du gouvernement. Dans un premier temps, elles ont favorisé les alternances au pouvoir des factions *hard-liner* et *soft-liner*, elles ont influencé les dirigeants militaires dans leurs décisions politiques. Les dirigeants *soft-liners* ont dû composer avec la menace d'intervention *hard-liner*. Lorsque le général Geisel déclenche une libéralisation du Brésil, il est obligé de considérer les demandes du secteur « dur » de l'armée. Il écarte donc du pouvoir le général Frota, qui

⁷⁰ Ibid., 97-99.

⁷¹ Ibid., 99-100.

⁷² Coelho dans Danopoulos, dir., *The Decline of Military Regimes: The Civilian Influence*, 163. / Baretta et Markoff dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 49.

menace de lui succéder à la présidence, après avoir fermé temporairement le Congrès pour satisfaire la droite. Cet exemple démontre qu'il est plus difficile pour les militaires de gouverner lorsqu'ils sont occupés à gérer leurs différends politiques. Par ailleurs, les divisions internes ont mené à des attaques terroristes de la part du secteur « dur » militaire.

Les dissensions au sein des forces armées brésiliennes ont été un facteur de retrait militaire qu'il faut prendre en compte, mais qui demeure limité.

2.3 Chili

Lorsqu'ils prennent le pouvoir en 1973, les militaires ne sont pas tous de la même tendance politique. En effet, parmi les officiers et soldats chiliens, une partie est de gauche, d'autres sont démocrates chrétiens ou conservateurs. Genaro Arriagada souligne: « (...) la sûreté et la franchise – voire la naïveté – que traduisent certaines déclarations amènent à penser que les généraux, à ce moment, ne sont pas conscients des complexités du jeu politique dans lequel ils se sont embarqués (...) »⁷³. Patino précise que « (...) les rangs sont traversés par des dissensions, et qu'il en est de même pour le haut commandement »; bref le plus petit dénominateur commun des forces armées est l'anticommunisme⁷⁴. En d'autres mots, « (...) en septembre 1973 et durant une longue période à partir de cette date, le régime autoritaire chilien fut un personnage en quête d'identité (...) »⁷⁵.

2.3.1 La consolidation du pouvoir personnel de Pinochet

De 1973 à 1974, c'est la junte militaire qui est officiellement aux commandes de l'État chilien. Une présidence rotative est prévue. Le 12 août 1974, Pinochet devient Président de la République, il est en charge du pouvoir

⁷³ Genaro Arriagada, *La política militar de Pinochet* (Santiago: Genaro Arriagada Herrera, 1985), 99.

⁷⁴ Bruno Patino, *Pinochet s'en va... La transition démocratique au Chili (1988-1994)* (Paris: Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL), 2000), 212.

⁷⁵ Arriagada, *La política militar de Pinochet*, 103.

exécutif. À la fin 1976, la division des tâches entre les armées est pratiquement nulle puisque Pinochet a repris l'ensemble des secteurs⁷⁶.

Pendant ce temps, au sein de l'armée de terre, toute opposition est bâillonnée. D'abord, le 21 septembre 1973, la junte adopte un décret ayant pour but de décourager les officiers militaires qui resteraient loyaux au gouvernement Allende⁷⁷. Puis, plusieurs des généraux de l'armée de terre qui ont été promoteurs du coup d'État de 1973 sont écartés du pouvoir. Finalement, moins d'un an après le coup d'État, les généraux Torres, Vivero et Nuno ont été mis à la retraite. En mars 1975, le général Bonilla meurt « accidentellement » dans un accident aérien. En janvier 1976, le général Arrellano est mis à l'écart. En novembre 1977, Javier Palacios est forcé de prendre sa retraite. Le 24 juillet 1978, le général Leigh, partisan d'un régime militaire court, est lui aussi mis à l'écart⁷⁸. La destitution de ce dernier « (...) sert alors non seulement à mettre fin à toute délibération à l'intérieur de la junte militaire, (...) mais encore à promouvoir (...) l'idée d'un général Pinochet supérieur de fait des autres commandants en chef »⁷⁹. Bref, à la fin de l'année 1978, Pinochet est aux commandes de l'armée de terre et de l'ensemble du pays, il a le pouvoir absolu⁸⁰.

Le plébiscite de janvier 1978 est la première étape vers l'institutionnalisation du pouvoir personnel de Pinochet. En effet, Pinochet appelle la population chilienne à montrer son appui à l'administration de ce premier. Le plébiscite de 1978 a permis à Pinochet d'établir son pouvoir et de le justifier selon « la volonté du peuple », d'éliminer les autres membres de la junte et d'augmenter son contrôle des forces armées⁸¹.

⁷⁶ Patino, *Pinochet s'en va... La transition démocratique au Chili (1988-1994)*, 224-225.

⁷⁷ Décret Loi n° 33. Arturo Valenzuela dans Paul W. Drake et Iván Jaksić, dir., *The Struggle for Democracy in Chile, 1982-1990* (Lincoln et Londres: University of Nebraska Press, 1989), 32.

⁷⁸ Patino, *Pinochet s'en va... La transition démocratique au Chili (1988-1994)*, 212, 214.

⁷⁹ Ibid., 226.

⁸⁰ Ibid., 225.

⁸¹ Silvia T. Borzutzky, « The Pinochet Regime: Crisis and Consolidation » dans James M. Malloy et Mitchell A. Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America* (Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 1987), 70.

Lors du sixième anniversaire du coup d'État militaire, le 11 septembre 1979, Pinochet propose que les forces armées soient apolitiques et se professionnalisent⁸², mais cela n'empêche pas les divisions d'apparaître. Bien que l'opposition intra militaire ait été écartée, puis les dissensions militaires découragées, des divergences d'opinion au sein du gouvernement surgissent quand même.

2.3.2 Dissensions au sein des forces armées chiliennes

De la fin 1978 à la fin 1979, le débat politique au sein du gouvernement met l'accent sur le processus constitutionnel. La Constitution de 1980 institutionnalise le pouvoir personnel de Pinochet⁸³. Elle est la base du régime et la base de la cohésion des forces armées. De plus, elle représente un compromis entre les éléments plus modérés au sein du gouvernement et les *hard-liners*. Les premiers désirent que le régime militaire soit de durée limitée et qu'il y ait la création d'institutions politiques pour le remplacer, les seconds s'opposent à cette position. Borzutzky explique que les problèmes liés aux divergences d'opinion entre *soft-liners* et *hard-liners* seront résolus par la Constitution de 1980. En effet, celle-ci prévoit deux modèles politiques différents qui seront appliqués à deux périodes différentes: le modèle transitoire mis en œuvre de 1980 à 1989, mais qui pourrait s'étendre jusqu'en 1997, et le modèle autoritaire qui suivra le modèle transitoire. La période transitoire, une concession faite aux *hard-liners*, implique l'institutionnalisation du régime, en maintenant et même en augmentant la nature personnalisée et répressive du gouvernement présent. Le modèle autoritaire, que la Constitution appelle « démocratique », ressemble plutôt à un régime autoritaire qui est caractérisé entre autre par des forces armées en charge de superviser le système politique et le rejet du pluralisme⁸⁴.

⁸² Patino, *Pinochet s'en va... La transition démocratique au Chili (1988-1994)*, 218.

⁸³ Borzutzky dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 71.

⁸⁴ Ibid., 71-72.

Malgré l'instabilité créée par la crise économique de la période 1981-1983, les manifestations qui commencent à la fin de cette période favorisent la cohésion des forces armées puisqu'elles les entraînent vers leur fonction principale, celle de maintenir l'ordre. La situation économique désastreuse demande la remise en question du modèle économique et de ceux qui l'ont implanté, mais « (...) toutes ces tensions ne semblent pas avoir affecté l'unité visible (et c'est celle-là qui importe) des forces armées »⁸⁵.

2.3.3 Le plébiscite de 1988

Le plébiscite du 5 octobre 1988 marque le début de la fin du régime militaire chilien. Pour Patino, si les forces armées n'avaient jamais osé jusqu'ici défier l'autorité du général Pinochet, la victoire de l'opposition au plébiscite de 1988 est perçue par les troupes comme un échec de leur commandant en chef⁸⁶. L'autorité de Pinochet reposant sur la Constitution de 1980 prescrivant le retrait des troupes en cas de défaite militaire lors du plébiscite, le transfert du pouvoir a lieu en 1989.

2.3.4 Conclusion

Au Chili, les dissensions au sein des forces armées n'ont pas eu d'impact significatif sur le retrait militaire. D'abord, les opposants au sein de ces dernières ont été écartés dès les premières années du régime. Puis, le fait qu'il y ait eu une seule personne qui ait incarné le pouvoir suprême a permis d'éviter les conflits liés à la succession. Pinochet a consolidé son pouvoir avec le plébiscite de 1978, puis par la Constitution de 1980. Avec les résultats du plébiscite de 1988, Pinochet annonce le retrait des troupes du pouvoir.

Les dissensions au sein des forces armées n'ont pas favorisé le retrait des militaires chiliens.

⁸⁵ Guy Bajoit, « Mouvements sociaux et politiques au Chili 1983-1985 », *Problèmes d'Amérique latine* 79 (1986), 23.

⁸⁶ Patino, *Pinochet s'en va... La transition démocratique au Chili (1988-1994)*, 227-228.

2.4 Pérou

2.4.1 Fragmentation des forces armées péruviennes

Lorsque les militaires péruviens prennent le pouvoir en 1968, ils spécifient bien qu'ils le font en tant qu'institution et que c'est bien les trois branches des forces armées péruviennes qui sont aux commandes de l'État. Ainsi, tous les militaires font partie de l'institution gouvernante du Pérou et sont collectivement responsables de ses politiques et de ses actions. Cela veut dire qu'il est donc difficile pour les militaires qui sont en désaccord avec les mesures entreprises par l'administration étatique de conserver leur place au sein des forces armées⁸⁷. Jusqu'à 1974, le Gobierno Revolucionario de las Fuerzas Armadas (GRFA) a été capable de maintenir un degré élevé de cohérence et d'unité au sein des forces armées. En effet, s'il y a évidence de friction avant cette date, elle résulte d'affrontements personnels au sein du régime. L'unité au sein des forces armées est maintenue jusqu'en 1974 grâce au puissant leadership de Velasco, au fait que la Marine perçoive le coup d'État de 1968 comme un fait accompli, au succès initial des réformes et à l'absence d'une opposition organisée contre le GRFA. Néanmoins, cette cohésion s'érode par la radicalisation du processus révolutionnaire et l'intensification des conflits entre classes et secteurs sociaux. Ces conflits ont des répercussions importantes sur les corps officiers, desquels émergent alors des divergences d'opinion⁸⁸.

Ainsi, à partir de 1974, différentes factions se constituent au sein des forces armées: une faction radicale, formée autour des colonels initiateurs du coup de 1968, une faction anticommuniste appelée la Misión, une faction institutionnelle qui apparaît graduellement et qui regroupe les militaires rejetant les deux extrêmes et se préoccupant de l'avenir et de la survie des forces armées. En d'autres mots, la fragmentation des forces armées s'aggrave à la suite de l'approfondissement des querelles idéologiques qui divisent les

⁸⁷ Carlos A. Astiz, « A Postmortem of the Institutional Military Regime in Peru » dans Constantine P. Danopoulos, dir., *The Decline of Military Regimes: The Civilian Influence* (Boulder et Londres: Wetsview Press, 1988), 172.

⁸⁸ Luis A. Abugattas, « Populism and After: The Peruvian Experience » dans James M. Malloy et Mitchell A. Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America* (Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 1987), 126.

militaires. La Marine et la police ont été écartées du processus révolutionnaire du GRFA avec l'intrusion de ce dernier dans les affaires de ceux-ci⁸⁹.

Le manque de cohésion et l'intensification des contradictions entre les différentes factions militaires entraînent une lutte au sein du GRFA pour le contrôle du pouvoir de l'État. Du côté de la population péruvienne, quelques représentants de groupes sociaux exploitent ces divisions pour servir leurs intérêts, pendant que du côté militaire, quelques factions cherchent des alliés dans la population civile pour renforcer leur position. La lutte politique dépasse les limites des instances étatiques puisqu'elle donne lieu à des protestations populaires et à l'érosion du contrôle politique du régime. Les événements de février 1975, entraînés par une grève policière, se traduisent par des révoltes et le chaos envahit la capitale durant trois jours sans que le gouvernement militaire ne prenne une décision claire quant à la marche à suivre. Ceci démontre les effets d'une profonde fragmentation politique sur les capacités du gouvernement militaire⁹⁰.

2.4.2 Le coup d'État de 1975

Finalement, les dissensions au sein des forces armées péruviennes amènent au coup d'État de 1975. Carlos A. Astiz explique que lorsqu'un profond conflit apparaît entre deux factions, il est réglé en écartant la faction perdante (celle-ci est poussée à prendre sa retraite) ou en la renversant. En 1975, le général Velasco Alvarado est renversé. Ce dernier ainsi que toute sa faction sont remplacés par un groupe de militaires plus conservateurs⁹¹.

Cependant, aucune faction ne ressort totalement gagnante de ce renversement. Toutes s'entendent pour écarter Velasco, mais le conflit politique initial qui règne au sein des forces armées n'est pas résolu. De plus, ce conflit s'intensifie par le besoin d'imposer des mesures drastiques afin de stabiliser l'économie. En juillet 1976, une révolte de militaires de droite dirigée par le

⁸⁹ Ibid., 125-126. / Finer, *The Man on Horseback: the Role of the Military in Politics*, 300.

⁹⁰ Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 126.

⁹¹ Astiz dans Danopoulos, dir., *The Decline of Military Regimes: The Civilian Influence*, 172.

général Bobbio Centurión provoque une série d'évènements qui amène finalement à la démission des haut placés progressistes qui se maintenaient au gouvernement. En août de la même année, un putsch de gauche mené par des officiers juniors est réprimé. Ce mouvement démontre qu'à tous les niveaux, les forces armées ont été politisées⁹². Ces dernières sont plus que jamais divisées.

Après la crise de juillet, la junte militaire retrouve son ascendance sur le cabinet. Avec la participation d'officiers de haut rang dans la prise de décision, et, une fois réglés les griefs de la Marine et de la police, le général Morales Bermúdez rétablit une certaine homogénéité interne au sein du GRFA. Le gouvernement militaire est maintenant en mesure de prendre des décisions plus cohérentes et reprendre le contrôle sur le processus politique⁹³.

Une fois Velasco et sa faction radicale renversés, l'approfondissement du processus révolutionnaire cesse d'être une alternative viable. Toutefois, quelques officiers militaires et l'extrême droite demandent que soit instauré un régime répressif qui annulerait les réformes et imposerait de dures mesures de stabilisation, obligeant la population à supporter le prix du programme économique. Ces demandes ne seront pas entendues puisqu'une fois que la faction de Morales Bermúdez aura consolidé son contrôle sur le GRFA, les forces armées choisiront de préparer leur retrait du pouvoir. L'institution militaire a été bien affectée par le conflit qui a sévi à l'intérieur des forces armées. La résolution temporaire de la crise politique a été coûteuse: environ dix généraux ont pris leur retraite en violation des règlements militaires entre août 1975 et juin 1976. De plus, les institutions militaires sont accusées de corruption. Finalement, la crise économique appelle à des mesures drastiques de stabilisation qui opposeraient le GRFA à la population péruvienne et menaceraient de générer de nouvelles dissensions militaires. C'est dans ce

⁹² Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 128.

⁹³ Ibid., 128.

contexte que les militaires péruviens prennent la décision de se retirer du pouvoir⁹⁴.

2.4.3 Conclusion

Au Pérou, les dissensions entre militaires ont joué un rôle dans le retrait militaire. Les divergences d'opinion divisent les forces armées péruviennes à partir de 1974. Ce manque de cohésion entraîne une lutte au sein du GRFA pour le contrôle du pouvoir de l'État qui amène à des protestations populaires et à l'érosion du contrôle politique du régime. Lors des événements de février 1975, la fragmentation des forces armées a paralysé le gouvernement qui n'a pas été en mesure de prendre une décision claire avant trois jours.

Les divisions militaires ont favorisé le retrait des forces armées péruviennes en donnant lieu à des luttes de pouvoir paralysant ainsi le gouvernement. Elles ont aussi amené au pouvoir la faction de Morales Bermúdez qui a mis en marche la transition. Cependant, leur influence sur le retrait militaire péruvien a été minime puisqu'au moment du retrait les forces armées n'étaient pas divisées au point que le régime s'en trouve déstabilisée. Les clivages au sein des forces armées péruviennes ont eu pour conséquence le coup d'État de 1975 et le changement de gouvernement a permis le lancement de la transition. En d'autres mots, pour ce qui est du retrait des militaires péruviens, les dissensions ont eu un effet minime.

2.5 Conclusion

À la lumière de ces cas, nous pouvons juger de la pertinence de la thèse des dissensions au sein des forces armées comme facteur de retrait militaire. Les divergences d'opinion entre les militaires ont une influence sur leur départ, mais cette dernière demeure toutefois limitée. Selon Alain Rouquié, « (...) the return

⁹⁴ Ibid., 128-130.

of the military to barracks is above all a military problem, and it would be somewhat paradoxical to study it without considering this decisive angle »⁹⁵.

En conclusion, ces cas démontrent qu'en Amérique latine, les dissensions au sein des forces armées ont souvent favorisé les retraits militaires. En Argentine, elles ont été en partie responsables de la guerre des Malouines dont l'échec a précipité la transition démocratique. Au Brésil et au Pérou, les clivages militaires ont déstabilisé le régime militaire en créant des luttes de pouvoir entre les *soft-liners* et les *hard-liners*. Les *soft-liners* ont dû composer avec la menace *hard-liner*, compliquant ainsi les choses et ralentissant le temps de réponse aux crises. Toutefois, au Pérou, les dissensions au sein des forces armées ont eu un faible impact puisqu'elles ont indirectement entraîné le déclenchement de la transition. Les différends des militaires étaient assez importants pour déstabiliser ces derniers et influencer leurs décisions, mais en même temps pas assez pour qu'ils soient forcés de rendre le pouvoir. Finalement, au Chili, les dissensions n'ont pas eu d'effet sur le retrait des militaires, l'opposition au sein des forces armées ayant été neutralisée dès les premières années du régime. Par ailleurs, jusqu'aux résultats du plébiscite de 1988, les militaires chiliens ne semblent pas avoir défié l'autorité du général Pinochet.

En ce qui concerne les successions, le Chili n'a pas eu à gérer les tensions dues à ce processus puisque Pinochet est resté président pendant toute la durée du régime. En Argentine, les alternances au pouvoir entre *hard-liner* et *soft-liner* se sont multipliées. Au Brésil, un Collège électoral a été créé pour « normaliser » le mode de succession présidentielle et légitimer la transmission du pouvoir du général Médici au général Geisel. Cependant, Geisel est parvenu à installer le général Figueiredo au pouvoir, son candidat favori à la présidence. Au Pérou, le général Velasco a été renversé par la faction du général Morales

⁹⁵ Alain Rouquié, « Demilitarization and the Institutionalization of Military-dominated Politics in Latin America » dans Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter et Laurence Whitehead, dir., *Transitions from Authoritarian Rule: Comparative Perspectives* (Baltimore et Londres: The Johns Hopkins University Press, 1986), 129.

Bermúdez, ce qui a complètement changé la direction de la révolution péruvienne. En d'autres mots, les moments de succession en Argentine, au Brésil et au Pérou ont effectivement été critiques et ont menacé la stabilité du régime, mais n'ont pas eu raison de ces dictatures militaires.

Dans le Tableau 2.5, j'inscris le chiffre 2 pour l'Argentine et pour le Brésil puisque dans ces pays les dissensions au sein des forces armées ont joué un rôle limité dans leur retrait, le chiffre 0 pour le Chili où elles n'ont joué aucun rôle et le chiffre 1 pour le Pérou où leur effet a été faible.

Tableau 2.5: Évaluation des dissensions au sein des forces armées comme facteur de retrait militaire

	Dissensions au sein des forces armées
Argentine	2
Brésil	2
Chili	0
Pérou	1

Au chapitre III, je continuerai l'étude de cas dans le but d'évaluer l'impact qu'ont eu les crises économiques et la gestion de l'économie par les militaires sur leurs retraits.

Chapitre III: Crise économique et gestion de l'économie par les militaires

Dans ce chapitre, je m'intéresserai à la thèse selon laquelle les militaires se retirent du pouvoir en raison de leur piètre performance économique. Dans un premier temps, je donnerai quelques explications sur les impacts que peuvent avoir les crises économiques sur un régime militaire. Puis, je poursuivrai l'étude de cas dans le but de vérifier la pertinence de cette thèse.

En premier lieu, par « crise économique », j'entends une détérioration de la situation économique qui s'illustre par la combinaison d'un faible taux de croissance (inférieur à 2%), un taux d'inflation élevé (supérieur à 12%) et une dette extérieure qui s'exprime en milliards de dollars américains. En fait, une baisse du taux de croissance représente une diminution de la production de biens et de services. Une augmentation de l'inflation signifie une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs⁹⁶. La dette extérieure est une mesure approximative de la vulnérabilité de l'économie d'un pays aux fluctuations des taux d'intérêts internationaux et des préférences des investisseurs. Bref, la combinaison de ces trois indicateurs économiques en mauvaise posture équivaut à une crise économique. Par ailleurs, les crises économiques sont aussi caractérisées par la combinaison d'un chômage élevé, de nombreuses faillites d'entreprises, d'une baisse de la consommation...⁹⁷

En s'installant au pouvoir, les militaires adoptent une politique économique pour atteindre les objectifs économiques qu'ils considèrent nécessaires pour l'État. Elle fait rarement l'unanimité de tous. Par conséquent, lorsqu'une crise économique apparaît, elle est souvent perçue comme l'échec du modèle économique implanté par les militaires. En d'autres mots, les crises économiques remettent en question l'efficacité des gouvernements militaires qui

⁹⁶ Elisabeth Combres et Florence Thinard, *Les 1000 mots de l'info: pour mieux comprendre et décrypter l'actualité* (Paris : Gallimard Jeunesse, 2003), 89, 170.

⁹⁷ Ibid., 89.

avaient promis d'améliorer la situation économique en échange de la suppression des droits des citoyens⁹⁸.

Selon Touraine,

Plus général fut le poids de l'échec économique, puisque presque partout les régimes dictatoriaux avaient offert une amélioration de la situation économique en échange de la suppression des libertés publiques. Car, si l'État n'a plus de ressources à distribuer, de satisfactions nationalistes ou économiques à offrir, il est enfermé dans une action purement répressive⁹⁹.

Les crises économiques deviennent une menace pour les dirigeants militaires puisqu'elles résultent souvent en des dissensions au sein des forces armées, ces dernières ne s'entendent pas toujours sur la manière de régler une crise qu'elle soit économique ou sociale. Les soulèvements populaires dus au mécontentement de la population peuvent aussi découler des crises économiques. La récession peut aussi occasionner une perte de l'appui de la bourgeoisie qui ne désire plus appuyer des militaires qui ne favorisent pas leurs intérêts économiques, qui ne sont plus rentables. Les divisions au sein des forces armées, les mobilisations populaires et la perte de l'appui de la bourgeoisie peuvent toutes représenter des sources de déstabilisation favorisant l'essoufflement du régime et indirectement sa chute.

Voilà pourquoi Touraine parle du poids plus général que représente l'échec économique des militaires. Les crises économiques peuvent entraîner un retrait militaire parce que ses effets se répercutent sur la population, sur les dirigeants militaires, sur le patronat, qui, à leur tour, déstabilisent le régime militaire par leurs pressions et favorisent sa disparition. En d'autres mots, une crise économique représente un facteur indirect de retrait militaire.

Au cours des prochaines pages, je poursuivrai l'étude de cas dans le but de déterminer la pertinence de ce que je viens d'avancer. Je propose aussi d'inclure pour chaque pays un tableau économique qui présentera les trois

⁹⁸ Touraine, *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine*, 431.

⁹⁹ Id.

indicateurs économiques que j'ai définis plus tôt: le taux de croissance, le taux d'inflation et la dette extérieure. J'illustrerai ainsi la situation économique de façon plus précise et serai plus en mesure de conclure sur les effets de la crise économique sur les retraits militaires.

3.1 Argentine

3.1.1 Stratégies économiques des militaires

Lorsque les militaires argentins prennent le pouvoir en 1976, ils sont bien décidés à amener des changements dans la société. Ils veulent éviter la restauration de régimes populistes. Par ailleurs, grâce aux expériences militaires argentines précédentes, les forces armées savent que la répression et l'exclusion politique ne permettront pas d'établir les fondations solides de leur régime. Ainsi, ils s'intéressent à la politique économique libérale. En libéralisant l'économie, les militaires souhaitent non seulement remodeler cette dernière en la modernisant, mais aussi détruire les caractéristiques populistes de la société argentine. L'État ayant renoncé à intervenir dans l'économie, les forces du marché réguleront maintenant la distribution des ressources. De plus, les classes et groupes sociaux n'auront plus l'occasion d'influencer les politiques de l'État en leur faveur. Les militaires croient qu'une fois détruit le lien entre la politique et l'économie, les troubles politiques seront éliminés¹⁰⁰.

Cette stratégie, définie par une équipe économique libérale et défendue par les forces armées argentines, devra permettre de réimplanter l'économie dans un système économique global tout en modifiant dramatiquement sa structure interne. Le gouvernement ouvre l'économie argentine au marché mondial, les barrières protectionnistes sont levées. L'intervention de l'État diminue dans quelques secteurs de l'économie, tel le secteur financier. Par ailleurs, pour favoriser l'élimination d'obstacles aux forces du marché, les syndicats sont placés sous contrôle militaire et les grèves sont interdites¹⁰¹.

¹⁰⁰ Vacs dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 22.

¹⁰¹ Ibid., 22-23.

Dans les premières années du régime militaire argentin, les forces armées sont unies et solidaires autour de la lutte anti-subversive et la politique économique ultra-libérale du ministre de l'Économie, José Martínez de Hoz¹⁰². Et, pendant une brève période de temps, les stratégies économiques mises en œuvre par les militaires argentins semblent avoir des effets positifs sur l'économie. Cependant, l'Argentine subit également des conséquences néfastes telles la fermeture d'usines et l'augmentation de la dette extérieure. Malgré tout, à la fin de l'année 1978, les dirigeants militaires ont tellement pris de l'assurance par rapport à leur succès économique qu'ils cherchent une façon d'établir une légitimité politique du régime à long terme. Toutefois, la légitimité d'un tel régime repose sur l'amélioration continue de la situation économique. En effet, en mettant en place un système économique libéral, les militaires ont finalement lié l'existence de leur gouvernement aux résultats apportés par leurs politiques économiques. Ainsi, seule une performance économique satisfaisante permettra d'atteindre les objectifs désirés: à court terme, obtenir un certain degré de popularité au sein de secteurs clés de la société argentine et à long terme, établir des fondations solides pour légitimer un nouveau type de régime politique¹⁰³.

3.1.2 La crise économique

Au début de l'année 1980, une crise économique se développe en Argentine. Les problèmes économiques se multiplient. Les salaires sont en baisse, le taux de chômage est en hausse dans le secteur manufacturier (de 26% entre 1976 et 1980), la classe moyenne perd de son pouvoir d'achat. En mars 1980, un crash financier entraîne la fermeture de plusieurs banques importantes et institutions de crédit. La crise s'étend rapidement: elle cause de nombreuses faillites dans le secteur industriel, commercial et agricole¹⁰⁴.

¹⁰² Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 41.

¹⁰³ Vacs dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 23-24.

¹⁰⁴ Ibid., 24-25.

Par ailleurs, malgré la crise économique les salaires des militaires continuent d'augmenter. L'augmentation des dépenses pour la défense et la sécurité s'élève de plus de 60% entre 1976 et 1980, pendant que les dépenses pour la santé diminuent de 70% et celles pour l'éducation sont réduites de moitié¹⁰⁵.

À partir de 1980, le régime militaire argentin connaît une crise de légitimité tant institutionnelle que gouvernementale. Une fois l'ennemi intérieur éliminé, la solidarité qui régnait au sein des forces armées fait place à la division. De plus, la politique monétariste implantée par le ministre des Finances, Martínez de Hoz, a eu des conséquences néfastes sur l'économie argentine. Elle a entraîné une destruction partielle du tissu industriel, une large partie de la population s'est appauvrie, l'inflation a grimpé, l'endettement s'est fortement accru. Bref, en 1980, la situation économique est mauvaise et une crise financière de grande ampleur mène à la faillite de plusieurs grandes banques argentines¹⁰⁶.

3.1.3 Le processus de libéralisation

La situation de crise provoque des dissensions au sein même des états-majors des forces armées et encourage le général Jorge Videla, à la tête de l'État argentin depuis 1976 et qui aimerait bien y rester, à suivre les normes constitutionnelles établies par le *Proceso*. Ces dernières prévoient une alternance à la présidence en mars 1981¹⁰⁷.

Ainsi, en mars 1981, un nouveau gouvernement prend les commandes. Face à la crise, le général Viola et son équipe abandonnent le projet de restructuration économique, sociale et politique. Ils tentent de résoudre la récession en appliquant des mesures keynésiennes anticycliques, venant en

¹⁰⁵ Ibid., 25.

¹⁰⁶ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 42. / Ronald Dworkin dans *Nunca Más: The Report of the Argentine National Commission of the Disappeared*, Introduction de Ronald Dworkin, (New York: Farrar, Strauss, Giroux, 1986), xv.

¹⁰⁷ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 42.

opposition à la stratégie orthodoxe développée par leurs prédécesseurs¹⁰⁸. Le général Viola, en sa qualité de nouveau président argentin, entreprend une libéralisation du régime¹⁰⁹.

Cependant, les stratégies de l'administration Viola ne lui permettront pas de garantir sa stabilité. Comme nous l'avons vu au dernier chapitre, les militaires *hard-liners* s'opposent à toute ouverture politique. Par ailleurs, la droite libérale économique n'approuve pas l'abandon de son programme. Les libéraux critiquent sévèrement les projets de la nouvelle équipe économique et appuient les *hard-liners* dans l'espoir de revenir au pouvoir une fois Viola renversé¹¹⁰.

La situation économique empire: les dévaluations se multiplient, la dette extérieure et l'inflation augmentent. Bref, les changements qui devaient être réalisés au niveau des politiques économiques n'ont pas su résoudre la grave crise économique. Une grève générale éclate en juillet 1981. Ceci ne peut qu'encourager les *hard-liners* à intervenir. Le général Viola est renversé par ceux-ci et le général Leopoldo Galtieri, à la tête de cet événement, devient président en décembre 1981¹¹¹.

Vacs explique que les objectifs principaux de ce renversement étaient de prévenir la continuation du genre d'ouverture politique que Viola avait essayé d'implanter, et de restaurer les politiques économiques développées durant les premières années du régime militaire. La crise économique était considérée par les *hard-liners* comme un phénomène temporaire qui donnerait lieu à une amélioration de la situation économique si la stratégie originale était maintenue. Ainsi, la nouvelle équipe économique dirigée par des libéraux orthodoxes met en place des mesures de stabilisation économique. L'inflation ralentit, mais le chômage est en hausse, les salaires toujours en baisse et les faillites se

¹⁰⁸ Vacs dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 25-26.

¹⁰⁹ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 42-43.

¹¹⁰ Vacs dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 26.

¹¹¹ Ibid, 26-27. / Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 45.

multiplient. Le gouvernement semble impuissant devant ce phénomène, le mécontentement de la population argentine se fait de plus en plus sentir. Malgré la suspension des activités politiques, les partis politiques continuent de s'opposer au gouvernement militaire et les forces politiques de la *Multipartidaria* demandent des changements dans la politique économique et un retour rapide à la démocratie. Pendant ce temps, les syndicats travaillent à mobiliser leurs membres contre les politiques gouvernementales. La classe moyenne, elle aussi, s'oppose de plus en plus fortement aux militaires. Finalement, le 30 mars 1982, la grève générale est déclarée: le pays est paralysé¹¹².

3.1.4 La guerre des Malouines

Bref, le gouvernement militaire argentin fait face à une crise qui a des répercussions sur la paix sociale. Il doit absolument résoudre la crise économique et sociale, mais ceci est impossible à court terme. Toutefois, il faut qu'il trouve une façon d'unifier la nation argentine et d'obtenir son appui. C'est ainsi que les dirigeants militaires partent en guerre contre l'Angleterre pour conquérir les îles Malouines. Cette campagne militaire devrait permettre au gouvernement de diminuer les pressions sociales et politiques qui pèsent sur lui et aux forces armées de préserver leur rôle institutionnel et gagner en prestige¹¹³.

L'Argentine envahit les îles Malouines le 2 avril 1982 et déclenche une guerre contre l'Angleterre. Pourtant, en Argentine, la situation socio-économique est toujours critique puisque les tensions sociales ont été aggravées par le retour à une économie libérale orthodoxe prônée par le ministre de l'Économie, Roberto Alemann. La nouvelle politique économique n'a rien changé ou presque aux problèmes économiques du pays¹¹⁴.

¹¹² Vacs dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 26-28.

¹¹³ Ibid., 28.

¹¹⁴ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 47.

L'échec de la campagne militaire des Malouines est fulgurant. Selon Gordon, derrière cette défaite très coûteuse se dresse l'échec des politiques économiques et sociales des militaires argentins exacerbé par le manque d'unité au sein des forces armées¹¹⁵. Finalement, Galtieri est forcé de démissionner. La junte n'arrive pas à se mettre d'accord sur le choix de son successeur et sur les programmes économique et politique à implanter. Finalement, le général Bignone est nommé à la présidence. Ces premières actions seront de lever l'interdiction qui pesait sur l'activité politique et de promettre des élections avant la fin 1983¹¹⁶.

Le Tableau 3.1 présente un aperçu de la situation économique argentine de 1976 à 1983.

Tableau 3.1: La situation économique argentine 1976-1983

	Taux de croissance (%)	Taux d'inflation (%)	Dettes extérieures (milliards de \$US)
1976	-2,02	443,97	9,28
1977	6,93	176,00	11,45
1978	-4,51	175,51	13,28
1979	10,22	159,51	20,95
1980	4,15	100,76	27,16
1981	-5,69	104,48	35,66
1982	-4,96	164,78	43,63
1983	3,88	343,81	45,92

Source: *World Development Indicators*, Banque Mondiale (BM)

Au Tableau 3.1, on observe que le taux de croissance est instable entre 1976 et 1979 puisqu'il subit une hausse de 1976 à 1977, puis une baisse de 1977 à 1978, et une hausse de plus de 10% de 1978 à 1979. De 1979 à 1980, le taux de croissance diminue de plus de moitié. Il devient négatif en 1981 et reste relativement stable jusqu'en 1982, remonte et redevient positif en 1983.

De 1976 à 1979, le taux d'inflation diminue. Dès 1977, ce dernier est réduit de plus de moitié. Puis, il reste assez stable jusqu'en 1979, où il baisse de

¹¹⁵ Gordon dans Danopoulos, dir., *The Decline of Military Regimes: The Civilian Influence*, 215.

¹¹⁶ Vacs dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 29.

plus de 15%. Le taux d'inflation est toujours en baisse en 1980, il subit une légère augmentation en 1981, puis augmente vraiment entre 1981 et 1982 pour plus que doubler entre 1982 et 1983.

Entre 1976 et 1983, la dette extérieure est constamment en hausse. En 1983, elle a presque quintuplé par rapport à 1980.

3.1.5 Conclusion

En Argentine, la crise économique a sûrement joué un rôle dans le retrait militaire même si elle ne semble pas en être la raison première. D'abord, elle a encouragé les militaires à partir à la conquête des Malouines. Nous avons vu que les dirigeants cherchaient à retrouver un but mobilisateur pour les forces armées, pour la nation qui manifestait de plus en plus son mécontentement face au gouvernement, à son incompetence et à la crise économique. Les forces armées argentines pensaient, grâce à une victoire, arriver à négocier de bonnes conditions de retrait. Ainsi, la crise économique fait partie des raisons qui ont encouragé les militaires à lancer cette guerre.

La défaite a été fatale pour le régime et l'a propulsé vers sa chute. Nous pouvons en conclure que d'une certaine façon, les problèmes économiques ont favorisé le retrait des forces armées argentines. Toutefois, nous ne pouvons pas dire qu'ils l'ont causé à eux seuls. En d'autres mots, la crise économique argentine a indirectement entraîné le départ des militaires.

3.2 Brésil

3.2.1 Le miracle économique

En 1964, les militaires brésiliens prennent le pouvoir. Comme l'explique Arturi, la première décennie du régime militaire brésilien est une période de modernisation et de diversification sociale sans précédent, avec l'idée des dirigeants militaires de faire du Brésil une grande puissance¹¹⁷. Ces derniers désirent le renouvellement du capitalisme brésilien. Dans ce but, l'État doit

¹¹⁷ Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 90.

subir des transformations socio-économiques. Ainsi, l'industrie brésilienne doit être réorientée vers les exportations et la production de biens de consommation durables. De grands projets devraient promouvoir l'ouverture de l'intérieur du pays, l'intégration de la nation et faire la démonstration de la gloire du Brésil moderne¹¹⁸.

Entre 1964 et 1969, sous la présidence des généraux Castello Branco (1964-1967) puis Costa e Silva (1967-1969), les gouvernements militaires ébranlent la structure politique existante et répriment les syndicats et les forces de gauche dans le but d'instaurer les conditions politiques qui favoriseront l'application de leur modèle économique¹¹⁹.

Puis, avec le général Médici à la présidence (1969-1974), le Brésil vit une phase de « miracle économique » pendant laquelle le PIB croît en moyenne de 11% chaque année, ce qui donne un total de 70% en cinq ans¹²⁰. Ainsi, la première décennie du régime militaire brésilien est caractérisée par des succès économiques, les transformations économiques réalisées par les forces armées semblent en être la cause¹²¹.

3.2.2 La fin du miracle économique

Selon Faucher, en 1974, il est évident que le miracle économique est arrivé à sa fin. Le gouvernement est forcé de modifier sa politique et d'adopter de nouvelles mesures. Le ministre des Finances perd le monopole qu'il possède sur la politique économique et c'est maintenant le chef de l'État qui l'exercera. Cette stratégie constitue une nouvelle étape dans la centralisation de la gestion de l'économie. Par ailleurs, elle enlève au milieu des affaires la possibilité d'influencer le processus de décision¹²².

Malgré l'augmentation du degré de concentration du pouvoir, le gouvernement semble faible. Ce dernier est aux prises avec une crise de

¹¹⁸ Baretta et Markoff dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 57.

¹¹⁹ Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 90.

¹²⁰ Id.

¹²¹ Baretta et Markoff dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 57.

¹²² Faucher, *Le Brésil des militaires*, 317-318.

crédibilité puisqu'il démontre beaucoup d'hésitation dans l'adoption de mesures pour contrôler la hausse des prix et dans la prise de moyens pour faire respecter son intention. « C'est dire que pendant trois ans le gouvernement n'a pas su prendre une décision sur la nécessité de sacrifier le taux de croissance au bénéfice de la stabilisation de l'économie et de la réduction du déficit »¹²³. Bref, sous le gouvernement Geisel, aucun changement à la situation économique stagnante du Brésil n'est vraiment apporté¹²⁴.

3.2.3 Le processus de libéralisation

Dès que le général Geisel entre en fonction en tant que président du Brésil en 1974, il lance une libéralisation politique. Les dirigeants militaires ont compris que « (...) la légitimation par le succès économique était fragile et ne remplaçait pas la légitimation politique »¹²⁵. Arturi ajoute que certains auteurs, tel Luiz C. Bresser Pereira¹²⁶, considèrent que la décision de Geisel aurait été liée au fait que jusqu'à là la légitimité du régime militaire était basée sur sa performance économique et qu'avec la diminution de la croissance économique, les militaires cherchaient une nouvelle source de légitimité pour justifier leur régime. Selon Arturi, la pertinence de cette théorie est douteuse puisque, premièrement, elle prêche « (...) aux leaders du régime la capacité à anticiper les difficultés économiques déjà prévisibles à ce moment-là ». Deuxièmement, la diminution du taux de croissance économique ne serait effective qu'après 1975 et ce dernier demeurerait quand même assez élevé jusqu'en 1980. Bref, Arturi conclut que les variables économiques ne peuvent avoir eu d'impact sur le plan politique que dans les années 1980. Cette période est « (...) caractérisée par une profonde récession ainsi que par l'absence d'une politique économique cohérente pour affronter la crise »¹²⁷.

Selon Arturi, la crise économique a effectivement exercé des pressions sur le gouvernement militaire du général Figueiredo et elle a imposé une

¹²³ Ibid., 319.

¹²⁴ Ibid., 339.

¹²⁵ Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 91.

¹²⁶ Luiz C. Bresser Pereira, *O colapso de uma aliança de classes* (São Paulo: Brasiliense, 1978).

¹²⁷ Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 90-92.

contrainte sur la consolidation de la démocratie. D'abord, la récession rend le processus de transition plus difficile à contrôler pour les militaires. Le gouvernement est aux prises avec le nouveau mouvement syndical qui s'ajoute aux protagonistes de la transition. Ce mouvement, qui paralysera l'industrie métallurgique et mécanique de São Paulo pendant 40 jours en 1979, deviendra un élément supplémentaire d'affaiblissement politique du gouvernement militaire brésilien¹²⁸.

Le Tableau 3.2 présente un aperçu de la situation économique brésilienne de 1970 à 1985.

Tableau 3.2: La situation économique brésilienne 1970-1985

	Taux de croissance (%)	Taux d'inflation ¹²⁹ (%)	Dettes extérieures (milliards de \$US)
1970	8,77	20,41	5,73
1971	11,30	15,25	7,44
1972	12,05	13,24	11,52
1973	13,98	27,27	14,67
1974	9,04	29,59	22,04
1975	5,21	41,73	27,33
1976	9,79	43,33	33,34
1977	4,61	38,76	42,04
1978	3,23	52,79	54,57
1979	6,77	82,82	61,33
1980	9,11	105,60	71,53
1981	-4,39	101,72	81,45
1982	0,58	100,54	93,93
1983	-3,41	135,03	98,52
1984	5,27	192,12	103,86
1985	7,95	225,99	103,61

Sources: *World Development Indicators*, Banque Mondiale (BM) et *Statistiques Financières Internationales*, Fonds Monétaire International (FMI)

Au Tableau 3.2, on remarque une augmentation du taux de croissance de 1970 à 1973, puis, une baisse de 1974 à 1975. Il augmente ensuite en 1976 pour

¹²⁸ Ibid., 92, 98.

¹²⁹ Le taux d'inflation des années 1970 à 1980 est tiré de calculs faits à partir de données trouvées dans *Statistiques Financières Internationales*, FMI, contrairement au taux d'inflation des années 1981 à 1985, au taux de croissance et à la dette extérieure qui proviennent de *World Development Indicators*, BM.

diminuer jusqu'en 1978. De 1979 à 1980, il est en hausse. En 1981 et 1983, on observe un taux de croissance négatif, un faible taux positif en 1982, puis une remontée à partir de 1984.

Jusqu'en 1972, le taux d'inflation est en baisse. Puis, en 1973, il double et demeure assez stable jusqu'à l'année suivante. Il est en hausse de 1974 à 1976. Il subit ensuite une légère diminution en 1977, puis, augmente annuellement à partir de 1978. Le taux d'inflation dépasse les 100% en 1981 et augmente de plus en plus à partir de 1983. De 1982 à 1985, il a plus que doublé.

On observe que, de 1970 à 1973, la dette extérieure est en hausse d'environ deux, quatre, puis, trois milliards de dollars US par année. De 1973 à 1974, elle augmente de sept milliards de dollars US. De 1974 à 1984, la dette extérieure est constamment en hausse, puis, demeure stable de 1984 à 1985.

3.2.4 Conclusion

Au Brésil, la crise économique a favorisé le départ des militaires. En fait, elle a contribué à une certaine perte de contrôle du processus de transition de la part des militaires. Elle a donné lieu à des mobilisations populaires et à des protestations patronales qui ont, à leur tour, exercé une pression sur le gouvernement. Néanmoins, la crise économique brésilienne, bien qu'elle ait peut-être fait accélérer la transition, n'a été qu'un facteur indirect du retrait brésilien.

3.3 Chili

3.3.1 Les « Chicago Boys »

En prenant le pouvoir, le général Pinochet aspire à mener à terme une transformation économique de l'État chilien. Il veut faire en sorte qu'un gouvernement tel que celui d'Allende ne revoie plus jamais le jour au Chili. Les « Chicago Boys » et le néo-libéralisme représentent l'application d'un modèle

économique qui permettra d'amener les changements drastiques que le général souhaite réaliser. Ainsi, il fait appel aux « Chicago Boys »¹³⁰.

Les « Chicago Boys » sont des économistes, qui, pour la plupart, ont été formés à l'Université de Chicago dans le cadre d'un programme d'échange organisé par l'Université Catholique du Chili et l'Université de Chicago en 1956. L'École de Chicago prônait la non intervention de l'État, la propriété privée et la suprématie des lois du marché sur l'économie. Cette dernière doit être régie selon un minimum de régulation gouvernementale et une privatisation maximum. L'avantage des « Chicago Boys » pour les militaires est qu'ils sont avant tout loyaux à leur domaine professionnel et non à un parti politique¹³¹.

Ce groupe d'économistes croit que les activités économiques et sociales doivent être guidées par des forces privées et non par l'État. Ils désirent promouvoir l'initiative individuelle plutôt que l'intervention de l'État. Les « Chicago Boys » considèrent qu'une économie orientée vers l'exportation, régie par les lois du marché et aidée par les investissements étrangers favorise le développement et non la dépendance¹³².

Dès octobre 1973, Pinochet nomme Fernando Léniz au poste de ministre de l'Économie. Et bien que ce dernier ne soit pas un « Chicago Boy », son conseiller Sergio de Castro en est un. D'autres « Chicago Boys » sont nommés à des postes gouvernementaux. À partir de 1976, leur approche de l'économie devient dominante au sein du gouvernement chilien. Sous leur égide, le Chili connaît un boum économique qui leur vaut, en 1979, la permission d'étendre leur approche économique du marché à d'autres aspects de la société chilienne¹³³.

Cependant, les « Chicago Boys » rencontrent quand même de l'opposition de la part du secteur « dur » du régime. Au cours des discussions entourant la Constitution de 1980, le secteur « dur » et le secteur modéré s'entendent sur un contrôle politique militaire à long terme. Toutefois, les

¹³⁰ Lois Hecht Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development* (Boulder, San Francisco, Oxford: Westview Press, 1993), 147.

¹³¹ Ibid., 148-149.

¹³² Ibid., 147-148.

¹³³ Ibid., 149-150

modérés souhaitent une ouverture politique pendant que les « durs » demandent que le contrôle autoritaire soit maintenu le plus longtemps possible. Et avec la crise économique de 1981-1983, les « durs » demandent un changement de politique économique¹³⁴.

3.3.2 La crise économique: l'échec du modèle de l'École de Chicago

La crise économique qui débute à la fin de l'année 1981 constitue un revers de situation pour le modèle de l'École de Chicago. Pinochet remplace le ministre des Finances Sergio de Castro en avril 1982. Le Chili tombe dans une période de réajustement de son modèle économique. Le peso subit une dévaluation. Bref, ce qui avait été un miracle économique se transforme en cauchemar. Un grand nombre d'entreprises font faillite. L'État reprend le contrôle sur le système bancaire, il doit assumer les prêts effectués par des banques privées mises en faillite¹³⁵. En 1982, la consommation privée diminue de 16,3%, les investissements de 36,8%. À la fin 1982, le taux de chômage atteint les 30%¹³⁶. Cependant, malgré la sévérité de la crise économique de 1981 à 1983, cette dernière ne sonne pas le glas de l'approche économique néo-libérale.

Sous Hernán Büchi, le nouveau ministre des Finances (février 1985 à avril 1989), la situation économique s'améliore, malgré qu'un nombre de problèmes subsiste. Il applique toujours le modèle néo-libéral mais de façon plus flexible que de Castro¹³⁷. La situation économique chilienne s'améliore. Oppenheim écrit: « Economic recuperation and greater attention to economic interests that were the regime's core support, coupled with Pinochet's political intransigence and the continued use of repression, prevented a democratic transition immediately following the crisis years »¹³⁸.

¹³⁴ Ibid., 120, 150.

¹³⁵ Ibid., 151.

¹³⁶ Borzutzky dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 78.

¹³⁷ Eduardo Silva dans Paul W. Drake et Iván Jaksic, dir., *The Struggle for Democracy in Chile, 1982-1990* (Lincoln et Londres: University of Nebraska Press, 1989), 113. / Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 151.

¹³⁸ Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 151.

En d'autres mots, comme l'explique Oppenheim, la période de 1973 à 1989 peut être divisée en deux phases majeures du néo-libéralisme. La première comprend les années de boum économique, 1978 à 1981, lorsque le modèle néo-libéral est implanté de façon rigide. Puis, la deuxième phase débute après la crise économique, autour de 1986 à 1989. Oppenheim explique: « This was the period when the model was readjusted and there was an economic boomlet »¹³⁹. Ainsi, malgré la crise économique de 1981-1983, le régime militaire chilien conserve le modèle néo-libéral puisque y renoncer aurait signifié l'abandon de l'idée d'un nouveau Chili¹⁴⁰.

Finalement, la crise économique de 1981-1983 fait place à d'importantes mobilisations populaires contre le régime militaire qui auront lieu de 1983 à 1986. Ce phénomène débute pendant la situation économique catastrophique de 1983, mais continue malgré l'amélioration qui suit¹⁴¹. Eduardo Silva explique:

The collapse of the Chilean economy ignited a protest movement that shook the regime to its core. For three years, the opposition staged a monthly "national day of protest." After being initiated by organized labor, middle-class groups and resurgent political parties quickly joined in and took charge. The regime did what it could to repress the tumult with force. Although the mass demonstrations could not topple the government, they did challenge the limited character of the political transition ... Moreover, the protest movement linked the repudiation of authoritarianism with a rejection of economic transformation along neo-liberal lines. A vast majority of Chileans raised their voices against an economic model that had imposed such unpredictability, unfairness, and hardship on them¹⁴².

3.3.3 La conjoncture politique de 1983

Silvia T. Borzutzky explique que la crise politique chilienne de 1983 est une conséquence directe de l'échec du modèle de l'École de Chicago. Selon elle, il ne fait aucun doute que cet échec a détruit, du moins de façon temporaire, la cohésion interne du régime et sa base de légitimité. Afin de les retrouver, Pinochet forme un nouveau cabinet en août 1983. Sergio Onofre

¹³⁹ Id.

¹⁴⁰ Silva dans Drake et Jaksic, dir., *The Struggle for Democracy in Chile*, 99.

¹⁴¹ Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 121.

¹⁴² Silva dans Drake et Jaksic, dir., *The Struggle for Democracy in Chile*, 111.

Jarpa est nommé à la tête de ce cabinet. Jarpa est autorisé à établir un dialogue avec l'Alliance Démocratique malgré l'existence illégale de cette dernière. Cette stratégie, que plusieurs définissent comme une ouverture politique, a permis à Pinochet de passer à travers la crise et de reconstruire sa force d'appui, sans l'obliger à faire des compromis¹⁴³. Pinochet quittera le pouvoir en 1989, comme l'avaient prévu les militaires.

Le Tableau 3.3 présente un aperçu de la situation économique chilienne de 1973 à 1989.

Tableau 3.3: La situation économique chilienne 1973-1989

	Taux de croissance (%)	Taux d'inflation (%)	Dette extérieure (milliards de \$US)
1973	-4,94	361,54	3,85
1974	2,49	504,73	5,24
1975	-11,36	374,74	5,52
1976	3,41	211,81	5,62
1977	8,70	91,94	5,88
1978	7,46	40,12	7,37
1979	8,68	33,36	9,36
1980	8,15	35,14	12,08
1981	4,74	19,69	15,66
1982	-10,32	9,94	17,31
1983	-3,79	27,27	17,93
1984	7,97	19,86	19,74
1985	7,12	29,46	20,38
1986	5,60	20,61	21,14
1987	6,59	19,89	21,49
1988	7,31	14,68	19,58
1989	10,56	17,03	18,03

Source: *World Development Indicators*, Banque Mondiale (BM)

Au Tableau 3.3, on observe que, bien que le taux de croissance ait été négatif en 1975, il redevient positif en 1976. En 1977, il a plus que doublé. Puis, il demeure assez stable jusqu'en 1980. Il devient négatif en 1982 et en 1983. Entre 1984 et 1989, on observe une amélioration de la situation économique. Le

¹⁴³ Borzutzky dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 79.

taux de croissance diminue à partir de 1985 mais sans trop descendre. Il remonte en 1988.

Le taux d'inflation diminue à partir de 1975, subit des baisses importantes jusqu'en 1978 pour ensuite se maintenir jusqu'en 1980. Bref, en quelques années seulement, le taux d'inflation est passé de 374,74% en 1975 à 35,14% en 1980. Il baisse d'environ 10% en 1982 pour finalement tripler en 1983. Le taux d'inflation est en baisse à partir de 1986.

En ce qui concerne la dette extérieure, elle reste stable de 1974 à 1977, malgré son ascension, puis commence vraiment à augmenter en 1978. De 1981 à 1983, la dette extérieure reste assez stable malgré une certaine hausse. Toutefois, en dix ans de contrôle militaire (1973-1983), la dette extérieure a plus que quadruplé. À partir de 1984-1985, elle reste assez stable malgré une certaine augmentation jusqu'en 1987, puis une certaine diminution à partir de 1988. Cependant, elle est plus élevée que pendant la crise économique de 1981-1983.

3.3.4 Conclusion

Le gouvernement chilien a été ébranlé par la crise économique de 1981-1983. Toutefois, cette dernière a finalement obligé les militaires à réaliser un ajustement du modèle économique. Comme l'explique Silva, « The economic crisis, however, neither brought Pinochet's reign to an abrupt end nor induced the regime to abandon the neo-liberal model. It only prompted its modification »¹⁴⁴.

La crise économique chilienne n'est pas responsable du retrait militaire de 1989. Le transfert de pouvoir a été négocié cinq ans après la fin de la crise économique. La transition s'est faite selon la Constitution de 1980, après le plébiscite de 1988, selon les règles des militaires. En d'autres mots, la crise économique chilienne de 1981-1983 a déstabilisé le régime, mais ce dernier s'en est remis, il s'est adapté à la situation et, quelques années plus tard, a pu contrôler le transfert du pouvoir.

¹⁴⁴ Silva dans Drake et Jaksić, dir., *The Struggle for Democracy in Chile*, 103.

3.4 Pérou

3.4.1 La situation économique après le coup d'État de 1968

Lorsque le *Gobierno de las Fuerzas Armadas* s'installe au pouvoir en 1968, il suit une politique économique populiste classique. Sous le régime militaire péruvien, l'industrialisation de la substitution des importations est intensifiée à travers un protectionnisme illimité, un contrôle des prix et un taux de change fixe sont établis, les dépenses publiques augmentées, et certaines politiques de redistribution des richesses sont tentées. Par ailleurs, le GRFA implante le capitalisme d'État comme base économique. Dans les secteurs clés de l'économie, l'État est en charge d'organiser la production¹⁴⁵.

Abugattas explique que jusqu'en 1974, l'économie péruvienne est en croissance, les salaires sont constamment en hausse et les principaux indicateurs économiques démontrent que le Pérou vit un développement sain. Cependant, à partir de 1975, le déclin du taux de croissance, un déficit gouvernemental en hausse, une inflation galopante démontrent que la situation économique est en train de se dégrader. Selon Abugattas, les problèmes résultent de facteurs externes, d'une gestion inapte, de la nature même du modèle économique péruvien et de la politique populiste avec tout ce qu'elle implique. À partir de 1975, la croissance économique est étouffée. Le gouvernement est forcé d'adopter de plus en plus des mesures anti-populaires qui exacerbent les tensions sociales puisque c'est la population péruvienne qui subit le prix de la stabilisation économique. Par ailleurs, durant l'année 1975, le GRFA tarde à prendre des mesures correctrices décisives, étant en plus aux prises avec des dissensions au sein des forces armées. Dans ce contexte, la crise économique s'aggrave encore plus¹⁴⁶.

Cette dernière place le régime militaire péruvien dans une position difficile: il doit maintenir un équilibre entre sa légitimité internationale,

¹⁴⁵ Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 124.

¹⁴⁶ Ibid., 127.

indispensable pour assurer l'entrée de capitaux, et l'appui populaire interne nécessaire à sa propre stabilité¹⁴⁷.

Par ailleurs, la crise politique causée par les divisions militaires amène à une paralysie politique qui empêche le gouvernement de prendre des décisions cohérentes. De plus, le régime est isolé sur le plan international, menacé par des pays voisins et par des troubles sociaux intérieurs causés par la crise économique. Cette situation donne lieu à un deuxième coup d'État par lequel Velasco est renversé en août 1975¹⁴⁸.

Astiz explique que les spécialistes qui ont analysé l'évolution économique du Pérou sous le régime militaire ont tendance à considérer le remplacement de Velasco comme la cause d'un revirement politique qui aurait ensuite entraîné les changements dans la situation économique péruvienne. Selon lui, ces affirmations sont en fait partiellement vraies puisqu'il fait remarquer que le renversement de 1975 a été précédé par une diminution de la productivité et une augmentation de la dette extérieure. Ces phénomènes auraient très bien pu précipiter le deuxième coup d'État¹⁴⁹.

3.4.2 La situation économique après le coup d'État de 1975

En août 1975, Velasco est remplacé par Bermúdez à la présidence. Le Pérou est en pleine crise économique. Carlos A. Astiz explique que selon des données statistiques globales, entre 1974 et 1980, les salariés perdent 30% de leur pouvoir d'achat pendant que l'apport quotidien alimentaire et la santé de la classe ouvrière se détériorent, phénomène qui touche aussi une partie de la classe moyenne¹⁵⁰.

Malgré le fait que le mouvement ouvrier ait appuyé le nouveau gouvernement à son arrivée (août 1975) essayant d'influencer le processus de redéfinition politique de ce dernier, environ un an après, ce même mouvement ouvrier montre son opposition au gouvernement. En fait, une fois que la faction

¹⁴⁷ Id.

¹⁴⁸ Ibid., 127-128.

¹⁴⁹ Astiz dans Danopoulos, dir., *The Decline of Military Regimes: The Civilian Influence*, 180-181.

¹⁵⁰ Ibid., 179.

radicale a été éliminée du GRFA et de la hiérarchie militaire, l'approfondissement du processus révolutionnaire a cessé d'être une alternative viable. Bref, le mouvement ouvrier et la gauche politique expriment leur mécontentement. La confrontation s'intensifie avec les mesures austères que le régime implante en 1976 pour gérer la crise économique. D'ailleurs, les mesures de stabilisation de l'économie imposées par l'administration Bermúdez en juin 1976 donneront lieu à une grève générale. De plus, les détenteurs de capitaux locaux demandent l'abolition des grandes réformes entreprises par le GRFA¹⁵¹. Toutefois, vers la fin des années 1970, la situation économique s'améliore. Abugattas écrit: « (...) the economy began an upward swing that would last until 1980, therefore allowing the military to make a graceful departure »¹⁵².

En 1977, l'administration Bermúdez s'engage à effectuer le transfert du pouvoir à un gouvernement civil en 1980. L'érosion du pouvoir d'achat qui a touché la classe moyenne et la classe ouvrière a servi d'élément mobilisateur contre le régime. Ce dernier fait face à des problèmes économiques importants qui ont des conséquences au niveau politique. Les grèves, les sabotages, la désobéissance et la répression en réponse à ces derniers, sont de plus en plus fréquents¹⁵³. Finalement, le transfert de pouvoir aura lieu le 28 juillet 1980.

¹⁵¹ Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 128-129, 132.

¹⁵² Ibid., 136.

¹⁵³ Astiz dans Danopoulos, dir., *The Decline of Military Regimes: The Civilian Influence*, 183-184.

Le Tableau 3.4 présente un aperçu de la situation économique péruvienne de 1968 à 1980.

Tableau 3.4: La situation économique péruvienne 1968-1980

	Taux de croissance (%)	Taux d'inflation (%)	Dettes extérieures (milliards de \$US)
1968	0,35	19,09	Nd
1969	3,79	6,24	Nd
1970	5,84	5,03	3,21
1971	4,18	6,79	3,31
1972	2,87	7,22	3,46
1973	5,38	9,49	3,89
1974	9,25	16,89	5,24
1975	3,40	23,62	6,12
1976	1,96	33,48	7,58
1977	0,40	38,05	9,17
1978	0,28	57,85	9,72
1979	5,80	66,69	9,27
1980	3,08	59,15	9,39

Source: *World Development Indicators*, Banque Mondiale (BM)

Au Tableau 3.4, on observe une hausse du taux de croissance jusqu'en 1970 et une diminution jusqu'en 1972. Puis, en 1973, le taux de croissance a presque doublé et, en 1974, il a encore augmenté. En 1975, le taux de croissance est presque que trois fois plus bas qu'en 1974 et continue à descendre jusqu'en 1978, année où il est presque nul.

Le taux d'inflation chute de 1968 à 1970 puis reprend son ascension. De 1972 à 1974, il a plus que doublé. De 1973 à 1975, le taux d'inflation a plus que doublé. Il augmente rapidement de 1975 à 1979 pour redescendre en 1980.

La dette d'extérieure reste assez stable jusqu'en 1973, puis, en 1974, elle subit une augmentation. La dette extérieure est constamment en hausse à partir de 1971, mais reste assez stable jusqu'en 1973. Cependant, elle augmente jusqu'en 1977: de 1973 à 1976, elle a presque doublé. De 1977 à 1980, elle se demeure assez stable.

À partir de 1975, on constate une dégradation de la situation économique péruvienne.

3.4.3 Conclusion

Au Pérou, les problèmes économiques qui se sont manifestés en 1975 ont déstabilisé le gouvernement Velasco et occasionné son renversement. Évidemment, d'autres facteurs étaient en cause, dont les dissensions au sein des forces armées. Cependant, nous pouvons dire que les problèmes économiques ont contribué à ce qu'une nouvelle faction militaire s'installe au gouvernement, faction qui a lancé le processus de la transition. En effet, la nouvelle administration déclare deux ans après son accession au pouvoir son intention de le rendre à un gouvernement civil en 1980. Pourtant, à la fin des années 1970, la situation économique s'améliore. Selon Abugattas, ceci permettra aux militaires de se retirer « gracieusement » du pouvoir¹⁵⁴. Il considère que la redémocratisation du Pérou est partie de l'écroulement politique et économique du populisme autoritaire¹⁵⁵. Il est vrai aussi que la crise économique a eu des répercussions sur la paix sociale. Néanmoins, elle reste un facteur indirect de retrait militaire.

3.5 Conclusion

À la lumière de ces cas, nous pouvons juger de la pertinence de la thèse selon laquelle les militaires se retirent en raison de leur piètre performance économique. Il semble que les crises économiques aient effectivement une influence sur leur départ, mais cette dernière semble plutôt découler des conséquences qu'elles ont sur les forces armées, sur le patronat et sur la population.

En conclusion, ces cas démontrent qu'en Amérique latine, la gestion de l'économie par les militaires et les crises économiques n'ont pas joué un grand rôle dans les retraits militaires. En Argentine, au Brésil et au Pérou, elles ont plus eu un impact général en entraînant l'apparition d'autres problèmes tels

¹⁵⁴ Ibid., 136. « (...) the economy began an upward swing that would last until 1980, therefore allowing the military to make a graceful departure ».

¹⁵⁵ Ibid., 130.

les dissensions militaires, les mobilisations sociales et la perte de l'appui de la bourgeoisie. Elles n'ont donc pas été un facteur de retrait militaire en tant que tel puisque leur impact été indirect. Au Chili, la crise économique de 1981-1983 n'a eu aucun effet sur le retrait militaire puisque le gouvernement s'en était déjà relevé et avait eu le temps d'adapter son modèle économique avant qu'il soit question d'un transfert de pouvoir.

Dans le Tableau 3.5, j'inscris donc le chiffre 1 pour l'Argentine puisque la crise économique a joué un rôle très limité dans le retrait militaire; le chiffre 1 pour le Brésil puisque la crise économique a également eu un impact assez limité sur le retrait militaire; le chiffre 0 pour le Chili puisque la crise économique s'est terminée bien avant le retrait des militaires et n'a eu aucun effet significatif sur leur départ; le chiffre 1 pour le Pérou puisqu'elle aussi a eu un effet très limité sur le retrait militaire.

Tableau 3.5: Évaluation de la mauvaise gestion de l'économie par les militaires comme facteur de retrait militaire

	Gestion de l'économie par les militaires
Argentine	1
Brésil	1
Chili	0
Pérou	1

Au chapitre IV, je poursuivrai l'étude de cas afin d'évaluer l'impact qu'a eu la perte de l'appui de la bourgeoisie sur les militaires en Amérique latine et la chute de leur régime.

Chapitre IV: Perte de l'appui de la bourgeoisie

Dans ce chapitre, je m'intéresserai à la thèse selon laquelle les militaires se retirent du pouvoir lorsqu'ils ont perdu l'appui de la bourgeoisie. J'approfondirai ce concept avant de poursuivre l'étude de cas.

En premier lieu, par « bourgeoisie », j'entends le patronat, les banques, les entreprises, l'industrie, le milieu des affaires, le capital, le secteur financier et le secteur privé. Ce terme englobe donc plusieurs secteurs dont l'appui aux militaires semble être crucial pour le maintien du régime. Le but de ce chapitre est de déterminer quel rôle joue la bourgeoisie dans le retrait des militaires. En d'autres mots, la perte de l'appui de la bourgeoisie a-t-elle favorisé l'écroulement des régimes militaires en Amérique latine?

La relation qui unit la bourgeoisie et les militaires

Selon Ronaldo Munck, la classe dominante partage une relation ambiguë avec les forces armées. Il explique: « These regimes usually respond to a challenge to the capitalist system, private property and the free pursuit of profit and are therefore viewed sympathetically »¹⁵⁶. Cependant, comme le précise Munck, la dictature militaire dépouille aussi les classes dominantes de plusieurs de leurs privilèges économiques et politiques. Il en conclut: « We can theoretically say that the military state rules on behalf of capital and yet may take measures detrimental to the interests of individual capitalists »¹⁵⁷. Eduardo Silva spécifie: « (...) businesspeople have no «natural» affinity for either democracy or military government »¹⁵⁸. En effet, la loyauté qu'accorde le secteur privé à un régime politique dépend de la stabilité économique et de la protection de ses intérêts (droits de propriété, profits), deux éléments clés pour

¹⁵⁶ Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 82.

¹⁵⁷ Id.

¹⁵⁸ Eduardo Silva, « Organized Business, Neoliberal Economic Restructuring, and Redemocratization in Chile » dans Francisco Durand et Eduardo Silva, dir., *Organized Business, Economic Change, and Democracy in Latin America* (Miami: North-South Center Press, 1998), 234.

maintenir un climat propice aux affaires. L'appui que le milieu des affaires accorde à une dictature ou à une démocratie dépend aussi de son accès au processus de décisions politiques, particulièrement pendant les moments difficiles. Silva écrit: « Business leaders' calls for democratization were often explicitly based on the belief that democracy would facilitate the political participation of business in policymaking »¹⁵⁹. O'Donnell et Schmitter considèrent que pour que la transition reste viable, il est nécessaire que la bourgeoisie, ou du moins une bonne partie de celle-ci, ne considère pas que le régime militaire est « indispensable ». En d'autres mots, si le régime militaire ne comble pas les intérêts bourgeois, s'il y nuit, ce premier n'est plus nécessaire¹⁶⁰.

Ainsi, la bourgeoisie et les militaires semblent unis par une relation qui dépend de la situation économique et politique du moment. S'il est dans l'intérêt de la bourgeoisie d'appuyer le régime, elle le fera, sinon elle ne le fera pas.

Cependant, la perte de l'appui de la bourgeoisie favorise-t-elle les retraits militaires comme O'Donnell et Schmitter le suggèrent? En d'autres mots, la bourgeoisie joue-t-elle un rôle dans les retraits militaires? C'est ce que je m'appliquerai à déterminer en continuant l'étude de cas.

4.1 Argentine

Lorsque les militaires argentins prennent le pouvoir le 24 mars 1976, ils reçoivent l'appui actif du patronat de droite qui désire un gouvernement efficace avec une administration économique compétente¹⁶¹.

4.1.1 Les mesures économiques et la bourgeoisie argentine

Au centre du *Proceso de Reorganización Nacional*, proclamé le 24 mars 1976, le programme économique tient une position prééminente. En avril 1986, le ministre de l'Économie, José A. Martínez de Hoz, annonce que des mesures strictes et austères devront être prises. Le gouvernement se lance dans

¹⁵⁹ Id.

¹⁶⁰ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 27.

¹⁶¹ George Philip, « The Fall of the Argentine Military », *Third World Quarterly* 6 (1984), 627.

l'implantation du libéralisme économique. Martínez de Hoz commence alors une croisade contre l'inflation. Cependant, les premières mesures entamées par ce dernier ne réussissent pas à la réduire. Son programme économique a un effet dévastateur sur les entreprises domestiques dont plusieurs font faillite¹⁶².

Bref, comme l'explique Pion-Berlin, « Virtually every socio-economic sector of Argentine society, from laborers and small shop owners to large industrialists and agriculturalists, opposed the economic policies »¹⁶³. Le régime s'est isolé de la classe capitaliste. Les industriels et les propriétaires terriens ont subi des pertes importantes et malgré leurs plaintes, le régime reste déterminé à mener son programme économique à terme. Il se protège des groupes de pression à travers un système exclusif de prise de décision. En démobilisant les classes populaires par la contrainte et en refusant aux classes dominantes l'accès traditionnel aux cercles de prise de décisions politiques en limitant leurs contacts personnels avec l'élite militaire, le général Videla a créé un environnement politique sans pression qui a permis au gouvernement de fonctionner comme si les intérêts personnels n'avaient pas d'importance. Ainsi, le régime a pu afficher un grand niveau d'unité face au mécontentement de la population¹⁶⁴.

Entre 1976 et 1980, le secteur financier croît de 45%. Les financiers, qui regroupent des banquiers et des industriels, se retrouvent au sommet de la classe dominante. Les intérêts des financiers sont tels qu'ils établissent une relation intime avec les dirigeants militaires argentins. Cependant, au cours des premiers mois de l'année 1980, les groupes financiers, tels Sasetru, Oddone, Grecco s'écroulent. Ce phénomène suit la faillite de Banco Intercambio Regional, qui amène une totale crise de confiance dans le secteur financier local. À la fin de l'année 1980 et au début de l'année 1981, il est reconnu que les politiques

¹⁶² David Pion-Berlin, « The Fall of Military Rule in Argentina: 1976-1983 », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 27 (1985), 57-59.

¹⁶³ *Ibid.*, 59.

¹⁶⁴ *Ibid.*, 56, 59-60.

monétaristes du gouvernement ont poussé les secteurs financiers et productifs au bord de l'écroulement¹⁶⁵.

En ce qui concerne le secteur industriel, Munck explique que ce dernier a en partie bénéficié des mesures appliquées par le gouvernement militaire. À partir de 1981, on peut parler d'une désindustrialisation en Argentine, malgré que ce n'ait pas résulté en une augmentation directe significative de la dénationalisation, le capital étranger productif étant peu disposé à investir en Argentine. Pour Munck, l'interprétation d'Aldo Ferrer¹⁶⁶ selon laquelle l'expérience argentine n'a avantage personne est erronée. Il explique:

It is hard to see now how Ferrer felt unable to find any beneficiaries of the military/monetarist policies after 1976. Clearly some fractions of capital have to be sacrificed in the common interest of the class, and every grouping will have its own particular complaints, but this should not hide the overall trend of events¹⁶⁷.

Ainsi, une partie du secteur industriel, telle l'industrie de l'Automobile, a bénéficié de la politique économique du gouvernement argentin et l'autre en a grandement souffert, telle l'industrie du textile qui a été détruite¹⁶⁸.

Selon Munck, la tendance à vouloir souligner les contradictions internes au sein du régime militaire argentin s'ajoute à une estimation inexacte du niveau d'opposition bourgeoise à l'égard de la junte. Il explique que Ricardo Balbín, chef du Parti Radical argentin, a commencé après quelque temps à générer des critiques à l'égard du régime militaire tout comme Eduardo Frei des Chrétiens Démocrates chiliens l'a fait à l'égard du régime de Pinochet. Cependant, ces deux représentants du capital ont appuyé l'implantation du régime dans leur pays. Leurs successeurs ont été à leur tour critiques à l'égard des militaires, mais pas parce qu'ils étaient en faveur de la démocratie. Ce qui explique leur

¹⁶⁵ Ronaldo Munck, « The "Modern" Military Dictatorship in Latin America: The Case of Argentina (1976-1982) », *Latin American Perspectives* 12 (1985), 59-60. / Pion-Berlin, « The Fall of Military Rule in Argentina: 1976-1983 », 60.

¹⁶⁶ Aldo Ferrer, *Nacionalismo y orden constitucional* (Mexico City: Fondo de Cultura Económica, 1981).

¹⁶⁷ Munck, « The "Modern" Military Dictatorship in Latin America: The Case of Argentina (1976-1982) », 62.

¹⁶⁸ *Ibid.*, 61-62.

opposition voilée et désorganisée est le fait qu'ils ont craint les conséquences économiques et politiques des mesures répressives du gouvernement. Ainsi, telle était l'inquiétude que ressentait l'opposition bourgeoise. Les effets de la dictature militaire exacerberaient le conflit social à un degré tel que celui-ci serait impossible à gérer une fois la démocratie rétablie. En même temps, les politiciens étaient prêts à permettre aux militaires de demeurer plus longtemps en place si cela était nécessaire. Toutefois, comme le fait remarquer Munck, « Of course, when the military did begin to stumble the following year, all the bourgeois parties began jockeying for positions in the new *abertura* politics »¹⁶⁹.

4.1.2 La guerre des Malouines

Lorsque le gouvernement part en guerre contre l'Angleterre le 2 avril 1982, il débute cette campagne militaire dans un contexte socio-économique critique. Isabelle Bouvier explique que l'approche du ministre de l'Économie Roberto Alemann, celle de retourner à une économie libérale orthodoxe, n'a donné aucun résultat majeur et a en plus aggravé les tensions sociales. Et pendant la guerre des Malouines, les militaires argentins arrivent à contrôler la situation intérieure¹⁷⁰. Cependant, la défaite de l'Argentine est fatale pour le régime. Comme l'explique Pion-Berlin: « Victory in war would have bought some time for the regime; defeat simply hastened a degenerative process already underway »¹⁷¹.

Il arrive un moment où les classes dominantes reconsidèrent leur appui donné aux militaires. En Argentine, la détérioration rapide du régime après 1982, les amène à se mettre du côté de la démocratie, même si cela veut dire le retour du populisme nationaliste (ce qui semble très probable à ce moment-là)¹⁷². La bourgeoisie, qui montrait déjà depuis quelques années son mécontentement face aux mesures économiques implantées par le régime et à

¹⁶⁹ Ibid., 70-71.

¹⁷⁰ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 47-48.

¹⁷¹ Pion-Berlin, « The Fall of Military Rule in Argentina: 1976-1983 », 71.

¹⁷² Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 82-84.

son exclusion du processus de décisions politiques, n'a vraiment plus intérêt à appuyer le gouvernement militaire. À ce sujet, Carlos H. Acuña écrit:

The experience of the most powerful groups of the bourgeoisie with the previous military government induced them to rethink the costs and benefits of authoritarianism. Capitalists were systematically excluded from the design and implementation of technocratic economic policies that resulted in costs that, at times, were even higher than those incurred in democracy¹⁷³.

4.1.3 Conclusion

La perte de l'appui de la bourgeoisie n'a pas eu d'impact significatif sur le retrait militaire argentin. Les forces armées ont eu son appui pour intervenir contre le gouvernement d'Isabel Perón, mais une fois les nouvelles politiques économiques implantées, la bourgeoisie argentine s'est opposée au régime militaire. Cependant, comme l'explique Munck, cette opposition est demeurée voilée et désorganisée puisqu'elle craignait les conséquences économiques et politiques des mesures répressives des militaires¹⁷⁴. La perte de l'appui de la bourgeoisie semble être survenue avec la défaite de la guerre des Malouines, mais le gouvernement s'écroulait déjà. Ainsi, ce n'est pas cette perte qui a précipité le gouvernement argentin vers un transfert de pouvoir.

4.2 Brésil

4.2.1 La bourgeoisie brésilienne et la libéralisation

Lorsque les militaires brésiliens prennent le pouvoir en 1964, ils veulent moderniser l'économie. Par ailleurs, « Les militaires, bras armé de la bourgeoisie, assurent la répression et permettent la maximisation des profits »¹⁷⁵. En effet, « (...) jusqu'en 1974, à part un certain nombre de distorsions internes (les inégalités régionales) l'évolution de l'économie brésilienne satisfait

¹⁷³ Carlos H. Acuña, « Political Struggle and Business Peak Associations: Theoretical Reflections on the Argentine Case » dans Francisco Durand et Eduardo Silva, dir., *Organized Business, Economic Change, and Democracy in Latin America* (Miami: North-South Center Press, 1998), 66.

¹⁷⁴ Munck, « The "Modern" Military Dictatorship in Latin America: The Case of Argentina (1976-1982) », 70-71.

¹⁷⁵ Faucher, *Le Brésil des militaires*, 62.

la bourgeoisie locale et l'ensemble des capitalistes étrangers qui réalisent des profits importants (...) »¹⁷⁶.

En 1974, le général Geisel lance un processus de libéralisation. Selon Thomas Bruneau, l'explication la plus plausible à cette décision est que ce dernier cherche à élargir l'appui au régime. Il explique:

It became reasonable to broaden support for the regime in the wake of the so-called economic miracle of 1968-74: Industrialization and economic growth having been achieved, the authoritarian regime was less valued by important economic groups, and there was concern that the state was too large and pervasive¹⁷⁷.

En d'autres mots, il semblerait que l'appui de la bourgeoisie ait pesé sur la décision du gouvernement militaire. Pour Fernando H. Cardoso, il est important de comprendre que la libéralisation a avant tout été un processus lancé par le gouvernement brésilien. Ainsi, selon lui, la bourgeoisie n'a pas joué un rôle dans le déclenchement de ce projet, mais plutôt dans le maintien de celui-ci. Elle a appuyé le plan du gouvernement¹⁷⁸. O'Donnell et Schmitter expliquent ce phénomène par le fait qu'une partie de la bourgeoisie a opté pour une démocratie limitée s'inquiétant de l'expansion et de l'autonomie grandissante des agences d'État qui avaient accompagné la croissance économique brésilienne au cours de la décennie précédente¹⁷⁹.

4.2.2 La bourgeoisie brésilienne et le rôle de l'État dans l'économie

Puis de 1974 à 1976, l'économie brésilienne connaît un ralentissement de croissance, et à partir de 1975, la politique du gouvernement militaire vise à éviter la récession. Le gouvernement militaire réoriente son économie

¹⁷⁶ Ibid., 87-88.

¹⁷⁷ Thomas Bruneau, « Brazil's political transition » dans John Higley et Richard Gunther, dir., *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe* (Cambridge: Cambridge University Press, 1992), 260.

¹⁷⁸ Fernando H. Cardoso, « Entrepreneurs and the Transition Process: The Brazilian Case » dans Guillermo O'Donnell et al., dir., *Transitions from Authoritarian Rule: Comparative Perspectives* (Baltimore et London: The Johns Hopkins University Press, 1986), 150.

¹⁷⁹ O'Donnell et Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, 20.

provoquant une désorganisation totale de l'appareil de l'État. Ceci a des répercussions sur le milieu des affaires. L'État s'isole et exclut les entreprises privées des décisions économiques. À partir de 1974, le secteur privé perd tout accès à l'exécutif. Les technocrates invoquent l'incompétence des patrons pour justifier cette mesure. Bref, le rôle de l'État dans l'économie prend de l'importance pendant que la bourgeoisie brésilienne, elle, en perd le contrôle¹⁸⁰.

S'ouvre alors un débat sur le rôle de l'État dans l'économie. Faucher explique:

Ce débat est extrêmement important parce qu'il fournit une occasion à chaque acteur de définir sa position, d'exprimer ses besoins et de justifier ses demandes. Le débat est très complexe car les intérêts particuliers sont présentés comme l'intérêt général : la crise du pétrole sert à critiquer la politique économique, à travers la technocratie on attaque les militaires, quand on parle de participation, on demande le retour à la démocratie, etc.¹⁸¹

Le débat est centré sur quatre grands thèmes : « la conjoncture économique, le modèle de développement, la participation à la prise de décision, la redémocratisation ». Cependant, après avoir débattu le sujet pendant plusieurs mois, en 1976, le statu quo règne toujours¹⁸².

Jusqu'en 1976, le régime militaire brésilien reçoit l'appui inconditionnel du patronat. Ce premier assure la stabilité politique sur laquelle repose la modernisation et la croissance accélérée du Brésil. En d'autres mots,

Tant que la croissance se poursuit, les coûts sociaux et politiques importent peu; la bourgeoisie industrielle se soucie peu de laisser aux militaires le contrôle exclusif sur l'appareil politique, du moment qu'elle conserve la direction de l'économie. Lorsque la croissance économique est compromise et que la stabilité politique passe par une fermeture totale du système de décision, les militaires perdent leur appui le plus important. Les coûts politiques imposés ne sont plus justifiés par un rendement équivalent, les militaires ne sont plus « rentables »¹⁸³.

Ainsi, le patronat qui a toujours prôné qu'un gouvernement fort et autoritaire était nécessaire, se trouve devant un État sur lequel il n'a plus aucun

¹⁸⁰ Faucher, *Le Brésil des militaires*, 89, 95, 227-228.

¹⁸¹ *Ibid.*, 228-229.

¹⁸² *Ibid.*, 229.

¹⁸³ *Ibid.*, 332-333.

contrôle. Il demande une plus grande participation aux décisions économiques, mais, comme l'explique Faucher, cela exige de lui qu'il se mobilise. La bourgeoisie industrielle est divisée « (...) entre la tentation d'avoir un rôle politique correspondant à son importance économique, ce qui impose une démocratisation du régime, et entre le retour à une relation paternaliste d'accès sélectif dirigée par l'État »¹⁸⁴. En fait, le patronat s'oppose à toute libéralisation car il désire d'abord le maintien de la dictature militaire. Il souhaite une certaine ouverture du système et le maintien de l'emprise autoritaire. Il ne prône pas le retour à la démocratie. En fait, il désire une ouverture qui lui permettrait d'avoir accès au système économique, l'État se limitant à maintenir l'ordre. Pour la bourgeoisie industrielle brésilienne, une libéralisation amènerait de l'instabilité et menacerait directement les investissements. Une petite partie d'entre elle seulement considère que la redémocratisation est la solution au pouvoir excessif de l'État¹⁸⁵.

En d'autres mots, « La dictature est en crise », conclut Faucher, puisque « (...) la campagne contre l'étatisme exprime la rupture du modèle politique »¹⁸⁶.

4.2.3 La bourgeoisie brésilienne face au gouvernement militaire

Kurt Weyland considère que sous le régime militaire brésilien, la fragmentation du milieu des affaires a fait en sorte de le reléguer à une position subordonnée à l'État. Il explique en premier lieu que la dictature militaire brésilienne a favorisé le maintien de la fragmentation du secteur privé au niveau organisationnel. Le régime militaire de 1964-1985 a renforcé le corporatisme étatique tout en concentrant le pouvoir dans la branche exécutive et en diminuant le rôle politique des partis, des élections et du Congrès. Il a institué un corporatisme bicéphale qui a limité la représentation des intérêts commerciaux. Et ce contexte a été défavorable à la formation d'une coalition d'associations du secteur privé. Elle a favorisé sa division et la promulgation

¹⁸⁴ Ibid., 241, 244

¹⁸⁵ Ibid., 243-245.

¹⁸⁶ Ibid., 249.

des intérêts personnels de quelques hommes d'affaires. En effet, ces derniers ont quand même eu la possibilité de rencontrer des membres du gouvernement ou des bureaucrates, mais seulement à titre individuel¹⁸⁷.

Selon Weyland, sous la gouverne des militaires, les agences d'État consultaient régulièrement les associations du secteur des affaires, leur donnant un accès considérable à la prise de décisions politiques. Par exemple, sous Geisel (1974-1979), malgré que ce dernier ait cherché à se réserver la prise des décisions, le ministère des Finances soumettait ses projets aux associations commerciales pour avoir leur avis. Ainsi, cette stratégie garantissait à la communauté des affaires le respect par l'État de ses intérêts de base et la considération de ses demandes. Cependant, ceci ne permettait pas au milieu des affaires d'avoir une grande influence sur la prise de décision. L'initiative politique ne relevait en fait que du gouvernement. Selon Weyland, à cause de la fragmentation du milieu des affaires, ce dernier ne pouvait que réagir aux mesures de l'État et non être proactif¹⁸⁸.

Ainsi, pour accroître son influence, il a établi des liens personnels avec des membres de l'État. Les liens informels ont permis aux entreprises privées de réussir à mettre leurs intérêts particuliers en avant dans un système économique où l'intervention de l'État était de haut niveau. Ainsi, les membres importants du milieu des affaires sont arrivés à obtenir des faveurs de l'État, mais les propriétaires des petites et moyennes entreprises ont été exclus de ce genre de relation puisque seuls les propriétaires des grandes entreprises détenaient l'influence et les ressources nécessaires. Ces derniers mettaient l'accent sur leurs propres intérêts et non sur ceux du secteur des affaires ou ceux de leur classe. Ainsi, ce genre de relation est venu jouer au niveau de l'impact des demandes du secteur privé puisque l'influence de ce dernier en tant que classe a été réduite. Les relations privilégiées de quelques hommes d'affaires avec les membres du gouvernement et la fragmentation du milieu des affaires ont

¹⁸⁷ Kurt Weyland, « The Fragmentation of Business in Brazil » dans Francisco Durand et Eduardo Silva, dir., *Organized Business, Economic Change, and Democracy in Latin America* (Miami: North-South Center Press, 1998), 78.

¹⁸⁸ Id.

favorisé le développement de projets personnels au détriment de projets plus généraux¹⁸⁹.

Selon Weyland, dans ce contexte, le secteur des affaires brésilien a été peu disposé à diriger le processus de développement du Brésil et a été incapable de le faire, cette tâche a été laissée à l'État. Il ajoute que le secteur privé en a quand même retiré d'énormes bénéfices et a eu son mot à dire dans l'implantation d'une stratégie de croissance, mais toujours selon les directives de l'État. Enfin, au Brésil, la fragmentation du secteur privé au niveau organisationnel a fait en sorte que ce dernier a occupé une position subordonnée par rapport à l'État¹⁹⁰.

4.2.4 Conclusion

Au Brésil, le retrait militaire n'a pas été entraîné par la perte de l'appui de la bourgeoisie. D'abord, la bourgeoisie brésilienne s'est plus battue pour réduire le rôle de l'État et obtenir une place politique plus importante que pour arriver à une démocratisation. De plus, le milieu des affaires était trop divisé pour lutter contre les politiques de l'État. Ce manque de cohésion a réduit son influence sur le gouvernement. La bourgeoisie était effectivement mécontente de sa situation, mais rien n'indique qu'elle ait cessé d'appuyer le régime militaire. Ainsi, la perte de l'appui de la bourgeoisie n'a pas contribué au retrait militaire brésilien.

4.3 Chili

4.3.1 Les entrepreneurs chiliens

Les entrepreneurs chiliens et leurs organisations n'ont pas de projet économique et social commun au début du régime militaire. Guillermo Campero explique que durant les deux premières années du régime, les entrepreneurs soutiennent le gouvernement dans son projet de reconstruction nationale. Et malgré quelques désaccords entre quelques organisations

¹⁸⁹ Id.

¹⁹⁰ Ibid., 79.

patronales, ils se montrent unis durant cette période. Il ajoute que durant ces mêmes années, le gouvernement, lui, affiche plutôt une politique ambiguë envers les entrepreneurs: ils ne rejettent pas leurs propositions mais ne les appuient pas non plus. Il veut rester indépendant dans le choix des mesures de restructuration et d'ajustement¹⁹¹.

Avec l'implantation du modèle néo-libéral, le désaccord qui régnait au sein du patronat s'amplifie. Entre 1975 et 1980, des conflits opposent les organisations patronales entre elles ainsi que les entrepreneurs au gouvernement. Ces mésententes n'iront pas jusqu'à la confrontation publique. Et lors du plébiscite de 1980, la majorité des organisations patronales appuie le projet constitutionnel du gouvernement¹⁹².

La crise économique des années 1981-1983 affecte grandement les entrepreneurs qui s'empressent de dénoncer le modèle économique chilien. Les désagréments de la récession entraînent une révolte des entrepreneurs dirigée par l'organisation des petites et moyennes entreprises auxquels se joignent occasionnellement les entrepreneurs du secteur industriel et agricole. Le gouvernement réagit en déclarant que les crises interne et externe ne seront que temporaires et que la réforme du système économique ne sera pas nécessaire. La Confédération de la production et du commerce (CPC) accepte cette interprétation, mais l'organisation des petites et moyennes entreprises ne veut rien n'entendre. Selon elle, la récession prouve la déficience du modèle économique chilien. Ces entrepreneurs s'organisent pour affronter la crise et faire pression sur le gouvernement et les grands entrepreneurs qui le soutiennent. La situation se détériore en octobre 1982: les organisations patronales critiques à l'égard du gouvernement entreprennent des actions plus décisives. Par la *Declaración de Valdivia* du 23 octobre 1982 et la *Declaración de Rancagua* du 22 novembre de la même année, les entrepreneurs des petites et moyennes entreprises expriment leur mécontentement. Elles sont accompagnées

¹⁹¹ Guillermo Campero, « Entrepreneurs under the Military Regime » dans Paul W. Drake et Iván Jaksic, dir., *The Struggle for Democracy in Chile, 1982-1990* (Lincoln et Londres: University of Nebraska Press, 1989), 131-132, 155.

¹⁹² Ibid., 132-133.

de mobilisations et de protestations qui souvent donnent lieu à de violentes confrontations avec la police. Le gouvernement s'exaspère devant les protestations et les mobilisations qu'il interprète comme une opposition au régime. Le gouvernement menace d'utiliser la force contre ces chefs patronaux qui « font de la politique ». Il offre aussi quelques solutions à l'endettement des entrepreneurs dans le but d'affaiblir la mobilisation de ce secteur. Finalement, petit à petit les entrepreneurs se démobilisent, le prix de la lutte des patrons des petites et moyennes entreprises devenant trop coûteuse¹⁹³.

Pendant les mobilisations, la CPC s'est tenue à l'écart de ces événements, étant opposée à de telles méthodes. Le secteur patronal est divisé: les grands entrepreneurs voient toute activité d'opposition au régime comme une menace. La CPC tente de négocier directement avec le gouvernement. En 1981, elle propose au gouvernement un plan pour gérer la crise économique. La défaite des patrons des petites et moyennes entreprises quelques années plus tard vient non seulement renforcer l'approche des grands entrepreneurs, mais aussi rétablit la domination des associations des grands entrepreneurs sur celles des petites et moyennes entreprises¹⁹⁴.

Une coalition de capitalistes comprenant les propriétaires terriens, les industriels, les commerçants, les propriétaires de mines et les entrepreneurs généraux propose au gouvernement un programme économique alternatif au néo-libéralisme radical qui porte le nom de *Recuperación económica : Análisis y proposiciones*. Ils demandent entre autre une plus grande flexibilité dans le respect des besoins des secteurs économiques. De mi-1983 à mi-1984, la coalition capitaliste profite du malaise politique et social pour faire pression sur le gouvernement, qui l'avait auparavant exclue de la prise de décisions, pour que ses recommandations soient considérées. Étant donné la situation économique, Pinochet et ses conseillers sont prêts à l'écouter. En 1983 et 1984,

¹⁹³ Ibid., 134-137.

¹⁹⁴ Ibid., 137.

Pinochet exécute un remaniement du cabinet plusieurs fois, il inclut de façon plus directe le secteur privé dans le processus de décisions du gouvernement¹⁹⁵.

4.3.2 Les entrepreneurs et le plébiscite de 1988

Pendant la campagne du plébiscite, le secteur patronal lié à la CPC, la plus grande organisation patronale du Chili (formée d'un ensemble d'associations de grands et d'une partie des moyens patrons), devient un appui important du gouvernement. Cependant, quelques secteurs du patronat restent critiques à l'égard du gouvernement et refusent de se plier à la stratégie de la CPC. Parmi eux, des groupes de chefs d'entreprises de la métallurgie, de petits commerçants et de camionneurs qui considèrent qu'ils n'ont pas bénéficié de la reprise économique et que le gouvernement n'a pas développé une politique sociale satisfaisante à leurs yeux. Ils prônent d'ailleurs un retour accéléré à la démocratie. Ces secteurs du patronat critiques à l'égard de l'État demeurent neutres devant la campagne du plébiscite et leur influence sur le patronat est limitée¹⁹⁶.

La CPC suit deux formes d'action, l'une de type idéologique qu'on appelle la stratégie de la « Bataille des Idées », « le nom donné par les chefs d'entreprise à leur stratégie pour obtenir une large reconnaissance sociale de leurs conceptions néo-libérales ». L'autre forme d'action est de type politique. Elle est menée par les « Comités civiques » qui offrent un appui réel au gouvernement¹⁹⁷.

En 1987, la CPC mène la campagne idéologique jusqu'à ce que le mouvement des « Chefs d'entreprises pour le développement » soit constitué en juin 1988. Cette campagne consiste à associer le gouvernement au niveau de progrès et de modernité auquel est parvenu le Chili sous le modèle économique et social développé par le régime militaire. Elle essaie donc de mettre en valeur cet aspect du régime pour occulter son caractère autoritaire. Les chefs

¹⁹⁵ Silva dans Drake et Jaksić, dir., *The Struggle for Democracy in Chile*, 112-113.

¹⁹⁶ Guillermo Campero, « Les chefs d'entreprises chiliens et le processus de démocratisation », *Problèmes d'Amérique latine* 94 (1989), 102-103.

¹⁹⁷ Ibid., 103-104.

d'entreprises souhaitent être associés au côté modernisateur du régime et non à son côté dictatorial. Ils tentent de faire des patrons et des entreprises privées les principaux acteurs de cette modernité. Les entrepreneurs préfèrent appuyer la candidature du général de peur qu'un autre candidat n'ait pas la même capacité que lui pour assurer le maintien du modèle social et économique¹⁹⁸.

Finalement, ce sont les Comités civiques qui soutiennent politiquement la candidature de Pinochet plus que « Chefs d'entreprises pour le développement » qui ne se prononcent pas sur les candidatures mais qui renforcent les messages de type idéologique¹⁹⁹.

Le 5 octobre 1988, l'opposition remporte le plébiscite. L'économie chilienne ne sombre pas dans le chaos comme il avait été prédit et lors d'une déclaration de la CPC le 7 octobre 1988, « Les chefs d'entreprises réagirent en appelant les Chiliens au calme et à l'unité. Ils demandèrent de renoncer à l'esprit de revanche et firent savoir qu'ils reconnaissaient le résultat des urnes »²⁰⁰.

À la suite de cette défaite, on observe trois genres de réaction de la part des entrepreneurs. Campero explique: « La première fut un certain « repli corporatif » de type individualiste de la part de certains éléments de la base patronale, ceux qui commencèrent à agir en fonction de leurs intérêts particuliers face à une éventuelle opposition du politique ». La deuxième tendance est caractérisée par « (...) la réapparition des secteurs critiques à l'égard du gouvernement que le leadership de la CPC avait presque complètement fait disparaître lors des trois années antérieures ». Parmi eux, le secteur des exportations de biens manufacturés non traditionnels, l'un des premiers à entrer en contact avec les partis politiques de l'opposition afin de discuter des projets économiques qui seront développés avec le retour de la démocratie. La troisième tendance correspond à la réactivation de la « bataille des idées ». Ce secteur patronal désire « (...) établir un patronat fort, qui

¹⁹⁸ Ibid., 104.

¹⁹⁹ Ibid., 105.

²⁰⁰ Ibid., 105-106.

surmonte le revers du plébiscite et se prépare à jouer un rôle décisif dans la défense de l'idéologie et des intérêts patronaux aux élections de fin 1989 »²⁰¹.

Campero conclut en 1989 que:

Beaucoup de patrons éprouvent une grande insécurité du fait que Pinochet n'est plus le gardien de cette classe patronale. Après tout, ils savent que maintenant ils auront à lutter politiquement et socialement pour atteindre leurs objectifs, et bien qu'il s'agisse là de la base de leur philosophie libérale, le défi les inquiète²⁰².

4.3.3 Conclusion

Le régime militaire chilien n'a jamais perdu l'appui de la bourgeoisie. Une fois la récession passée, la majorité de la bourgeoisie est restée son alliée. La CPC a même mené une campagne en sa faveur en prévision du plébiscite de 1988. Quand l'opposition l'a remporté, la bourgeoisie s'est soit repliée sur elle-même, soit s'est mise à travailler à ce que ses intérêts soient respectés une fois la démocratie retrouvée. Toutefois, le gouvernement avait déjà pris la décision de partir lorsque la bourgeoisie a pris ce tournant. En d'autres mots, le retrait militaire chilien n'est pas lié à la perte de l'appui de la bourgeoisie qui soutenait encore le régime au moment où les forces armées décidaient de se retirer.

4.4 Pérou

4.4.1 La bourgeoisie péruvienne 1968-1975

Après le coup d'État, les associations commerciales représentant les secteurs modernes des affaires déclarent leur appui au nouveau gouvernement, s'adaptant ainsi au nouveau scénario politique. Un État interventionniste est en croissance grâce à l'expropriation des enclaves étrangères, la création de plus de cent entreprises étatiques et l'introduction de contrôles économiques. Les associations commerciales deviennent les centres de l'activisme commercial, les autres sources d'action collective ayant été interdites par le gouvernement.

²⁰¹ Ibid., 106-107.

²⁰² Ibid., 112.

L'accès à ce dernier est difficile pour le secteur des affaires. Quelques institutions arrivent cependant à établir un lien commercial avec le gouvernement. Tel est le cas de l'Instituto Peruano de Administración de Empresas (IPAE) qui avait été fondé en 1959. C'est l'organisateur de la Conferencia Anual de Ejecutivos (CADE). La CADE offre un espace où les hommes d'affaires des secteurs modernes, en principe en faveur du changement social, entrent en contact avec les dirigeants militaires et les décideurs politiques²⁰³.

Néanmoins, de nouvelles tensions viennent troubler cette relation privilégiée. En juillet 1970, le gouvernement militaire institue des politiques qui ont un impact négatif sur le secteur privé. L'État prend entre autre le contrôle sur les industries de base. Francisco Durand explique que malgré leur mécontentement, le milieu des affaires ne réagira pas de façon efficace. La Sociedad Nacional de Industrias (SNI) est la seule organisation commerciale qui remettra ouvertement en question les réformes gouvernementales de 1970. Cependant, la SNI comprendra bien assez tôt que les militaires ont établi un modèle de relations entre le gouvernement et le milieu des affaires où la critique n'a pas sa place. Le gouvernement continue d'utiliser la CADE comme un forum de dialogue avec le secteur privé, il crée aussi des commissions auxquelles seul le milieu des affaires pro-gouvernemental peut participer²⁰⁴.

Le gouvernement militaire péruvien s'ingénie pour garder le milieu des affaires divisé, évitant ainsi les pressions qu'un secteur privé uni représenterait. La collaboration du milieu des affaires avec le gouvernement est récompensée, son opposition aux politiques gouvernementales est punie. En évitant les confrontations avec le secteur privé, il devient plus facile pour l'exécutif d'implanter des politiques interventionnistes. En d'autres mots, dans les années 1970, l'État domine une nouvelle bourgeoisie qui est complètement divisée.

²⁰³ Francisco Durand, « Collective Action and the Empowerment of Peruvian Business » dans Francisco Durand et Eduardo Silva, dir., *Organized Business, Economic Change, and Democracy in Latin America* (Miami: North-South Center Press, 1998), 255, 259.

²⁰⁴ *Ibid.*, 255, 259-260.

L'influence du secteur privé sur les décisions gouvernementales est donc très limitée²⁰⁵.

4.4.2 La bourgeoisie péruvienne 1975-1980

Sous Morales Bermúdez, le gouvernement péruvien prend un tournant politique conservateur. Bermúdez sait que la situation économique qui se détériore affaiblit le rôle des forces armées et qu'il devient difficile de continuer les politiques interventionnistes de l'État. Les syndicats ouvriers de tous les secteurs et de toutes les régions s'opposent à la dictature qu'ils qualifient de « militaro-commerciale ». Ils appellent à une grève générale, le 19 juillet 1977²⁰⁶. Comme l'explique Julio Cotler:

This strike received tacit support from APRA, Acción Popular, and the bourgeoisie, all of whom sought to force the military government's withdrawal. In turn, each group took advantage of the strike to blackmail the military, whom they accused of allowing the Left and the trade unions to hold the country to ransom at a time of grave economic crisis. They argued that the only valid and effective alternative was a return to democratic life, of which they were the representatives²⁰⁷.

Le gouvernement répond par la répression²⁰⁸.

Avec le Plan Túpac Amaru, en octobre 1977, « Le pluralisme de l'économie est réaffirmé : le secteur privé, national ou étranger, est reconnu, qu'il s'agisse de petites ou de grandes entreprises »²⁰⁹.

À la fin de l'année 1977, le gouvernement réalise une nouvelle coalition en concluant des pactes avec le milieu des affaires. Le gouvernement lui promet d'abandonner ses réformes radicales et d'inclure des leaders du secteur des affaires dans le cabinet. Cependant, la classe des affaires n'a pas totalement

²⁰⁵ Ibid., 260.

²⁰⁶ Ibid., 261.

²⁰⁷ Julio Cotler, « Military Interventions and "Transfer of Power to Civilians" in Peru » dans Guillermo O'Donnell et al., dir., *Transitions from Authoritarian Rule: Latin America*, (Baltimore et Londres: The Johns Hopkins University Press, 1986), 163.

²⁰⁸ Id.

²⁰⁹ Claude Collin-Delavaud, « Pérou: vers un régime civil », *Problèmes d'Amérique latine* LIV (1979), 71.

confiance en la sincérité de l'engagement du gouvernement Elle est au même moment aux prises avec un mouvement syndical agressif, mais reste unie devant les ouvriers et fait pression sur le gouvernement pour que celui-ci opère des changements législatifs. Lors d'une conférence de la CADE en novembre 1977, le général Bermúdez annonce des changements dans législation du travail et la fin de la réforme agraire. Après la conférence de la CADE, plusieurs leaders du secteur des affaires s'unissent pour créer une coalition d'associations. Cette dernière devra faire en sorte que le gouvernement respectera ses promesses et continuera de faire pression sur ce dernier pour qu'il ouvre des postes au secteur privé dans le cabinet. Cette association portera le nom de Unión de Empresarios Privados Peruanos (UEPP). En décembre 1977, cette dernière regroupe huit associations commerciales. À la tête de cette association, on retrouve Juan Antonio Aguirre Roca, président de la SNI et conférencier pour la CADE. L'adhésion à cette association est réservée aux associations commerciales du marché intérieur²¹⁰.

Malgré les problèmes, l'UEPP obtiendra des résultats. Le président de la SNI, Gabriel Lanata, est nommé ministre de l'Industrie. Il devient le premier chef d'une association commerciale à faire partie du cabinet depuis 1968. La crise politique est finalement réglée et malgré l'agitation sociale et la violence politique, les élections pour une assemblée constitutionnelle ont lieu comme prévu en mai 1978²¹¹.

Une fois la position de pouvoir sécurisée par le gouvernement et l'appui financier international obtenu, la coalition commerciale se dissout. En juillet 1978, l'UEPP cesse ses activités. Lanata démissionne en raison d'une mésentente avec le reste du cabinet sur la privatisation de l'Industrie du ciment. Le gouvernement provoque des divisions entre les secteurs des affaires, il favorise une association au détriment d'une autre, ce qui crée des tensions entre elles. Bref, ces dissensions au sein du milieu des affaires fait en sorte d'éviter

²¹⁰ Durand dans Durand, dir., *Organized Business, Economic Change, and Democracy in Latin America*, 261-262.

²¹¹ *Ibid.*, 262.

que se forme dans ce secteur une opposition aux initiatives gouvernementales²¹².

4.4.3 Conclusion

La bourgeoisie péruvienne a quand même exercé une influence sur le gouvernement malgré son exclusion du processus de décisions. À force de faire pression sur le gouvernement, elle a obtenu des résultats. Toutefois, le gouvernement semble avoir gardé le dessus en tout temps. Ce n'est pas la bourgeoisie qui a contribué au retrait militaire péruvien. Il semble qu'elle se soit plus battue pour modifier en sa faveur les politiques économiques de l'État ainsi que pour avoir sa place dans les décisions économiques que pour un retour à la démocratie. La perte de l'appui de la bourgeoisie n'a pas été un facteur de retrait militaire au Pérou, ce n'est pas elle qui a contribué à la démocratisation.

4.5 Conclusion

À la lumière de ce que nous venons de voir, nous pouvons conclure que la perte de l'appui de la bourgeoisie n'a pas eu d'impact significatif sur les retraits militaires en Amérique latine. Finalement, elle a plus contribué aux interventions militaires qu'aux retraits militaires eux-mêmes. Il est vrai que la bourgeoisie semble avoir eu le pouvoir d'influencer les politiques économiques du régime, mais comme nous avons vu, cette influence est restée limitée. Ainsi, le gouvernement militaire a valorisé son appui à certains moments, assez pour faire des compromis, mais à d'autres moments, il n'a pas hésité à l'ignorer ou à mettre violemment un terme à sa riposte.

En conclusion, ces cas démontrent qu'en Amérique latine, la perte de l'appui de la bourgeoisie n'a pas contribué aux retraits militaires. Comme nous l'avons vu, souvent, la bourgeoisie ne s'est pas battue pour un retour à la démocratie, mais plutôt pour avoir son mot à dire dans les décisions

²¹² Id.

gouvernementales. Elle a occupé une place subordonnée à l'État qui, lui, a tenté de s'isoler de ses pressions.

Au Chili, le général Pinochet a eu l'appui de la bourgeoisie jusqu'à la fin, jusqu'à ce qu'il perde le plébiscite de 1988. Cette défaite a été reconnue par les militaires qui sont partis par eux-mêmes et non parce qu'ils avaient perdu l'appui de la bourgeoisie. Au Brésil et au Pérou, la bourgeoisie s'est opposée aux politiques économiques du gouvernement militaire, mais n'a jamais retiré son appui en tant que tel. En Argentine, la défaite des Malouines a accéléré l'écroulement du régime qui avait commencé avant la guerre. L'Argentine a peut-être effectivement perdu l'appui de la bourgeoisie, mais celui-ci est survenu après la guerre des Malouines et le processus d'écroulement du régime avait commencé bien avant. En d'autres mots, il semble que la perte de l'appui de la bourgeoisie contrarie plus les militaires qu'elle ne précipite leur retrait.

Par conséquent, dans le Tableau 4.5, j'inscris le chiffre 0 pour chaque pays puisque la perte de l'appui de la bourgeoisie n'a pas eu d'effet significatif sur le retrait militaire argentin, brésilien, chilien et péruvien.

Tableau 4.5: Évaluation de la perte de l'appui de la bourgeoisie comme facteur de retrait militaire

	Perte de l'appui de la bourgeoisie
Argentine	0
Brésil	0
Chili	0
Pérou	0

Au chapitre V, je poursuivrai l'étude de cas afin d'évaluer l'impact qu'ont eu l'opposition politique et les mobilisations populaires sur les retraits militaires en Amérique latine.

Chapitre V: Opposition politique et mobilisations populaires

Dans ce chapitre, je m'intéresserai à la thèse selon laquelle les militaires se retirent en raison des pressions exercées par l'opposition politique et les mobilisations populaires. J'approfondirai ce concept avant de poursuivre l'étude de cas.

Alain Touraine considère qu'une des « manières de sortir d'une dictature » est « par une pression extérieure, politique et sociale, nationale ou internationale »²¹³. Pour Touraine, les mécanismes externes sont de trois types: politiques, sociaux et moraux. Premièrement, les mécanismes politiques proviennent d'une initiative prise par des partis et des syndicats. Deuxièmement, les mécanismes sociaux se traduisent en une pression populaire et en particulier en des grèves, des affrontements, une désobéissance civile ou militaire. Troisièmement, nous avons les mécanismes moraux représentés par la contestation de groupes religieux ou laïcs, intellectuels ou politiques, contre des atteintes aux droits de l'homme ou à des minorités. Touraine précise que l'Église catholique a joué un rôle important dans la chute des régimes militaires. Pour lui, les fronts ou alliances politiques constituent les formes les plus classiques d'opposition politique. Dans la phase finale des dictatures, une opposition plus active peut être organisée par ces fronts si elle s'appuie sur une mobilisation sociale. Cependant, bien que ces derniers jouent un rôle indispensable, il leur est difficile de détruire par eux-mêmes la dictature²¹⁴.

Selon Finer, la majorité des régimes militaires abandonneront le pouvoir s'ils se retrouvent devant une opposition persistante de la part de sections organisées de la population, et cela avant même qu'il y ait des mouvements civils armés pouvant prendre la suite des militaires et dominer les forces armées régulières²¹⁵.

²¹³ Touraine, *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine*, 426-427.

²¹⁴ *Ibid.*, 427, 429.

²¹⁵ Finer, *The Man on Horseback: the Role of the Military in Politics*, 301.

Munck considère que les mouvements sociaux ont grandement contribué aux transitions démocratiques et que leur impact sur les retraits militaires a souvent été sous-estimé²¹⁶. Parmi ces mouvements sociaux, il distingue plusieurs groupes: les mouvements ouvriers, les mouvements communautaires, les mouvements pour les droits de la personne. Selon lui, bien que le mouvement syndical représente le cœur de la résistance populaire au projet militaire, les autres formes mérites d'être mentionnées. En effet, les mouvements communautaires issus du peuple en réponse au régime militaire constituent aussi une forme de résistance. Ils ne représentent peut-être pas une opposition importante au gouvernement puisque ce dernier peut facilement user de son pouvoir pour les affaiblir, toutefois, ils peuvent se joindre aux mouvements ouvriers et à l'opposition politique dans la lutte pour la démocratisation, renforçant ainsi les pressions exercées sur le gouvernement. Finalement, les régimes militaires ont donné naissance à un nouveau mouvement social dont la préoccupation se centrait autour des abus des militaires. Les mouvements des droits de la personne ont formé un groupe défensif ou réactif, mais ont assumé un rôle important en remettant en question la légitimité des gouvernements militaires²¹⁷.

En d'autres mots, selon ces auteurs, l'opposition politique ainsi que les mobilisations populaires peuvent contribuer aux retraits militaires dans la mesure où elles exercent une pression sur le régime. Elles peuvent être déstabilisantes pour un gouvernement. D'abord, elles viennent remettre en question l'efficacité du régime dans le maintien de l'ordre et de la paix sociale. De plus, elles peuvent créer des tensions au sein des forces armées qui ne s'entendent pas sur les mesures à employer contre un tel phénomène²¹⁸. Toutefois, l'opposition politique et les mobilisations populaires peuvent-elles vraiment entraîner un retrait militaire? On ne peut nier qu'elles sont source

²¹⁶ Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 87-88.

²¹⁷ *Ibid.*, 87-91.

²¹⁸ Ruth Berins Collier, *Paths Toward Democracy. The Working Class and Elites in Western Europe and South America* (Cambridge: University Press, 1999), 114.

d'instabilité, mais au point d'obliger les militaires à quitter le pouvoir? C'est ce que je tenterai de déterminer en poursuivant l'étude de cas.

5.1 Argentine

Lorsque les militaires s'installent au pouvoir en 1976, une opposition prend forme, même si elle reste limitée. Au cours des premières années, les partis politiques sont interdits et la population argentine ne présente qu'une faible opposition au régime militaire argentin, bien que le Mouvement pour les Droits de l'Homme devienne chaque jour de plus en plus important²¹⁹.

5.1.1 Opposition politique

Avec le processus de libéralisation lancé par l'administration Viola, en juillet 1981, apparaît le groupe de concertation politique portant le nom de la Multipartidaria. Elle est formée des cinq principaux partis politiques : l'Union Civique Radicale (UCR), le Mouvement d'Intégration et de Développement (MID), le Parti Intransigeant (PI), le Parti Démocrate Chrétien et le Parti Justicialiste (PJ)²²⁰. La reconstitution des forces politiques ne peut être vue comme une victoire de l'opposition face au régime autoritaire puisqu'elle est le fruit de la volonté même de ce dernier. Il a autorisé sa formation. Ainsi, la naissance de la Multipartidaria est le résultat d'une tentative de relégitimation du régime militaire argentin, et non une réelle reconnaissance de la légitimité du libre jeu des forces politiques. Les partis politiques qui constituent la Multipartidaria n'élaboreront pas une stratégie d'opposition au régime, ils ne seront en aucun cas une source majeure de contestation²²¹.

Sous Galtieri, le processus de libéralisation ne sera pas remis en cause par les « hard-liners ». Celui-ci désire créer un mouvement civil qui soit le prolongement du régime militaire et prend des mesures pour réaliser ce projet. Toutefois, cela n'empêche pas la montée de l'opposition qui fait face à un

²¹⁹ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 41.

²²⁰ Ibid., 44.

²²¹ Ibid., 44-45.

gouvernement militaire qui n'a aucune légitimité politique. La Multipartidaria est de plus en plus critique face au régime, mais elle ne représentera jamais une opposition radicale²²².

5.1.1.1 La guerre des Malouines

Pendant la guerre des Malouines, le gouvernement militaire argentin arrive à contrôler l'ensemble des forces politiques, malgré les problèmes de légitimité. Les cinq partis politiques qui forment la Multipartidaria prônent des positions différentes face à cette campagne militaire, mais ils s'entendent pour admettre le bien fondé de l'initiative du régime militaire. Ainsi, durant le conflit, ces partis politiques modéreront leurs revendications en signe de solidarité avec le régime dans son opération militaire contre l'Angleterre²²³.

Aldo C. Vacs explique:

Dissent practically disappeared, and most of the political parties, labor, entrepreneurs, and religious organizations manifested their support of the military. But all these developments rested on only one point of support: the conviction that the war could be won²²⁴.

5.1.1.2 L'échec de la guerre des Malouines

La guerre des Malouines se termine par un échec le 14 juin 1982. La défaite de l'Argentine contribue à délégitimer encore plus le régime militaire, mais en revanche ne fait pas gagner de légitimité aux partis politiques. Ces derniers ont commis l'erreur de ne pas critiquer ou du moins, de ne pas se distancer de l'épisode des Malouines²²⁵. Galtieri est forcé de démissionner, il sera remplacé par le général Bignone dont les premières actions politiques seront de lever l'interdiction qui pesait sur les activités des partis politiques et de promettre des élections avant la fin de l'année 1983²²⁶.

²²² Ibid., 46.

²²³ Ibid., 47.

²²⁴ Vacs dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 28-29.

²²⁵ Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 95.

²²⁶ Vacs dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 29.

À la fin de la guerre, il n'y a pas eu la mise en place d'un gouvernement de transition en Argentine puisque la passivité des forces politiques traditionnelles n'en a pas favorisé la formation. La Multipartidaria n'est pas prête à prendre la suite, les partis politiques qui la constituent doivent se réorganiser. Finalement, elle ne constituera jamais une alternative aux militaires et cela même après la fin de la guerre des Malouines et la perte totale de légitimité du régime militaire argentin. Ainsi, c'est le gouvernement militaire qui s'occupe de la transition et qui transmet le pouvoir à un gouvernement civil élu, et cela au bout de seize mois²²⁷.

Ainsi, c'est le régime militaire qui mène le jeu politique pendant que les partis politiques qui forment la Multipartidaria sont occupés à gérer des crises internes. Entre autres, le PJ a perdu son leader charismatique qu'était Perón et l'UCR, Balbín. Ces deux partis sont en processus de redéfinition identitaire. Bref, à la fin de la guerre des Malouines, les forces politiques ne sont pas prêtes à gérer la transition²²⁸.

Cependant, la Multipartidaria ne demeura pas politiquement inactive puisque après la guerre des Malouines, il lui est arrivé de se comporter comme une opposition au régime autoritaire. Néanmoins, elle s'est le plus souvent contentée d'exprimer son avis sur la pertinence des décisions du régime ou demander d'écourter les échéances pour la transition²²⁹. Les partis politiques ont gagné de l'importance grâce à la mobilisation populaire, bien qu'ils ne l'aient ni encouragée, ni en aient eu le contrôle. D'ailleurs, l'opposition modérée redoute les mobilisations incontrôlées. Elle craint que les effets néfastes du régime militaire exacerbent le conflit social à un niveau tel qu'elle ne pourra pas gérer le problème une fois la démocratie établie²³⁰.

Selon Bouvier, après l'échec des Malouines et la chute de légitimité des dirigeants militaires argentins, la Multipartidaria aurait pu profiter du moment

²²⁷ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 49. / Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 102.

²²⁸ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 51-52.

²²⁹ Ibid., 52.

²³⁰ Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 95-96.

pour rejeter la désignation du général Bignone et imposer une constitution d'un gouvernement civil de transition (comme l'avait déjà proposé Alfonsín, quelque temps auparavant²³¹). Bref, les forces politiques de la *Multipartidaria* ont démontré leur incapacité à relever le défi de la transition malgré l'opportunité qu'elles avaient²³².

5.1.2 Mobilisations populaires

Au tout début du régime militaire argentin, l'opposition ouvrière ne représente pas de menace pour le régime militaire argentin puisque le mouvement ouvrier, base du péronisme, affecté par le *Proceso de Reorganización Nacional*, a perdu de sa capacité de mobilisation, certains membres par crainte de répression, d'autres par complaisance²³³. Selon Pion-Berlin, les cinq premières années de la dictature sont marquées par une absence de protestation de la part de la classe ouvrière. Il écrit: « Strikes were scattered and quickly repressed; the Peronist Party was barred from political activity, and could not mount a successful underground resistance »²³⁴. Le régime militaire réprime le mouvement ouvrier. Plusieurs chefs ouvriers sont tués, envoyés en prison ou disparaissent. Cependant, malgré l'étendue et l'efficacité de la répression, elle ne met pas complètement fin à l'opposition ouvrière. Ainsi, même après le coup d'État de 1976, l'activité ouvrière continue²³⁵.

Du mois d'octobre au mois de décembre 1977, une vague de grèves s'étend à travers le pays, dans différents secteurs. En mars 1978, la Commission des 25 est créée, elle regroupe les chefs de mouvements ouvriers qui sont fortement opposés au régime, ils sont de tendance « confrontationniste ». En décembre 1978, la Commission des 25 demande le rétablissement de la

²³¹ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 48.

²³² Ibid., 52.

²³³ Ibid., 41.

²³⁴ Pion-Berlin, « The Fall of Military Rule in Argentina: 1976-1983 », 55-56.

²³⁵ Collier, *Paths Toward Democracy. The Working Class and Elites in Western Europe and South America*, 120-121.

démocratie. Et le 27 avril 1979, elle organise une grève générale qui est fortement réprimée²³⁶.

Finalement, le mouvement ouvrier prend l'initiative d'étendre l'opposition en mobilisant d'autres secteurs sociaux, pendant que les partis politiques rejettent cette initiative et le milieu des affaires est divisé. Selon Collier, l'opposition continue du mouvement ouvrier à l'égard du gouvernement a empêché Viola de consolider son pouvoir. En juillet 1981, la Confederación general de los trabajadores (CGT) organise une autre grève générale. Ceci entretient un climat d'instabilité qui résulte en la montée de l'opposition à l'égard de Viola au sein même des forces armées argentines. Le 7 novembre, la CGT appelle à une autre mobilisation massive, deux jours après Viola est renversé²³⁷.

L'opposition et les mobilisations s'intensifient après le renversement de Viola et le retour au pouvoir des *hard-liners*. Le mouvement syndical fait des démarches pour favoriser une action en collaboration avec les partis politiques, qui sont maintenant organisés autour de la Multipartidaria. Le 30 mars 1982, avec la participation des groupes pour les droits de la personne et les partis politiques, la CGT initie une manifestation, la plus large depuis 1976. Selon Collier, le mouvement ouvrier a constitué une résistance antidictatoriale dans laquelle les autres secteurs sociaux ont été entraînés²³⁸.

5.1.2.1 La guerre des Malouines

Le 2 avril 1982, les forces armées argentines lancent une opération militaire pour reconquérir les îles Malouines. Le gouvernement militaire obtient aussi l'appui de la population et les revendications des Argentins restent modérées pendant cette guerre. D'ailleurs, les mouvements des syndicats, le patronat et le Mouvement pour les Droits de l'Homme finissent tous par limiter leurs critiques au régime, malgré leur mécontentement face aux conditions

²³⁶ Ibid., 122. / Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 41.

²³⁷ Collier, *Paths Toward Democracy. The Working Class and Elites in Western Europe and South America*, 123-124.

²³⁸ Ibid., 124-125.

économiques ou sociales²³⁹. Cependant, bien que le mouvement ouvrier appuie cette campagne militaire, il demeure une opposition active et un facteur de déstabilisation du régime militaire argentin²⁴⁰.

L'échec de la guerre des Malouines fait place à de violentes protestations populaires dirigées contre le gouvernement et les forces armées²⁴¹. Vers la fin de l'année 1982, la mobilisation sociale bat son plein. Selon Munck, il est important de considérer l'impact qu'ont eu les mouvements sociaux sur le déclin du régime militaire argentin. En effet, selon lui, vers la fin de 1982, ce sont les mobilisations syndicales qui ont créé l'espace et favorisé les premières marches politiques pour la démocratie. Le processus de transition sera accéléré par les manifestations des ouvriers, étudiants, activistes pour les droits de la personne, et autres secteurs, et favorisé par la défaite militaire des Malouines²⁴². Les mères de la Plaza de Mayo sont les premières à manifester pour dénoncer les disparitions²⁴³. Le mouvement pour les droits de la personne mobilise des centaines de milliers de personnes qui descendent dans les rues. Les mouvements locaux et municipaux de protestation se multiplient ainsi que les grèves. Les syndicats se mêlent aux protestations, ce qui se traduit par une grève générale en décembre 1982. Le mécontentement de la population argentine résulte en une manifestation majeure en faveur de la démocratie le 16 décembre 1982. Au début de l'année 1983, le général Bignone n'a d'autre choix que d'annoncer des élections pour le mois d'octobre et de prévoir le transfert de pouvoir pour janvier 1984, date que les militaires seront forcés d'avancer à décembre 1983²⁴⁴.

²³⁹ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 48.

²⁴⁰ Collier, *Paths Toward Democracy. The Working Class and Elites in Western Europe and South America*, 119-120, 125.

²⁴¹ Vacs dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 29.

²⁴² Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 102-103.

²⁴³ Marysa Navarro, «The Personal Is Political: Las Madres de Plaza de Mayo» dans Susan Eckstein, dir., *Power and Popular Protest. Latin American Social Movements* (Berkeley: University of California Press, 2001), 251.

²⁴⁴ Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 95.

5.1.3 Conclusion

En Argentine, l'opposition politique représentée par la Multipartidaria n'a jamais vraiment été une source majeure de contestation du régime. Pendant la guerre des Malouines, les forces politiques argentines ont appuyé l'initiative du gouvernement et limité leurs critiques à son égard. Puis, quand les Argentins ont perdu la guerre, elle n'a pas profité de la mauvaise posture du gouvernement pour prendre la direction de la transition.

Les mobilisations populaires ont déstabilisé le régime. Le mouvement ouvrier a pu se maintenir malgré la répression exercée par les militaires. Il a organisé des grèves générales et mobilisé d'autres secteurs sociaux. Les mobilisations sociales ont sans aucun doute contribué à l'initiation de la campagne des Malouines. Avec la défaite, la mobilisation populaire a explosé et débouché, le 16 décembre 1982, sur une manifestation majeure en faveur de la démocratie. Au début de l'année 1983, les militaires ont annoncé leur retrait.

En d'autres mots, les mobilisations populaires ont favorisé le départ des militaires argentins pendant que l'opposition politique n'a eu aucun effet significatif sur leur décision.

5.2 Brésil

La décision de libéraliser l'État a été prise sans véritables pressions de la part de la société et de l'opposition puisque ces dernières ont été étouffées par le gouvernement militaire précédent. Bref, au moment où Geisel annonce la libéralisation, l'opposition est affaiblie. Les militaires sont en mesure d'imposer le projet et le rythme du processus d'ouverture de l'État, ils sont en contrôle de la situation²⁴⁵.

5.2.1 Opposition politique

Bien qu'à leur arrivée en 1964 les militaires aient supprimé les mandats de quelques parlementaires, qu'ils aient contribué à l'affaiblissement des

²⁴⁵ Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 89-90.

pouvoirs législatifs et imposé d'autres contraintes politiques, le Congrès a toujours été maintenu en activité. En 1966, les anciens partis politiques sont interdits, mais le régime militaire brésilien favorise la création de deux nouveaux partis: l'Alliance de Renovation Nationale (ARENA), en faveur du gouvernement, et le Mouvement Démocratique Brésilien (MDB), réunissant presque toute l'opposition²⁴⁶.

Pour les élections de 1974, le régime militaire tente de « normaliser » le mode de succession présidentielle et de légitimer la transmission du pouvoir de Médici à Geisel en créant un Collège électoral qui est chargé d'élire le nouveau président de la République. Les successions des présidents militaires avaient jusqu'alors causé de graves conflits au sein des forces armées. Cette tentative profite au MDB puisque l'opposition utilise cette campagne pour présenter son « anti-candidat » présidentiel, le député et président du MDB, Ulysses Guimarães. Ce dernier n'a aucune chance d'être élu, la majorité des membres de ce Collège sont liés au gouvernement, mais par cette stratégie le MDB veut dénoncer la nature antidémocratique de la méthode de désignation du président de la République²⁴⁷.

Aux élections législatives de novembre 1974, le MDB remporte pour la première fois la victoire électorale contre l'ARENA, bien que l'élection ne porte que sur le renouvellement d'un tiers du Sénat. Cependant, les élections ont été essentielles au processus de libéralisation et à la consolidation de l'opposition. Malgré la victoire de l'opposition, le régime militaire brésilien ne s'abstient pas pour autant d'instaurer des dispositifs arbitraires pour empêcher des changements politiques profonds. Ainsi, en avril 1977, le gouvernement militaire suspend le Congrès, il proroge « (...) la règle de l'élection indirecte des gouverneurs d'État, prévue pour l'année suivante (...) » et institue « (...) l'élection indirecte d'un tiers des sénateurs, dans le but de garantir une majorité au Collège électoral chargé d'élire le futur président en 1979 »²⁴⁸.

²⁴⁶ Ibid., 93.

²⁴⁷ Ibid., 95.

²⁴⁸ Ibid., 95-96.

Une autre stratégie du gouvernement a été la réforme du système des partis en 1980. Le gouvernement militaire restaure le multipartisme, ce qui supprime de fait les deux partis existants dont le MDB qui ne cesse de remporter les élections depuis 1974, menaçant ainsi la majorité gouvernementale au Congrès et au Collège électoral. L'opposition se divise en plusieurs partis. Les principaux sont le Parti des travailleurs (PT) représentant le nouveau mouvement syndical de gauche, le Parti démocratique travailliste (PDT) constitué des anciens dirigeants travaillistes, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), héritier du MDB regroupant une bonne partie de l'opposition et finalement le Parti démocratique-social (PDS), le nouveau parti gouvernemental, où se maintiennent majoritairement les cadres et les militants pro-gouvernementaux. La réforme du système des partis devait permettre la mise sur pied d'un parti libéral-conservateur par une partie des « modérés » de l'opposition: le Parti populaire (PP). Pour les militaires, ce parti, étant positionné au centre, devait faciliter un transfert de pouvoir en douceur²⁴⁹.

Les élections générales de 1982 apparaissent décisives pour la démocratisation du pays. Ainsi, les partis d'opposition obtiennent la majorité des sièges à la Chambre des députés et les postes de gouverneurs des dix États les plus importants du pays. Parmi ces derniers, on retrouve Rio de Janeiro (Leonel Brizola), Minas Gerais (Tancredo Neves) et São Paulo (Franco Montoro). Cependant, le PDS, le parti gouvernemental, demeure toujours majoritaire au sein du Collège électoral, l'institution chargée d'élire le nouveau président. Mais pour la première fois, le régime militaire doit administrer le pays en négociant politiquement avec les gouverneurs appartenant à l'opposition. Arturi ajoute: « Dès lors, l'unique préoccupation politique du gouvernement fut d'arriver à gouverner jusqu'à la réunion du Collège électoral en janvier 1985 »²⁵⁰.

L'opposition a confiance dans le caractère irrévocable de la transition selon les règles définies par le gouvernement et c'est ce qui la motive à vouloir

²⁴⁹ Ibid., 99-100.

²⁵⁰ Ibid., 102-103.

participer à l'élection du futur président. Une partie de l'opposition se prépare donc à présenter un candidat issu de ses propres rangs. Des députés du PMDB demandent à Tancredo Neves de se présenter. Toutefois, pour arriver à leurs fins, il faut trouver une stratégie pour diviser les forces politiques gouvernementales et convaincre l'ensemble de l'opposition de participer au vote au sein du Collège électoral, pourtant considéré comme illégitime²⁵¹.

L'opposition est divisée. Le Parti des Travailleurs refuse de participer à cette élection indirecte. Leonel Brizola, le leader du PDT, propose que le mandat du général Figueiredo soit prolongé de deux ans pour qu'une élection au suffrage universel du président de la République soit organisée immédiatement après. En fait, ce dernier sait qu'il n'a aucune chance d'être élu par le Collège électoral. Pendant ce temps, Tancredo Neves poursuit prudemment sa stratégie de division du PDS en favorisant en son sein la formation d'un nouveau groupe pour appuyer sa candidature au Collège électoral²⁵².

Au début de l'année 1984, l'ensemble des partis d'opposition rallie différentes entités de la société civile et organisent la campagne « Diretas-já » (« des élections directes tout de suite ») en faveur de l'élection au suffrage universel du président de la République. Dans les principales villes du pays, des rassemblements publics ont lieu, ils dépassent le million de participants. Tancredo Neves est contraint de se rallier à ce mouvement. En avril 1984, le Congrès rejette la demande que l'opposition avait faite pour des élections directes²⁵³.

Finalement, la plupart des membres des partis de l'opposition préféreraient que Tancredo Neves soit élu au Collège électoral plutôt que des élections directes amènent d'autres personnalités moins acceptables pour les militaires, tel Leonel Brizola. Cette stratégie amène la fin du mouvement « Diretas-já ». En effet, depuis que l'amendement pour des élections directes a été rejeté par le Congrès, la majorité du PMDB a cessé d'appuyer ce mouvement. D'autres partis de gauche (le PT et le PDT) le soutiennent toujours.

²⁵¹ Ibid., 103.

²⁵² Ibid., 105.

²⁵³ Ibid., 105-106.

Toutefois, toutes les forces politiques s'engagent finalement en faveur de l'élection indirecte du futur président devant la pression de la majorité de l'opposition et en raison de l'impossibilité politique d'approuver un nouvel amendement²⁵⁴.

Ainsi, à partir de mai 1984, Tancredo Neves multiplie les rencontres avec le président Figueiredo et la haute hiérarchie militaire pour les assurer qu'il n'y aura pas de représailles contre eux s'il est élu. En janvier 1985, le Collège électoral élit Tancredo Neves président avec une large majorité. Cependant, celui-ci tombe gravement malade avant d'assumer ces fonctions. Il est remplacé par José Sarney, ancien président du PDS, qui forme alors un gouvernement civil²⁵⁵.

5.2.2 Mobilisations populaires

Selon Frances Hagopian, l'opposition démontrée par l'Église catholique et les associations d'avocats et de journalistes a sans aucun doute déclenché puis accéléré le processus de transition²⁵⁶. Pour Arturi,

(...) le nouveau mouvement syndical contribua à l'accélération de l'ouverture politique, dans la mesure où il introduisit un secteur étranger aux forces conservatrices, jusqu'alors seules protagonistes de la transition. Ce mouvement, qui paralysa l'industrie métallurgique et mécanique de São Paulo pendant 40 jours en 1979, apparut comme un facteur supplémentaire d'affaiblissement politique du gouvernement²⁵⁷.

La première grève ouvrière a lieu en 1968, elle est fortement réprimée par les militaires *hard-liners* qui sont au pouvoir à ce moment-là. Le mouvement ouvrier se fait ensuite plus discret pour finalement développer une nouvelle forme de résistance au début des années 1970. À la fin des années

²⁵⁴ Ibid., 106.

²⁵⁵ Ibid., 106-107.

²⁵⁶ Frances Hagopian, « "Democracy by Undemocratic Means"? Elites, Political Pacts, and Regime Transition in Brazil », *Comparative Political Studies* 23 (1990), 149.

²⁵⁷ Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 98.

1970, les grèves se succèdent. En 1979, plus de trois millions d'ouvriers participent à plus d'une centaine de grèves²⁵⁸.

Selon Collier, le mouvement ouvrier a contribué au processus général de la transition. Les grèves de la fin des années 1970 ont remis en question le régime militaire et ont étendu la portée de la transition en faisant en sorte que la lutte pour la démocratie dépasse l'espace politique et en défiant les mécanismes gouvernementaux de contrôle corporatiste. Par ailleurs, le mouvement ouvrier a aidé à changer la nature de l'opposition. Avant sa résurgence en 1978, plusieurs autres groupes avaient pris l'occasion de l'ouverture politique entamée par Geisel pour s'opposer au régime. Ainsi, l'Église, les avocats, les médias et, à leur manière, des membres du milieu des affaires en ont profité pour contester le régime. Cette opposition s'exprimait de façon verbale (ex. manifestes, articles). Et pendant que les leaders politiques et intellectuels de l'opposition débattaient sur la façon d'établir des liens avec le secteur populaire, les grèves massives de 1978 et 1979 ont changé le contexte du débat²⁵⁹.

Le nouveau mouvement syndical n'a pas été le seul mouvement populaire à émerger. L'Église brésilienne a dénoncé à maintes reprises les abus des militaires. Un mouvement populaire urbain appuyé par cette dernière s'est aussi développé à travers le Brésil, celui des communautés ecclésiastiques de base²⁶⁰. Selon Thomas Skidmore, « Among its accomplishments was helping to regain the streets for public protest (...) »²⁶¹.

Lorsque le gouvernement réinstaure le multipartisme en 1980, les activistes syndicaux en profitent pour créer un parti socialiste: le Parti des travailleurs (PT). Ce dernier a eu un impact sur le gouvernement comme sur

²⁵⁸ Collier, *Paths Toward Democracy. The Working Class and Elites in Western Europe and South America*, 135.

²⁵⁹ *Ibid.*, 136.

²⁶⁰ *Id.* / David H. Levine et Scott Mainwaring dans Susan Eckstein, dir., *Power and Popular Protest. Latin American Social Movements* (Berkeley: University of California Press, 2001), 214.

²⁶¹ Thomas Skidmore, *The Politics of Military Rule in Brazil, 1964-1985* (New York: Oxford University Press, 1988), 183.

l'opposition. D'abord, la naissance de ce nouveau parti rendait plus difficile la suppression de la gauche par le gouvernement. Deuxièmement, l'émergence du PT venait nuire à la stratégie de l'opposition, et surtout celle du PMDB, le principal parti. Avant l'apparition du PT, le PMDB était perçu comme le seul parti viable par l'ensemble de l'opposition. L'unité de cette dernière aurait pu être accomplie sous son leadership: la lutte pour la démocratie aurait alors été unidimensionnelle, opposant les forces pro-régime et anti-régime. Ainsi, le nouveau syndicalisme a donné naissance à un nouvel acteur politique qui a accru le niveau de division de l'espace politique puisque le PT a refusé de se joindre au PMDB et a insisté pour rester une forme alternative d'opposition²⁶².

Au début des années 1980, le gouvernement intensifie la répression et l'économie est en récession, le nombre de grèves décroît, mais en 1983, plus de trois millions d'ouvriers reviennent à la charge en organisant une grève massive. L'année suivante, les mouvements sociaux et ouvriers planifient une grande campagne en faveur d'élections présidentielles directes. Ils ne réussiront pas obtenir l'approbation du gouvernement, mais leur action permettra d'accentuer la crise de succession gouvernementale et forcera le gouvernement à accepter la victoire de l'opposition lors de l'élection du Président par le Collège électoral en 1985²⁶³.

5.2.3 Conclusion

Au Brésil, l'opposition politique n'a pas eu d'impact significatif sur le départ des militaires. Divisée devant la perspective des élections présidentielles indirectes, au début de l'année 1984, la campagne « Diretas-já » l'a unie dans son ensemble en faveur d'élections présidentielles directes. Le gouvernement militaire a refusé cette demande et c'est le Collège électoral qui a élu le successeur civil du régime militaire. Bref, les militaires brésiliens ont lancé la

²⁶² Collier, *Paths Toward Democracy. The Working Class and Elites in Western Europe and South America*, 137-138.

²⁶³ *Ibid.*, 138.

libéralisation, ont permis la restauration du multipartisme et le transfert de pouvoir s'est fait selon leurs règles.

L'opposition populaire a accéléré le processus de transition. D'abord déstabilisé par la répression militaire, le mouvement ouvrier a multiplié les grèves à partir de la fin des années 1970. Par celles-ci, ce dernier a contribué à ce que la lutte pour la démocratie dépasse l'espace politique et intellectuel. L'Église brésilienne, les communautés ecclésiastiques de base et autres mouvements populaires ont aussi fait pression sur le gouvernement, mais le mouvement ouvrier a pris la tête de la lutte sociale pour la démocratie.

En d'autres mots, l'opposition politique brésilienne n'a pas influencé la décision de retrait des militaires. Les mouvements populaires ont peut-être fait en sorte que la bataille pour la démocratie dépasse l'espace politique, mais les forces armées n'ont pas cédé le pouvoir aux civils pour cette raison. L'effet qu'ils ont eu sur le départ de ces dernières s'est révélé minime.

5.3 Chili

Lorsque les militaires prennent le pouvoir en septembre 1973, les signes de résistance ouverte sont rares. Et pendant les cinq premières années du régime, le niveau de répression est tellement élevé qu'il est impossible pour une opposition organisée d'émerger. Toutefois, avec le temps, un mouvement d'opposition resurgit²⁶⁴.

Comme l'explique Silvia T. Borzutzky, « Chile's first political spring in ten years began to unfold in March 1983 »²⁶⁵. Ce phénomène se manifeste par la formation de coalitions politiques, la constitution du Comando Nacional de Trabajadores, et des manifestations dans les rues. L'échec du modèle de l'école de Chicago et l'incapacité de Pinochet de gérer les problèmes qui ont émané de cette expérience a permis à l'opposition de remettre en question l'efficacité du gouvernement dans des domaines que Pinochet avaient définis comme cruciaux

²⁶⁴ Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 172.

²⁶⁵ Borzutzky dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 79.

pour le futur du Chili. Au début de l'année 1983, le gouvernement chilien est pratiquement paralysé: il n'arrive pas à gérer la crise financière, la dette publique, le chômage massif, le manque d'investissement, la pauvreté croissante. Bref, au début du mois de mars 1983, trois processus se mettent en marche: la formation de blocs politiques, la résurrection des syndicats, et un mouvement de protestation populaire²⁶⁶.

5.3.1 Opposition politique

Pendant les premières années du régime, les partis politiques luttent juste pour se maintenir en tant qu'entités organisées. Ils subissent les effets de la répression: leurs militants sont harcelés, détenus, tués, exilés. Avec l'émergence des mobilisations populaires de 1983, les partis politiques refont surface malgré leur illégalité. En effet, ce phénomène social encourage les forces politiques à agir, celles-ci croient enfin qu'une issue politique au régime militaire est possible. Elles profitent de l'espace politique que la crise économique et les mobilisations populaires ont créé. Les partis politiques mettent de côté leurs différends pour s'organiser et s'allier contre le régime militaire chilien. Cette organisation politique se traduit par la formation de blocs politiques²⁶⁷.

En août 1983, l'Alianza Democrática (AD) est formée. Elle constitue une alliance politique de centre-gauche à laquelle se sont joints une partie de la droite politique, le Parti démocrate chrétien, le Parti radical et quelques factions de l'ancien Parti socialiste. L'AD désire apparaître comme l'alternative démocratique au régime, elle refuse donc l'accès aux Communistes qui prônent la violence²⁶⁸.

En septembre 1983, les partis exclus de l'Alianza Democrática forment leur propre coalition: le Movimiento Democrático Popular (MDP) dominé par le

²⁶⁶ Ibid., 80.

²⁶⁷ Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 173-174, 181.

²⁶⁸ Ibid., 181-182.

Parti communiste et une faction socialiste (l'ancien Parti socialiste s'étant divisé en sept ou huit factions)²⁶⁹.

L'Alianza Democrática est à la tête du mouvement d'opposition. Cette dernière est le plus large des blocs politiques et celui qui seul à une chance d'exercer une influence sur les militaires. Son but premier est d'initier un retour à la démocratie. Elle demande la démission de Pinochet, la fin de son régime et un nouveau système politique. Elle propose aussi la formation d'un gouvernement provisoire, l'élection d'une assemblée constituante qui sera en charge de rédiger une nouvelle Constitution. Cependant, au cours des discussions qui opposent le gouvernement et l'AD, celle-ci ne réussit pas à négocier avec le gouvernement qui rejette ses idées²⁷⁰. Les discussions prennent fin en octobre 1983. Pinochet refuse de changer l'agenda constitutionnel, de reconnaître les partis politiques et de laisser revenir les exilés politiques. Durant la même période, il déclare qu'il restera au pouvoir au moins jusqu'en 1989²⁷¹.

Malgré cela, les partis de centre-gauche n'abandonnent pas. En effet, en août 1985, onze d'entre eux, avec la participation active du Cardinal Juan Francisco Fresno, rédigent et signent l'Acuerdo Nacional. Cette fois, ils ne rejettent pas complètement la Constitution de 1980, mais proposent plutôt des changements. Néanmoins, l'Acuerdo Nacional n'aura pas plus de succès et le document intitulé « Bases de Sustentación del Régimen Democrático » de septembre 1986 non plus²⁷².

Après 1986, les partis politiques tentent par d'autres moyens de provoquer un changement de régime: ils décident de mener leurs activités selon les règles établies par la Constitution de 1980. Ainsi, ils se préparent à participer à la campagne du plébiscite. Ils encouragent les Chiliens à voter, ils forment des

²⁶⁹ Ibid., 182-183. / Borzutzky dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 80.

²⁷⁰ Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 182. / Borzutzky dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 80.

²⁷¹ Borzutzky dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 83.

²⁷² Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 183.

comités en charge de la campagne pour le «non» qui constitueront plus tard la Concertación por el No. Ils cherchent aussi à se faire reconnaître légalement puisque que la loi le permet enfin. Finalement, avec la victoire du «non» lors du plébiscite de 1988 s'annonce la fin du régime militaire chilien. L'opposition politique se concentre alors sur les élections de 1989, la Concertación por el No devient alors la Concertación para la Democracia²⁷³.

5.3.2 Mobilisations populaires

Oppenheim distingue deux sortes de mouvements populaires. Il y a d'abord la catégorie des mouvements populaires constitués autour des besoins de la partie pauvre de la population chilienne. Les Chiliens se sont organisés pour survivre et des organisations en sont nées. Avec la récession de 1981-1983, les organisations sociales se multiplient. Plusieurs de ces dernières sont soutenues par l'Église. Elle est la seule institution que les militaires ne peuvent attaquer ouvertement ou démanteler²⁷⁴.

Puis, il y a le mouvement ouvrier. Borzutzky explique qu'avant 1983, le mouvement syndical est dans le désarroi: les lois néo-libérales du travail et le chômage massif ont limité l'envergure et l'efficacité des nouveaux syndicats «apolitiques». Les grèves sont limitées par la loi ainsi que par le chômage répandu. De plus, les revenus des ouvriers ont subi des baisses importantes en raison des mesures contre l'inflation, la réduction du secteur industriel et les récessions de 1974-1975 et 1982-1983²⁷⁵.

5.3.2.1 « Las protestas »

Les mobilisations populaires commencent par l'appel à un jour de protestation nationale par le syndicat des travailleurs du cuivre le 11 mai 1983. Jusqu'en septembre, plusieurs autres événements du même genre sont organisés. Puis, à partir d'octobre, le mouvement de protestation commence à s'essouffler

²⁷³ Ibid., 190, 192.

²⁷⁴ Ibid., 183-184.

²⁷⁵ Borzutzky dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 81.

pour finalement revenir à la charge le 27 mars 1984. La mobilisation retombe alors jusqu'en septembre où une grève nationale est organisée. En novembre 1984, le gouvernement déclare l'état de siège. Le mouvement de protestation est d'abord dirigé par le Comando Nacional de Trabajadores sous la direction du syndicat des travailleurs du cuivre, puis plus tard par l'Alianza Democrática avec l'appui de d'autres blocs politiques²⁷⁶.

En août 1983, Pinochet nomme un civil de droite, Sergio Onofre Jarpa comme ministre de l'Intérieur pour négocier avec l'opposition politique. Entre temps, les partis politiques de l'opposition, illégaux mais toujours en fonction, prennent la mission d'appeler à d'autres jours de protestation nationale. De plus, les groupes populaires s'allient à cet appel, mais au contraire des partis politiques, ne cherchent pas à négocier avec le régime, mais plutôt à le détruire. Pendant que l'opposition politique est occupée à discuter avec Jarpa, Pinochet réprime violemment les manifestations populaires. D'ailleurs, le chef du Comando Nacional de Trabajadores, Rodolfo Seguel, et celui de la Coordinadora Nacional Sindical, Manuel Bustos, sont mis en prison, ce dernier est forcé de quitter le pays²⁷⁷.

Finalement, en avril 1986, les différents mouvements populaires s'unissent pour former l'Asamblea de Civilidad. Ils cherchent à être perçus comme des acteurs politiques et ne veulent plus laisser les partis politiques s'exprimer à leur place²⁷⁸.

5.3.2.2 L'impact de la mobilisation de l'opposition

Selon Borzutzky, l'impact des mouvements de protestations a été mal interprété par les spécialistes lesquels se sont empressés de leur prêter des conséquences de toutes sortes. Ainsi, il a été dit que les changements de cabinet

²⁷⁶ Guy Bajoit, « Mouvements sociaux et politiques au Chili 1983-1985 », 9-10. / Borzutzky dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 81-82.

²⁷⁷ Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 172-173, 186-187. / Borzutzky dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 81.

²⁷⁸ Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 185.

par Pinochet en 1983 et début 1984 ont été causés par le mouvement de protestation. On a attribué à ce dernier le pouvoir de forcer Pinochet à faire des compromis et d'accélérer le retour à la démocratie, d'entraîner une détérioration des relations entre Pinochet et les forces armées. Selon Borzutzky, les mouvements de protestation ont plutôt réussi à briser l'immobilité politique qui caractérisait le Chili depuis dix ans, forçant Pinochet à abandonner l'idée de société apolitique et à réagir aux manifestations de façon politique ainsi que militaire. En août 1983, il nomme un nouveau cabinet dans lequel il place le secteur non-démocratique de la droite chilienne et il commence à utiliser la force militaire pour contenir les manifestations. Cette restructuration du cabinet et formation d'une nouvelle alliance ont souvent été interprétées comme un début de processus d'ouverture. Cependant, Borzutzky précise que le gouvernement n'a jamais déclaré être prêt à négocier avec l'opposition. Par ailleurs, elle ajoute que l'impact des syndicats a été limité en raison des conditions dans lesquelles ils ont opéré et le fait que le gouvernement a été peu enclin à faire des compromis. La suppression du droit d'association, les conditions économiques désastreuses, la limitation du droit de grève a diminué l'impact des mouvements ouvriers²⁷⁹.

Selon Collier, la mobilisation ouvrière a favorisé l'ouverture de l'espace politique à l'opposition²⁸⁰. Oppenheim considère que les organisations populaires chiliennes ont joué un rôle clé dans la transition mais n'ont pas eu le succès attendu. Le manque d'unité tant entre les partis politiques et les mouvements populaires, qu'entre les partis politiques eux-mêmes a affaibli l'opposition. D'ailleurs, au sein de l'opposition politique s'affrontent deux approches: une qui met l'accent sur la négociation avec le régime pour favoriser une transition rapide, l'autre qui désire faire tomber le régime par la protestation populaire. En d'autres mots, la division de l'opposition ainsi que l'habileté du gouvernement à apaiser certains éléments dans la société et d'en réprimer

²⁷⁹ Borzutzky dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 81-83.

²⁸⁰ Collier, *Paths Toward Democracy. The Working Class and Elites in Western Europe and South America*, 154.

d'autres, ont fait en sorte que trois années de lutte ont pris fin sans chasser Pinochet du pouvoir ni apporter des changements dans la Constitution de 1980²⁸¹.

5.3.3 Conclusion

Au Chili, l'opposition politique n'a pas contribué au retrait militaire. Les partis politiques ont refait surface grâce aux mobilisations populaires qui ont commencé en 1983. Cette réémergence a fait place à la formation de coalitions politiques dont l'Alianza Democrática qui a pris la tête de l'opposition politique. Ses tentatives de négociation avec le gouvernement n'ont rien donné. Le gouvernement militaire s'est retiré comme prévu après sa défaite au plébiscite de 1988.

Le régime n'a pas non plus cédé aux mobilisations populaires malgré la pression qu'elles ont exercée entre 1983 et 1986. Le plébiscite a eu lieu en 1988, deux ans après la fin des manifestations.

Au Chili, l'opposition politique et les mobilisations populaires n'ont eu aucun impact sur la décision de retrait des militaires.

5.4 Pérou

Au cours des années suivant le coup d'État de 1968, il y a une absence d'opposition organisée à l'égard du régime²⁸². Comme l'explique Collin-Delavaud, « En décembre 1974, les militaires gouvernent seuls, c'est-à-dire à la fois sans les civils et isolés »²⁸³. À l'orée de l'année 1975, le gouvernement militaire péruvien manque d'appui populaire et ses tentatives de création d'un mouvement d'encadrement des civils favorable au régime, le Sistema nacional de apoyo a la movilización social (SINAMOS), se sont révélées être un échec.

²⁸¹ Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 173, 187-189.

²⁸² Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 126.

²⁸³ Claude Collin-Delavaud, « L'évolution du régime militaire péruvien (1975-1977) », *Problèmes d'Amérique latine* XL VII (1978), 12.

Dans tous les milieux, militaires ou civils, de droite ou de gauche, le SINAMOS rencontre une opposition générale. En d'autres mots, en 1975, « (...) aucune force populaire, politique ou syndicale réelle ne soutient le gouvernement militaire »²⁸⁴.

5.4.1 Opposition politique

Les partis politiques péruviens se composent à droite du Movimiento laboral revolucionario (MLR), de l'Alianza popular revolucionaria americana (APRA), de l'Acción Popular (AP) et du Parti populaire chrétien. L'APRA puise sa force dans tous les milieux sociaux depuis cinquante ans. Appuyé par la première force syndicale du pays, ce grand parti populiste est structuré et forme une opposition à tous les pouvoirs, qu'ils soient de gauche ou de droite. À gauche, on retrouve le Parti démocrate chrétien et le Partido comunista peruano (PCP) et à l'extrême gauche de multiples partis marxistes-léninistes. L'atomisation de l'extrême gauche engendre une confusion incontestable, mais ces groupes jouent un rôle important lors des grèves répétées des mineurs et lors des conflits violents dans le secteur agricole. Puis, il y a la SUTEP dans le monde enseignant²⁸⁵. Selon Collin-Delavaud,

Si on excepte le MLR squelettique et à peine soutenu par le gouvernement militaire, la totalité des formations politiques est hostile au régime, à droite parce qu'il leur paraît trop révolutionnaire, et à gauche parce qu'il ne l'est pas assez. Ce serait une situation intenable si ces partis en dehors de l'APRA n'étaient si peu structurés à droite et si dispersés et faibles à gauche²⁸⁶.

Selon Luis A. Abugattas, dans le cas péruvien, le transfert du pouvoir a demandé des mesures contradictoires. D'un côté, les partis politiques ont été réactivés pour négocier les conditions du transfert, de l'autre, un transfert ordonné demandait le renforcement de l'autonomie de l'État et le resserrement du contrôle autoritaire sur la société civile. Ainsi, après juillet 1976, un double processus politique a été généré. Les militaires ont dû négocier avec les partis

²⁸⁴ Ibid., 14-15.

²⁸⁵ Ibid., 18-19.

²⁸⁶ Id.

politiques pendant qu'ils luttèrent contre les entrepreneurs et les ouvriers mécontents des politiques économiques et sociales. Le mouvement ouvrier est surtout représenté par les syndicats qui sont associés aux partis de la gauche, mais qui ne représentent pas directement les intérêts ouvriers. Le 6 février 1977, la publication du Plan Túpac Amaru rend public l'intention des militaires de se retirer du pouvoir. Avec ce plan, le GRFA retrouve l'initiative politique et est en contrôle de la scène politique. Il appelle à une discussion politique du plan et demandent aux institutions représentatives de la société d'y apporter leurs suggestions. En avril et en mai, des réunions ont lieu avec les partis politiques afin qu'ils se revitalisent après huit ans d'inactivité. Les partis traditionnels se réorganisent et retournent à la scène politique. De nouveaux partis sont fondés et demandent d'être inclus dans les discussions²⁸⁷. En 1976, la quasi-totalité des partis politiques réclament le retour du pouvoir aux civils²⁸⁸.

Cependant, les partis politiques ne s'entendent pas sur le processus de transfert du pouvoir. L'Acción Popular demandent que le retour à la démocratie soit immédiat. Le Partido Popular Cristiano (PPC) propose une brève transition, avec l'élection d'une branche législative en 1978. La branche exécutive demeurerait sous contrôle militaire jusqu'en 1980, année où il y aurait des élections générales pour remplacer un tiers de la législature et élire un président civil. APRA appelle à des élections locales immédiates, des élections en 1978 pour une assemblée constituante et des élections générales en 1980. Les partis de gauche, le mouvement ouvrier et les groupes qui avaient appuyé le GRFA, telle Democracia Cristiana (DC) demandent plutôt la continuation du régime et l'approfondissement des réformes. Le discours politique met finalement l'accent sur la date de retrait des militaires²⁸⁹.

²⁸⁷ Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 130-131.

²⁸⁸ Collin-Delavaud, « L'évolution du régime militaire péruvien (1975-1977) », 30.

²⁸⁹ Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 131-132.

Pendant qu'ils négocient avec les partis politiques, les militaires sont aux prises avec des tensions sociales qui ont atteint un niveau critique²⁹⁰.

5.4.2 Mobilisations populaires

Sous le gouvernement Velasco (1968-1975), les mouvements ouvriers n'ont pas été systématiquement réprimés. Le régime militaire péruvien de tendance populiste encourage plutôt l'organisation ouvrière. Cependant, il développe des stratégies politiques pour modérer l'influence du mouvement ouvrier. Autour de l'année 1973, la situation économique et politique entraîne une augmentation du nombre de grèves syndicales. Avec le temps, elles s'élargissent et se politisent. L'émeute du 5 février 1975 montre que le gouvernement militaire péruvien est en perte de contrôle²⁹¹.

5.4.2.1 L'émeute du 5 février 1975

Le 5 février 1975, c'est l'émeute. Depuis le mois de décembre, les policiers chargés de maintenir l'ordre en réprimant les émeutes, les grèves illégales et les marches de mineurs, n'ont pas la reconnaissance qu'ils désirent de la part des forces armées. Par ailleurs, ils se sentent méprisés par ces dernières. Ainsi, lorsque le général Ibañes Burga gifle un policier, l'évènement prend des proportions inattendues. Déjà exaspérés par le refus d'une augmentation de salaire et par de multiples mutations en province, le 2 février, les policiers se mettent en grève illimitée. Ils demeurent sourds à toute tentative d'apaisement et de pression de la part du gouvernement, puis, défilent dans les rues. Le 5 février, les militaires répondent par la force et la violence. À la nouvelle de cette attaque, la population envahit le centre de Lima. La police et, bizarrement, les militaires absents des rues, ne peuvent empêcher le pillage de magasins, la destruction et l'incendie d'immeubles parmi lesquels on retrouve des édifices du régime et celui du journal gouvernemental *Correo*. Après quatre

²⁹⁰ Ibid., 132.

²⁹¹ Collier, *Paths Toward Democracy. The Working Class and Elites in Western Europe and South America*, 115-117.

heures de chaos, l'armée intervient. Résultat: on dénombre des centaines de blessés et plus de 80 morts²⁹².

Le régime cherche des coupables. Une vingtaine d'apristes sont arrêtés. Mais, comme le précise Collin-Delavaud, ce sont en fait des représentants de toutes les tendances politiques opposées aux militaires qui ont participé à l'émeute du 5 février 1975 puisqu'« Une opposition politique dispersée et des syndicats interdits mènent une véritable guérilla »²⁹³.

5.4.2.2 Les mobilisations populaires après 1975

Sous le gouvernement Morales Bermúdez, les relations entre l'État et le mouvement ouvrier deviennent antagonistes. Rapidement, ce dernier devient un opposant important au régime. Dès ses débuts au pouvoir, le nouveau gouvernement militaire adopte des politiques hostiles au mouvement ouvrier et n'hésite pas à user de la répression contre ce dernier. La relation se détériore encore plus avec les mesures gouvernementales de stabilisation économique de juin 1976 et l'annonce par le gouvernement de l'état d'urgence. Le mouvement ouvrier répond par une série de mobilisations qui auront lieu pendant le reste de l'année 1976. Selon Collier, ces grèves montrent que le mouvement ouvrier représente une opposition directe au régime militaire, une opposition qui se traduit par la confrontation. Les revendications du mouvement ouvrier deviennent autant politiques que sociales puisque la restauration de la démocratie devient pour lui aussi importante que la lutte pour les augmentations de salaires²⁹⁴.

Les grèves de plus en plus nombreuses sont sources de dissensions. D'un côté, il y a des militaires qui voient dans ce phénomène la possibilité de se rapprocher des secteurs civils, de l'autre des militaires qui sont opposés à ces

²⁹² Collin-Delavaud, « L'évolution du régime militaire péruvien (1975-1977) », 16-17.

²⁹³ Ibid., 17.

²⁹⁴ Collier, *Paths Toward Democracy. The Working Class and Elites in Western Europe and South America*, 117.

mobilisations. Par le Plan Túpac Amaru, le gouvernement annonce son intention d'organiser des élections pour une assemblée constituante²⁹⁵.

Selon Collier, « The single most important event in triggering the Peruvian democratic transition of 1980 was the dramatic and highly successful general strike of 19 July 1977 (...) ». La majorité des syndicats participe à cette grève en collaboration avec plusieurs des groupes qui constituent le mouvement populaire. À Lima, l'activité industrielle s'en trouve paralysée et d'autres villes péruviennes sont affectées par cette grève générale. En plus d'exiger l'amélioration de leurs conditions de travail, les ouvriers demandent le retour à la démocratie²⁹⁶. Selon Henry Dietz, « The 1977 strike carried the unmistakable message that attempts by the military to slow or avoid a transfer of power to civilians would result in only greater turmoil that would further undermine the military's already weak credibility (...) »²⁹⁷. D'ailleurs, Julio Cotler fait remarquer qu'à la suite de cet événement, les partis politiques traditionnels et le milieu des affaires soulignent la nécessité du retour à un régime démocratique pour la restauration de l'ordre politique et de la croissance économique²⁹⁸.

Toutefois, Collin-Delavaud rappelle qu'en réponse à la grève générale de juillet 1977, le gouvernement entreprend des mesures anti-syndicales. Celui-ci donne l'autorisation de licencier les ouvriers grévistes, plus de trois mille d'entre eux se retrouvent au chômage et une trentaine de dirigeants du front commun syndical sont envoyés en prison. Ces mesures anti-syndicales viennent montrer les limites d'une grève générale²⁹⁹.

Selon Abugattas, avec les événements du 19 juillet 1977, le retrait militaire devient une possibilité. L'isolation extrême du gouvernement militaire et son incapacité de contrôler la société civile poussent ce dernier à prévoir le transfert du pouvoir. Le 28 juillet 1977, il annonce que des élections auront lieu en 1978 pour élire une assemblée constituante et que suivront des élections

²⁹⁵ Ibid., 117-118.

²⁹⁶ Ibid., 118.

²⁹⁷ Henry Dietz, « Elites in an unconsolidated democracy: Peru during the 1980s » dans John Higley et Richard Gunther, dir., *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe* (Cambridge: Cambridge University Press, 1992), 241.

²⁹⁸ Cotler dans O'Donnell et al., *Transitions from Authoritarian Rule: Latin America*, 163.

²⁹⁹ Collin-Delavaud, « Pérou: vers un régime civil », 81-82.

générales en 1980. Toutefois, pour Abugattas, les militaires péruviens ont décidé de laisser le pouvoir aux civils malgré l'absence de pressions importantes de la part de ces derniers³⁰⁰.

Jusqu'à l'élection de l'assemblée constituante en juin 1978, les grèves et les mobilisations populaires continuent. Les mois de février, avril et mai 1978 sont marqués par des grèves générales. Pendant ce temps, les partis politiques, malgré leur opposition au régime, collaborent avec ce dernier dans l'espoir d'accéder à la tête de l'État par les élections³⁰¹. Finalement, pendant la dernière phase de la transition, les mobilisations se font moins nombreuses. « (...) the assembly marked an important step in the military's road back to the barracks - the one aim which united the fragile coalition of groups which made up the 'popular movement' (...) »³⁰².

5.4.3 Conclusion

Au Pérou, l'opposition politique n'a pas entraîné le retrait des militaires. Les partis politiques, malgré leur opposition commune à l'égard du gouvernement, ne s'entendaient pas sur le processus de transfert du pouvoir, ce qui a eu pour effet d'affaiblir encore plus leur influence.

Les mouvements populaires péruviens semblent avoir eu un impact sur les militaires. En premier lieu, les multiples grèves ont déstabilisé le régime en causant des dissensions au sein des forces armées. La grève du 19 juillet 1977 apparaît comme un évènement important dans le déclenchement de la transition. Cette grève est suivie de l'adoption de mesures anti-syndicales par le gouvernement, mais il est clair que ce dernier a subi une perte de contrôle et que la cohésion des forces armées est de plus en plus menacée. Le 28 juillet 1977, le gouvernement militaire prévoit des élections pour 1980.

En conclusion, l'opposition populaire a joué un plus grand rôle dans le retrait des militaires que l'opposition politique. Par leur mobilisation, les

³⁰⁰ Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 132, 138.

³⁰¹ Collier, *Paths Toward Democracy. The Working Class and Elites in Western Europe and South America*, 118-119.

³⁰² Michael Reid, *Peru: Paths to Poverty* (Londres: Latin American Bureau, 1985), 76.

mouvements populaires ont déstabilisé le régime et favorisé le départ des militaires. En d'autres mots, ils ont eu une influence limitée sur la décision de ces derniers.

5.5 Conclusion

À la lumière de ces cas, nous pouvons juger de la pertinence de la thèse selon laquelle les militaires se retirent en raison des pressions exercées par l'opposition politique et les mobilisations populaires. Il semble que ces pressions ont plus été une source d'essoufflement pour le régime qu'un facteur de retrait en tant que tel.

Ces cas démontrent qu'en Amérique latine, l'opposition politique n'a pas contribué aux retraits militaires tandis que les mobilisations populaires les ont souvent favorisés en créant de l'instabilité et des dissensions militaires. Il n'y a qu'au Chili où les mobilisations populaires ne semblent avoir eu aucun effet sur le gouvernement. En Argentine et au Pérou, elles ont encouragé les dirigeants militaires à se retirer par leurs pressions, mais n'en ont pas été la cause immédiate. Au Brésil, elles ont eu un rôle à jouer dans le départ des militaires, mais bien moindre qu'en Argentine et au Pérou.

Dans le Tableau 5.5.1, en considérant l'opposition politique et les mobilisations populaires comme deux facteurs distincts, j'inscris le chiffre 0 dans la colonne de l'opposition politique pour chaque pays. Dans la colonne des mobilisations populaires, j'inscris le chiffre 2 pour l'Argentine puisqu'elles ont favorisé le retrait militaire; le chiffre 1 pour le Brésil puisqu'elles ont eu un effet sur le retrait militaire, mais sans grand succès de leur part; le chiffre 0 pour le Chili puisqu'elles n'ont eu aucun effet significatif sur le retrait militaire et le chiffre 2 pour le Pérou puisqu'elles ont contribué au retrait militaire.

Tableau 5.5.1: Évaluation de l'opposition politique et des mobilisations populaires comme facteurs de retrait militaire

	Opposition politique	Mobilisations populaires
Argentine	0	2
Brésil	0	1
Chili	0	0
Pérou	0	2

Dans le Tableau 5.5.2, en considérant l'opposition politique et les mobilisations populaires comme un seul facteur, pour chaque pays, je fais la somme des résultats obtenus au Tableau 5.5.1. J'inscris donc le chiffre 2 pour l'Argentine, le chiffre 1 pour le Brésil, le chiffre 0 pour le Chili et le chiffre 2 pour le Pérou.

Tableau 5.5.2: Évaluation de l'opposition politique et des mobilisations populaires comme facteur de retrait militaire

	Opposition politique et mobilisations populaires
Argentine	2
Brésil	1
Chili	0
Pérou	2

Au chapitre VI, je poursuivrai l'étude de cas dans le but de déterminer l'effet qu'a eu la présence d'une alternative civile acceptable sur le départ des militaires.

Chapitre VI: Alternative civile acceptable

Dans ce chapitre, je m'intéresserai à la thèse selon laquelle les militaires se retirent du pouvoir quand il y a présence d'une alternative civile acceptable à leurs yeux. Dans un premier temps, je donnerai quelques explications sur ce concept. Puis, j'utiliserai le cas de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Pérou pour vérifier la pertinence de cette thèse.

L'alternative politique est souvent formée d'une coalition de forces modérées. Les militaires préféreront les partis modérés aux autres puisqu'il y aura moins de chance que sous la direction de ceux-ci, le chaos économique et social s'empare du pays. Après le retrait, la stabilité doit être assurée.

Pour Alain Rouquié, « The military appear not to accept withdrawal unless the civil government that replaces them is similar to their own policies or preferences, or unless the elections produce a victory for their own candidate »³⁰³. Selon Robert R. Kaufman, si l'alternative civile détient un large soutien populaire et qu'elle apparaît comme capable de protéger les intérêts militaires et bourgeois contre les attaques des extrémistes, les militaires accepteront de la considérer comme remplacement³⁰⁴.

Avant que le transfert de pouvoir se fasse, les militaires négocient leur départ. Ces négociations concernent les politiques économiques du futur gouvernement civil, mais aussi l'avenir des forces armées, le rôle qu'elles joueront sous le nouveau gouvernement et la possibilité de poursuite pour les abus commis sous le régime militaire. Luis A. Abugattas explique:

For the replacement of an authoritarian regime to proceed, short of forced eviction from office, the military must be offered a political alternative that is *viable* (i.e., guarantees minimal stability for the incumbent regime), and *acceptable* to the military (i.e., guarantees the

³⁰³ Rouquié dans O'Donnell et al., dir., *Transitions from Authoritarian Rule: Comparative Perspectives*, 123.

³⁰⁴ Robert R. Kaufman, « Liberalization and Democratization in South America: Perspectives from the 1970s » dans O'Donnell et al., dir., *Transitions from Authoritarian Rule: Comparative Perspectives* (Baltimore et Londres: The Johns Hopkins University Press, 1986), 99.

military institutional and personal immunity from legal or political reprisals)³⁰⁵.

En d'autres mots, pour qu'un gouvernement militaire accepte de céder sa place, il doit vouloir se retirer du pouvoir et son alternative civile doit répondre à des conditions. Les militaires ne quitteront pas le pouvoir si l'alternative politique menace la stabilité de l'État et que leurs intérêts ne sont pas protégés. Pour en être assurés, ils négocieront avec elle les conditions de transfert du pouvoir et ne se retireront pas tant que l'alternative ne se sera pas engagée à les respecter.

Nous allons maintenant vérifier la pertinence de ce que je viens d'avancer en examinant le cas de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Pérou.

6.1 Argentine

6.1.1 La libéralisation

Lorsque le général Viola remplace le général Jorge Videla à la présidence argentine en mars 1981, il entreprend une libéralisation. Depuis 1976, les militaires dirigent l'Argentine, mais la situation tant institutionnelle qu'économique est critique et il faut y remédier. Par l'ouverture du régime, les militaires visent la continuité de celui-ci. Sur le plan politique, la libéralisation argentine se traduit par une plus grande participation de civils au gouvernement et par l'entreprise de négociations avec les forces politiques et quelques syndicalistes pour la création d'un « nouveau nationalisme ». Les militaires cherchent à sauver le régime et non à préparer leur retrait³⁰⁶.

En juillet 1981, apparaît le groupe de concertation politique portant le nom de la Multipartidaria. Elle est formée des cinq principaux partis politiques: l'Union Civique Radicale (UCR), le Mouvement d'Intégration et de Développement (MID), le Parti Intransigeant (PI), le Parti Démocrate Chrétien et le Parti Justicialiste (PJ). La reconstitution des forces politiques est le fruit de

³⁰⁵ Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 133-134.

³⁰⁶ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 44.

la volonté même du régime militaire. La période de libéralisation est caractérisée par une forte instabilité. Le général Viola est finalement renversé par les *hard-liners* et le général Galtieri prend sa place. Ce dernier ne remet pas en cause le processus d'ouverture lancé par son prédécesseur. Il désire créer un mouvement civil qui soit le prolongement du régime militaire et prend des mesures pour réaliser ce projet³⁰⁷.

6.1.2 La guerre des Malouines

La situation argentine ne s'améliore pas. Galtieri tente de « (...) projeter ses conflits internes vers l'extérieur en se lançant dans une aventure militaire (...) »³⁰⁸. L'Argentine envahit les îles Malouines le 2 avril 1982 et déclenche une guerre contre l'Angleterre. Selon Bouvier, par cette stratégie, les forces armées argentines ont plutôt « (...) cherché à recouvrer une légitimité suffisante pour former une coalition civico-militaire (éventuellement présidée par Galtieri), ou à défaut, à se ménager une retraite négociée dans les casernes avec certaines garanties, qu'à maintenir le statu quo ». Un régime autoritaire peut opérer une transition par négociations s'il présente de bons résultats économiques, ou bien s'il a amélioré l'image internationale du pays, ou encore s'il a atteint des résultats extérieurs importants³⁰⁹. En ce qui concerne l'Argentine, qui est en pleine crise économique, c'est plutôt le troisième objectif qu'elle cherche à atteindre.

La guerre des Malouines se termine par un échec le 14 juin 1982. Et cela n'a pas résulté en la mise en place d'un gouvernement de transition en Argentine puisque la passivité des forces politiques traditionnelles n'a pas favorisé sa formation. La *Multipartidaria* n'est pas prête à prendre la suite, les partis politiques qui la constituent doivent se réorganiser. Finalement, elle ne constituera jamais une alternative de pouvoir et cela même après la fin de la

³⁰⁷ Ibid., 44-46.

³⁰⁸ Ibid., 46. Bouvier se réfère ici à Guillermo O'Donnell, « Transitions, Continuities and Paradoxes » dans Scott Mainwaring, Guillermo O'Donnell, J. Samuel Valenzuela, *Issues in Democratic Consolidation: the New South American Democracies in Comparative Perspective* (Notre-Dame: University of Notre Dame Press, 1992), 24.

³⁰⁹ Ibid., 46-47.

guerre des Malouines et la perte absolue de légitimité du régime militaire argentin. Ainsi, c'est le gouvernement militaire qui s'est occupé de la transition et qui a transmis le pouvoir à un gouvernement civil élu, et cela au bout de seize mois³¹⁰.

6.1.3 L'alternative politique

La véritable alternative de pouvoir au régime militaire apparaît lorsque Alfonsín présente sa candidature pour les élections présidentielles prévues en juillet 1983. Ces dernières se joueront principalement entre deux partis politiques: l'UCR de tendance radicale et le PJ, de tendance péroniste³¹¹.

La stratégie d'Alfonsín chef de l'UCR est de délégitimer le péronisme en associant celui-ci au camp des militaires. Il dénoncera un pacte secret militaro-syndical par lequel des dirigeants militaires auraient promis aux chefs syndicaux de leur assurer la direction de leur syndicat, en échange d'une certaine protection pour les militaires contre d'éventuelles poursuites. Alfonsín arrive ainsi à atteindre la réputation de son principal concurrent³¹².

Une autre stratégie développée par Alfonsín est d'apparaître comme le candidat réunissant derrière lui toutes les forces démocratiques et non comme celui du radicalisme. Il est le seul à détenir l'appui des forces mobilisées contre le régime militaire pour son projet et cela depuis la fin de la guerre des Malouines. Il arrive à obtenir un soutien éminent dans tous les secteurs de la population argentine. Alfonsín est le co-fondateur de l'Assemblée Permanente des Droits de l'Homme et ceci joue un rôle positif sur l'image qu'a la population argentine de lui. Pour cette dernière, il devient le seul candidat du changement. Il promet, une fois élu, d'enquêter sur les disparitions et de poursuivre en justice les officiers responsables³¹³.

³¹⁰ Ibid., 49. / Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 102.

³¹¹ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 54, 56.

³¹² Ibid., 54-55.

³¹³ Ibid., 55-56. / Dworkin dans *Nunca Más: The Report of the Argentine National Commission of the Disappeared*, Introduction de Dworkin, xvi.

6.1.4 Négociations

Le régime militaire argentin est en charge de la transition démocratique et les militaires doivent préparer l'État au transfert de pouvoir, mais aussi tenter de trouver une façon de protéger leurs intérêts une fois le régime écroulé. Tout porte à croire qu'avec la continuation du processus de libéralisation, le régime aurait pu arriver à négocier et conclure un accord avec l'opposition modérée, la Multipartidaria, mais l'échec du régime militaire notamment avec la guerre des Malouines, a favorisé l'apparition et la victoire d'une alternative plus radicale aux militaires³¹⁴. Selon Aldo C. Vacs, la capacité de négocier des dirigeants militaires avec l'opposition civile est presque inefficace. Ils tentent de faire accepter trois conditions. En premier lieu, ils demandent qu'il n'y ait pas d'enquêtes faites sur les actes terroristes commis par le gouvernement militaire. Deuxièmement, ils demandent n'y ait pas d'enquêtes faites sur la mauvaise gestion de l'économie et sur la corruption. Troisièmement, ils demandent aussi que les forces armées ne subissent pas, une fois le retrait des militaires, une réorganisation, ou une diminution de leur pouvoir au niveau de la défense nationale et de la sécurité intérieure³¹⁵.

Cependant, les militaires n'arriveront pas à obtenir un accord sur leurs conditions. Ils tentent d'autres méthodes afin d'assurer la protection de leurs intérêts. Ils cherchent à immuniser tous les membres des forces armées contre d'éventuelles poursuites pour leurs crimes commis contre la subversion. Le 22 septembre 1983, les militaires argentins s'accordent eux-mêmes une amnistie dans ce vain espoir, celle-ci porte le nom de Loi de Pacification Nationale. Néanmoins, cette stratégie militaire rencontre beaucoup de résistance de la part des groupes de défense des droits de la personne, des parents des disparus argentins et de quelques partis politiques. Les militaires tentent de négocier cette amnistie avec les membres de l'opposition politique. Il est impossible de savoir sur quoi les dirigeants militaires et les forces politiques de la Multipartidaria se sont entendus, mais des événements subséquents indiquent

³¹⁴ Bouvier dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 57.

³¹⁵ Vacs dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 30.

que le gouvernement Alfonsín aurait démontré sa volonté d'établir une certaine entente avec la dictature militaire. Cependant, selon Munck, il est peu probable que de véritables pactes aient été signés par qui que ce soit puisque l'armée était une force politique vaincue³¹⁶.

6.1.5 Les élections

Alfonsín est élu président de la République argentine le 30 octobre 1983 avec une majorité de 52%. Le mouvement péroniste est pour la première fois battu depuis 1946³¹⁷. La Mutipartidaria disparaît et cela faute d'avoir su établir de façon commune une stratégie en vue de la transition démocratique³¹⁸.

En arrivant au pouvoir, Alfonsín constitue une commission chargée d'enquêter sur les disparitions et d'en faire un rapport qui sera intitulé: *Nunca Más*. Une fois le rapport écrit, le nouveau gouvernement prendra les mesures nécessaires contre les responsables. Il sera possible de poursuivre les militaires puisque leur auto-amnistie est déclarée inconstitutionnelle. Toutefois, la possibilité d'un nouveau coup d'État militaire demande que le traitement de ce problème se fasse avec précautions. D'ailleurs, quelques insurrections militaires auront lieu en relation avec les procès. Ces derniers débiteront le 22 avril 1985. Quelques commandants militaires seront envoyés en prison, d'autres acquittés³¹⁹.

6.1.6 Conclusion

En Argentine, Alfonsín est devenu l'alternative politique en présentant sa candidature pour les élections présidentielles de 1983. Les militaires ont entamé des négociations avec une alternative qui était plus radicale que

³¹⁶ Id. / Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 86, 104. / Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 104. / Dworkin dans *Nunca Más: The Report of the Argentine National Commission of the Disappeared*, Introduction de Dworkin, xv.

³¹⁷ Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 57. / Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 102.

³¹⁸ Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 57.

³¹⁹ Dworkin dans *Nunca Más: The Report of the Argentine National Commission of the Disappeared*, Introduction de Dworkin, xvi-xxvii. / Munck, *Latin America: The Transition to Democracy*, 103.

l'opposition modérée de la Multipartidaria, mais l'échec des Malouines avait mis les dirigeants militaires dans une situation de négociations désavantageuse. Ils ont tenté de protéger leurs intérêts, mais n'arrivant pas à obtenir un accord explicite de la part de l'alternative, ils ont proclamé une amnistie pour se garantir une protection. Lorsque Alfonsín a pris le pouvoir, il a entrepris une enquête sur les crimes commis sous le régime militaire et finalement des poursuites, malgré des soulèvements militaires.

Finalement, l'échec de la guerre des Malouines a nui aux militaires argentins dans leur tentative de négociations avec l'alternative. Ils ont accepté cette dernière, mais avaient-ils vraiment le choix? Toutefois, nous pourrions ajouter que si les militaires n'avaient vraiment pas voulu céder le pouvoir à cette alternative civile, ils ne l'auraient pas fait.

6.2 Brésil

6.2.1 La libéralisation

Lors de son premier discours en tant que président de la République en mars 1974, le général Geisel déclare de façon inattendue être en faveur d'une « détente politique lente, graduelle et contrôlée ». Selon Arturi, « (...) la libéralisation politique au Brésil fut le cas exemplaire d'un projet conscient et volontariste de l'État autoritaire ayant pour but implicite la construction d'un ordre politique libéral sous sa tutelle ». Ainsi, lors de ce premier discours, Geisel demande à toutes les forces politiques du pays de faire preuve d'« imagination politique créatrice » pour permettre le dépassement de l'ordre autoritaire au moment opportun. Cependant, Geisel ne précise pas quel régime politique remplacera celui des militaires, quel genre de réformes apporter dans ce but et le calendrier à adopter. Ce qui démontre, comme l'explique Arturi, « (...) que leur but politique initial n'allait pas au-delà d'une simple libéralisation du régime autoritaire »³²⁰.

³²⁰ Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 89.

La libéralisation se poursuit sous la présidence du général Figueiredo qui entre en fonction en mars 1979. À la fin de 1979, ce dernier accorde une large amnistie politique. Le gouvernement militaire permet le retour des anciens chefs de l'opposition exilés, comme Leonel Brizola, chef des travaillistes, et Luis Carlos Prestes, figure légendaire du communisme brésilien. Cependant, cette amnistie possède un caractère « réciproque » puisqu'elle prescrit également les crimes imputés aux forces de « sécurité » du régime³²¹.

Le gouvernement militaire lance aussi une réforme du système des partis en 1980. Il restaure le multipartisme. Ceci se traduit par la suppression des deux partis existants, l'Alliance de Renovation Nationale (ARENA), le parti pro-gouvernemental, et le Mouvement Démocratique Brésilien (MDB), regroupant l'opposition. Avec la restauration du multipartisme, cette dernière se divise en plusieurs partis dont les principaux sont le Parti des travailleurs, le Parti démocratique travailliste, le Parti du mouvement démocratique brésilien et le Parti démocratique-social. Cette réforme doit permettre la formation d'un parti libéral-conservateur par une partie des « modérés » de l'opposition: le Parti Populaire (PP) dont le chef est Tancredo Neves. Selon les militaires, ce parti, positionné au centre, devrait permettre un transfert de pouvoir en douceur³²².

6.2.2 L'alternative politique

Selon Arturi, « L'absence de stratégie claire de la part de Figueiredo dans la coordination du processus de succession présidentielle, aussi bien que sa position ambiguë à propos du choix d'un candidat du régime (...) », sont probablement dues au fait qu'il ait accepté « (...) la candidature et la victoire prévisible de Tancredo, en raison de son impuissance face à une éventuelle altération des règles politiques de succession et à une modification des stratégies des principaux acteurs (...) »³²³.

Quoi qu'il en soit, à partir de mai 1984, Tancredo Neves se consacre à multiplier les contacts avec le président Figueiredo et la haute hiérarchie

³²¹ Ibid., 98-99.

³²² Ibid., 100.

³²³ Ibid., 103-104.

militaire. Il cherche à leur donner l'assurance politique que son futur gouvernement s'abstiendra de toutes représailles³²⁴.

En janvier 1985, Tancredo Neves est élu président par le Collège électoral, avec une large majorité. Arturi explique:

Plus décisive encore pour ce résultat fut l'impopularité du candidat du PDS et le manque de soutien à celui-ci de la part du gouvernement - résigné à l'éventuelle victoire du modéré Tancredo Neves et déjà en tractations avec lui pour l'obtention de garanties sur les prérogatives politiques des militaires et le maintien du système socio-économique au cours de la prochaine présidence³²⁵.

6.2.3 Négociations

En échange de leur retrait, les militaires obtiendront le respect de la loi d'amnistie promulguée en 1989 selon laquelle les officiers militaires qui ont usé de la torture ne seront pas poursuivis en justice. Par ailleurs, il est garanti que les politiciens civils considérés acceptables par les militaires seront hauts placés dans le nouveau gouvernement afin d'empêcher le nouveau régime de devenir trop radical. En d'autres mots, les militaires brésiliens ont été capables de faire respecter une série de conditions cruciales pour la protection de leurs intérêts. Selon Hagopian, un tel succès aux niveaux des négociations a pu être possible grâce au fait que les militaires avaient des alliés civils qui désiraient limiter les changements du nouveau régime. De plus, ayant eux-mêmes lancé la libéralisation et cela avant que la société brésilienne la demande, ils se sont placés dans une position de négociations avantageuse. Après leur retrait, les militaires brésiliens gardent le contrôle sur les affaires militaires sur lesquelles les civils n'ont aucune influence. Les forces armées préservent un pouvoir important sur différents aspects de la politique civile. Elles conservent tout de même le droit de renverser des gouvernements démocratiquement élus. Les militaires brésiliens ont négocié leur retrait: ils ont imposé leurs conditions³²⁶.

Cependant, selon Arturi, il n'y a pas eu d'accord politique public et explicite, ni de compromis clairement définis entre les principaux acteurs de la

³²⁴ Ibid., 106-107.

³²⁵ Ibid., 107.

³²⁶ Hagopian, « "Democracy by Undemocratic Means"? Elites, Political Pacts, and Regime Transition in Brazil », 155-157.

transition. Par ailleurs, malgré l'entrée en fonction d'un président civil, la transition demeure, dans un sens, à refaire. Tancredo Neves a été choisi par les militaires parce qu'ils avaient confiance en ses capacités politiques et l'assurance qu'il respecterait les conditions qu'ils avaient posées à leur retrait³²⁷.

La veille d'assumer le pouvoir, Tancredo Neves tombe gravement malade et meurt quelques semaines plus tard. Il est remplacé par José Sarney qui forme alors le premier gouvernement civil depuis 1964³²⁸.

6.2.4 Conclusion

Au Brésil, Tancredo Neves, le chef du Parti Populaire (PP), est apparu aux militaires comme l'alternative politique: ce parti étant de tendance centriste, le transfert de pouvoir pourrait se faire plus en douceur. Les militaires ont entamé des négociations dans le but de protéger leurs intérêts et le chef du PP les a assurés que son futur gouvernement s'abstiendrait de toutes représailles. Ils ont cédé le pouvoir à Tancredo Neves puisque celui-ci dirigeait une alternative civile modérée et avait accepté de respecter les conditions des militaires. Avec lui, les forces armées brésiliennes avaient la garantie qu'ils garderaient une emprise sur le nouveau régime.

6.3 Chili

6.3.1 La Constitution de 1980

Le général Pinochet fait part de l'intention militaire de réaliser éventuellement une transition et rendre le pouvoir aux civils lors d'un discours prononcé à Chacarillas en juillet 1977³²⁹.

La Constitution officialisée en octobre 1981 prévoit deux périodes distinctes. La première période ou « période transitoire » prescrit la dictature présidentielle de Pinochet qui doit se prolonger entre 1980 et 1988. La

³²⁷ Arturi dans López, dir., *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*, 108.

³²⁸ Ibid., 107.

³²⁹ Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 120.

seconde période, qui commencera en 1989, est définitive³³⁰. Pinochet respecte l'agenda défini par la Constitution malgré les pressions populaires et les efforts de l'élite politique pour convaincre le gouvernement militaire chilien d'entreprendre une transition rapide vers une démocratie constitutionnelle. Un plébiscite sur le choix du candidat présidentiel par la junte militaire est prévu au début de l'année 1989. Le candidat – Pinochet, sans aucun doute – sera président jusqu'en 1997, le cas échéant, des élections seront tenues l'année suivante pour élire un président et le Congrès. Dans le premier cas, la période 1987-1990 sera celle d'une transition paisible à la démocratie qui se fera selon les règles établies par les militaires³³¹.

6.3.2 Le plébiscite de 1988

Un plébiscite est prévu pour octobre 1988. Les Chiliens doivent déterminer si Pinochet gouvernera le Chili huit années supplémentaires³³². Les partis politiques de l'opposition (sauf les Communistes) s'allient pour former une alliance appelée « *la Concertación por el No* » dont le but est de mobiliser la population pour qu'elle vote contre Pinochet lors de ce plébiscite³³³. Le regroupement de la Concertación sort vainqueur.

Le plébiscite du 5 octobre 1988 constitue le début de la transition démocratique : parce qu'elles se sont déterminées par rapport au plébiscite, les stratégies des acteurs ont débouché sur une transition « négociée » (« *pactada* ») (...) ³³⁴

6.3.3 Négociations

Le plébiscite d'octobre 1988 fera place à des élections présidentielles et législatives, prévues pour décembre 1989. Le gouvernement désire dialoguer avec l'opposition. En déplacement à Coyhaique, le général Pinochet ajoute que

³³⁰ Patino, *Pinochet s'en va... La transition démocratique au Chili (1988-1994)*, 106.

³³¹ Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 121.

³³² Patino, *Pinochet s'en va... La transition démocratique au Chili (1988-1994)*, 95.

³³³ Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 121.

³³⁴ Patino, *Pinochet s'en va... La transition démocratique au Chili (1988-1994)*, 23.

« (...) si l'opposition n'accepte pas la constitution, alors le plébiscite est invalide »³³⁵.

Le gouvernement militaire doit préparer le transfert de pouvoir, mais les militaires céderont leur place à certaines conditions. Les négociations débutent officiellement le 13 mars 1989. Ces dernières se dérouleront entre la Concertación (opposition démocratique), la Renovación Nacional (parti de droite libérale) et le gouvernement militaire³³⁶.

Les forces armées doivent négocier leur futur en tant qu'institution. Lors de son discours à la célébration de ses 16 ans au poste de commandement en chef, le 23 août 1989, le général Pinochet énumère les neuf conditions posées par les forces armées pour assurer le bon déroulement de la transition. Ces conditions sont:

(...) respect des fonctions constitutionnelles des forces armées³³⁷; inamovibilité des commandants en chef; respect des fonctions et de la constitution du Conseil de sécurité nationale; respect du prestige des forces armées; combat contre la propagation de la lutte des classes; combat contre le terrorisme; respect de la loi d'amnistie; absence de toute intervention politique dans les structures internes des forces armées, dans le budget des forces armées, et dans la carrière professionnelle des militaires; et, respect de l'autonomie et des compétences de la justice militaire³³⁸.

Et bien que l'opposition au régime militaire se déclare scandalisée par ces déclarations, elle ne réfute pas pour autant les conditions posées par Pinochet. Finalement, après discussions entre les différents partis, « (...) la période de négociation débouche finalement sur le triomphe de la ligne militaire »³³⁹.

En d'autres mots, si un seul soldat est jugé, c'est l'armée comme institution qui sera jugée. Le nouveau pouvoir a promis de ne pas remettre en cause les legs institutionnels du régime militaire, tels la Constitution de 1980, la Cour suprême (assez favorable aux militaires) et la loi d'amnistie qui date de 1978. Pinochet avait demandé:

³³⁵ Ibid., 116-117.

³³⁶ Ibid., 118.

³³⁷ Id. Voir dans les notes de Patino, p.330: « Cumplimiento de las funciones constitucionales ».

³³⁸ Ibid., 239.

³³⁹ Ibid., 237.

(...) la garantie de l'impunité du commandant en chef et de sa famille, le respect de la structure hiérarchique de l'armée et de la chaîne de commandement, et enfin, une reconnaissance du « service rendu » au pays, qui sous-entend à la fois l'impunité (« on ne demande pas de compte à ceux qui ont sauvé le pays ») et la reconnaissance de la légitimité de l'action (« c'était la guerre »)³⁴⁰.

6.3.4 Les élections et l'alternative politique

En décembre 1989, les élections pour un nouveau président et un nouveau Congrès ont lieu et la coalition de l'opposition gagne la majorité³⁴¹.

Le 14 décembre 1989, la Concertación sort grande gagnante des élections générales. Ce qui signifie qu'elle « (...) devra gérer le pays pendant une période de transition sous gouvernement démocratique (1989-1993) »³⁴². C'est ainsi que le 14 mars 1990, Patricio Aylwin, du Parti Démocrate Chrétien (PDC) parmi les partis de la Concertación, prend le pouvoir. Après le retrait militaire, Pinochet demeure commandant en chef de l'armée de terre. Il prendra sa retraite en 1998³⁴³.

6.3.5 Conclusion

Au Chili, la transition démocratique a démarré avec le plébiscite du 5 octobre 1988, organisé par le gouvernement militaire lui-même. Ce dernier a décidé de ne pas présenter un candidat aux élections prévues pour 1989. Toutefois, avant celles-ci, le gouvernement militaire a fait en sorte d'accepter un ensemble de réformes constitutionnelles pour s'assurer du contenu constitutionnel du prochain régime. Puis, il a entamé des négociations avec l'alternative représentée par la Concertación qui a accepté de respecter les conditions de retrait des militaires. Bref, le 14 décembre 1989, cette dernière est sortie gagnante des élections et Patricio Aylwin a pris le pouvoir.

Finalement, les militaires chiliens ont cédé le pouvoir à une alternative civile qui avait reconnu la Constitution de 1980. Par ailleurs, elle avait promis

³⁴⁰ Ibid., 260.

³⁴¹ Oppenheim, *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*, 121-122.

³⁴² Patino, *Pinochet s'en va... La transition démocratique au Chili (1988-1994)*, 94.

³⁴³ Ibid., 252, 259.

de respecter les conditions posées par les militaires. De plus, le fait que Pinochet ait pu rester commandant en chef de l'armée de terre garantissait le respect de ces conditions. Il garderait une emprise sur le gouvernement tant et aussi longtemps qu'il occuperait cette position puisque la menace d'un coup d'État ne pourrait être écartée.

6.4 Pérou

6.4.1 La libéralisation

Le 3 octobre 1968, débute la Révolution péruvienne: une série de réformes est implantée afin d'entraîner la transformation radicale de la société péruvienne. Le Gobierno Revolucionario de las Fuerzas Armadas suit une politique populiste jusqu'en 1975³⁴⁴.

En août 1975, le général Juan Velasco Alvarado est évincé par un coup d'État et le général Francisco Morales Bermúdez, commandant des forces armées et ministre de la Guerre, s'installe au pouvoir. Lors de son premier communiqué, ce dernier annonce le début de la deuxième phase de la Révolution péruvienne: la haute hiérarchie militaire a repris la direction du gouvernement et s'apprête à faire des ajustements dans les réformes³⁴⁵. La crise du populisme militaire de 1975 a finalement fait place à une réaction antipopuliste. Après avoir consolidé leur contrôle au sein du GRFA, la faction militaire de Morales Bermúdez décide de préparer le retrait des troupes du pouvoir. En effet, après le mois de juillet 1976, le GRFA cherche à surmonter l'isolation interne et externe dont souffre le Pérou, à gérer la crise économique et sociale, et à se retirer du pouvoir de façon ordonnée et honorable. Les partis politiques qui avaient été supprimés sont appelés à se reformer pour négocier les conditions de transfert du pouvoir³⁴⁶.

³⁴⁴ Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 123-124.

³⁴⁵ Cotler dans O'Donnell et al., dir., *Transitions from Authoritarian Rule: Latin America*, 157.

³⁴⁶ Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 123, 129-131.

6.4.2 Négociations

Le 6 février 1977, les militaires péruviens déclarent leur intention de retrait par la publication du Plan Túpac Amaru. Cette stratégie permet au gouvernement militaire de garder le contrôle de la scène politique. Le GRFA appelle donc à une discussion publique du plan et attend les suggestions des institutions sociales représentatives pendant que les partis politiques traditionnels ainsi que les nouveaux partis politiques émergent³⁴⁷.

Les militaires cherchent à définir les termes de leur retrait, à influencer et contrôler le processus politique, et, à un certain niveau, à modeler le futur régime civil. Les forces armées péruviennes tentent de contrôler la transition en imposant les règles et en tentant d'influencer le résultat des élections. Le 28 juillet 1977, le régime propose un programme concret de transfert du pouvoir en annonçant des élections pour une Assemblée constitutionnelle prévues pour 1978 et des élections générales en 1980³⁴⁸. Les militaires cherchent une alternative civile qui poursuivra leurs politiques conservatrices³⁴⁹.

Les militaires posent trois conditions à leur départ. Premièrement, le transfert du pouvoir aura lieu si l'ordre social est préservé. Deuxièmement, les forces armées n'accepteront pas que les commandes du pouvoir soient aux mains d'un seul groupe politique. Finalement, l'Assemblée constitutionnelle devra ratifier les réformes structurelles décrétées par le GRFA. Le général Morales Bermúdez déclare que si les réformes ne sont pas ratifiées, l'Assemblée sera annulée et la transition aussi, par la même occasion. Le gouvernement militaire continuera alors à diriger le pays³⁵⁰.

³⁴⁷ Ibid., 130-131.

³⁴⁸ Ibid., 132-133.

³⁴⁹ Benjamin Keen et Keith Haynes, *A History of Latin America* (New York: Houghton Mifflin Company, 2000), 416.

³⁵⁰ Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 133.

6.4.3 L'alternative politique

En 1977, l'Alianza Popular Revolucionaria Americana devient aux yeux du GRFA une alternative civile possible au régime militaire³⁵¹. Finer fait remarquer que c'est ce même parti qui a été renversé lors du coup d'État de 1968, mais s'étant « assagi » et ayant adopté une tendance plus centriste, en 1977, les militaires péruviens peuvent s'imaginer lui laisser le pouvoir³⁵². L'APRA a les caractéristiques d'un parti discipliné et bien dirigé. Les militaires et les membres de ce dernier entament des discussions. Finalement, il semblerait que l'APRA et le GRFA aient conclu un accord informel. Lors des élections du 18 juin 1978, l'APRA gagne la majorité à l'Assemblée. Le 28 juillet 1978, l'Assemblée siège. Les fonctions de cette dernière se limitent à l'élaboration d'une nouvelle constitution. Le président de l'Assemblée, Haya de la Torre ratifie la Constitution le 12 juillet 1979, laquelle est ensuite envoyée au GRFA pour sa promulgation. Cependant, Morales Bermúdez rejette le document. L'Assemblée refuse de le modifier et est dissoute. Cependant, les partis politiques acceptent cette domination militaire pour ne pas risquer de mettre en péril le transfert du pouvoir³⁵³.

Le 27 août 1979, la course aux élections débute. Le 15 mai 1980, l'Acción Popular remporte les élections. Le retrait militaire a lieu le 28 juillet 1980³⁵⁴.

Les militaires ont obtenu des garanties. Avant sa dissolution, l'Assemblée avait accepté de respecter les articles concernant les affaires militaires introduits dans la Constitution par les militaires. De plus, avant de transférer le pouvoir, ces derniers ont passé une loi par laquelle les officiers militaires ne pourront être jugés que devant la Cour suprême. Ils auront aussi le droit de s'impliquer dans les futures affaires politiques³⁵⁵.

³⁵¹ Ibid., 134.

³⁵² Finer, *The Man on Horseback: the Role of the Military in Politics*, 305.

³⁵³ Abugattas dans Malloy et Seligson, dir., *Authoritarians and Democrats: Regime Transition in Latin America*, 135-137.

³⁵⁴ Ibid., 137.

³⁵⁵ Id.

Selon Abugattas:

The will of the military to retire is a necessary but not sufficient condition for redemocratization. A civilian alternative that is both viable and acceptable for the military also has to exist. The accommodation reached first between the GRFA and APRA, and the later coalition with the PPC [Partido Popular Cristiano], allowed this alternative to crystallize. Furthermore, the generals yielded power only after securing their personal and institutional immunity, and guaranteeing that they would maintain their share of power³⁵⁶.

Le régime démocratique de Fernando Belaúnde Terry a respecté les conditions de la transition. Aucune enquête n'a été lancée et les forces armées ont gardé leur autonomie quant à l'administration de leurs affaires internes. Les lois concernant les forces armées promulguées avant le départ des militaires ont été respectées. Les généraux ont gardé une influence sur les affaires nationales importantes. Le régime de Belaúnde a inclus les militaires dans le cabinet. En d'autres mots, les forces armées péruviennes ont gardé une emprise sur le nouveau régime démocratique³⁵⁷.

6.4.4 Conclusion

Au Pérou, les militaires ont cherché à définir les termes de leur retrait, à influencer et contrôler le processus politique, et à modeler le futur régime civil. Une Assemblée constitutionnelle a été créée où l'APRA est devenue majoritaire. Le gouvernement militaire a vu en l'APRA une alternative civile possible et a entamé des discussions avec elle. Cependant, l'Assemblée, chargée d'élaborer une nouvelle constitution, a finalement été dissoute après une mésentente avec le gouvernement. Le transfert du pouvoir a tout de même eu lieu le 28 juillet 1980, après la victoire de l'Acción Popular aux élections du 15 mai 1980.

Finalement, les militaires péruviens ont décidé eux-mêmes de céder le pouvoir à une alternative civile et ont tenté de négocier leur retrait. Et malgré la dissolution de l'Assemblée, les militaires ont obtenu des garanties: ils ont assuré

³⁵⁶ Ibid., 138.

³⁵⁷ Ibid., 139.

la protection de leurs intérêts avant de se retirer. Par ailleurs, après avoir quitté le pouvoir, les forces armées péruviennes ont gardé une emprise sur le nouveau régime civil.

6.5 Conclusion

À la lumière de cette étude de cas, nous pouvons maintenant juger de la pertinence de la théorie de l'alternative civile comme facteur de départ des forces armées. La présence d'une alternative civile acceptable est un facteur indispensable de retrait militaire.

Dans les quatre cas, les militaires ont tenté de laisser le pouvoir à une alternative politique assez modérée, une alternative civile qui ne menacerait pas la stabilité du pays. Puis, ils ont tenté de négocier leur départ afin de protéger leurs intérêts. Et dans le cas où le respect de leurs demandes n'était pas garanti, les militaires ont promulgué des lois pour s'en assurer. Quand ils ont obtenu l'assurance que leurs conditions seraient respectées, ils ont accepté de se retirer.

En conclusion, cette étude nous a permis de juger de la pertinence de la théorie de l'alternative civile acceptable. Nous pouvons donc maintenant affirmer que les retraits militaires qui ont eu lieu dans les années 1980 en Amérique latine ont été directement influencés par la présence d'une alternative civile acceptable aux yeux des militaires. Au Brésil et au Pérou, les militaires ont laissé le pouvoir à une alternative politique qui avait accepté leurs conditions de retrait. Au Chili, l'alternative civile avait entre autre accepté de reconnaître la Constitution de 1980, assurant ainsi que le système politique et économique mis en place par les militaires perdurerait. En demeurant commandant en chef de l'armée de terre, Pinochet garantissait le respect des promesses faites par l'alternative politique. En Argentine, la guerre des Malouines perdue contre les Anglais a nui aux militaires lors des négociations. Ils ont dû laisser le pouvoir à une alternative civile radicale de laquelle ils n'ont pu obtenir un accord explicite. Ils ont donc essayé de se protéger en proclamant

une amnistie. Le fait qu'ils aient accepté d'effectuer le transfert du pouvoir à cette formation politique malgré sa position radicale prouve qu'ils étaient dans une position désavantageuse. Même si elle ne répondait pas à tous leurs critères, les forces armées l'ont tout de même acceptée et lui ont cédé le pouvoir.

Dans le Tableau 6.5, j'inscris le chiffre 3 pour chaque pays puisque nous venons d'établir que sans une alternative civile acceptable, les militaires argentins, brésiliens, chiliens et péruviens n'auraient pas remis le pouvoir aux civils. La présence d'une alternative civile acceptable est indispensable aux retraits militaires.

Tableau 6.5: Évaluation de l'alternative civile acceptable comme facteur de retrait militaire

	Alternative civile acceptable
Argentine	3
Brésil	3
Chili	3
Pérou	3

Conclusion

J'ai tenté de déterminer si les dissensions au sein des forces armées, la gestion de l'économie par les militaires, la perte de l'appui de la bourgeoisie, l'opposition politique et les mobilisations populaires ainsi que l'alternative civile acceptable sont des facteurs de retrait militaire. Je propose maintenant d'analyser les résultats présentés tout au long de ce mémoire avant de conclure de façon plus générale.

En reconstituant le tableau présenté à chaque fin de chapitre, j'obtiens une vue plus synthétique.

Tableau 7: Évaluation des facteurs de retrait des militaires analysés dans ce mémoire

	Alternative civile acceptable	Dissensions au sein des forces armées	Gestion de l'économie par les militaires	Perte de l'appui de la bourgeoisie	Opposition politique et mobilisations populaires
Argentine	3	2	1	0	2
Brésil	3	2	1	0	1
Chili	3	0	0	0	0
Pérou	3	1	1	0	2

Argentine

Pour l'Argentine, on observe que l'alternative civile acceptable a tenu le rôle principal dans le retrait des militaires. Les dissensions au sein des forces armées, l'opposition politique et les mobilisations populaires apparaissent comme des facteurs secondaires qui ont eu leur part à jouer dans le transfert du pouvoir, mais dont l'effet a été limité. Enfin, la gestion de l'économie par les

militaires semble avoir eu un impact très minime sur le départ de ces derniers. La perte de l'appui de la bourgeoisie n'a pas influencé leur décision de retrait.

Nous pouvons conclure que l'alternative civile acceptable a été essentielle au retrait des militaires argentins. Toutefois, il faut spécifier que la présence des autres facteurs, à l'exception de la perte de l'appui de la bourgeoisie, a eu un rôle à jouer dans ce phénomène. En d'autres mots, le départ des militaires argentins s'est fait grâce à une combinaison de facteurs parmi lesquels l'alternative civile acceptable a été le plus important.

Brésil

Pour le Brésil, on observe que l'alternative civile a contribué au retrait militaire. Les dissensions au sein des forces armées apparaissent comme un facteur secondaire dont l'influence sur le départ des militaires brésiliens a été réelle, mais limitée. Enfin, la gestion de l'économie par les militaires, l'opposition politique et les mobilisations populaires ont eu un effet minime sur le transfert du pouvoir. La perte de l'appui de la bourgeoisie n'a eu aucun impact sur le retrait des militaires brésiliens.

Nous pouvons encore une fois conclure que l'alternative civile acceptable a été essentielle au retrait des militaires brésiliens. Néanmoins, la présence des autres facteurs, à l'exception de la perte de l'appui de la bourgeoisie, a aussi joué un rôle dans ce phénomène. Bref, le départ des militaires brésiliens s'est fait grâce à une combinaison de facteurs parmi lesquels l'alternative civile acceptable a été le plus important.

Chili

Pour le Chili, on observe que l'alternative civile a été nécessaire au retrait des militaires. Par ailleurs, il est le seul des facteurs considérés dans ce mémoire qui a contribué au retrait des militaires chiliens.

Pérou

Pour le Pérou, l'alternative civile a joué un rôle essentiel dans le retrait des militaires. L'opposition politique et les mobilisations populaires ont également eu un impact sur ce phénomène, mais il est demeuré limité. Enfin, les dissensions au sein des forces armées et la gestion de l'économie par les militaires ont eu un effet minime sur le transfert du pouvoir. La perte de l'appui de la bourgeoisie n'a aucunement influencé le départ des militaires péruviens.

Nous pouvons conclure que l'alternative civile acceptable a été nécessaire au départ des militaires péruviens. Cependant, les autres facteurs, à l'exception de la perte de l'appui de la bourgeoisie, ont favorisé ce phénomène. En d'autres mots, le retrait des militaires péruviens s'est fait grâce à une combinaison de facteurs parmi lesquels l'alternative civile acceptable a été le plus important.

Conclusion

Grâce au Tableau 7, je conclus que l'alternative civile acceptable est absolument nécessaire au retrait des militaires. Si on se base sur l'étude de cas, elle est le seul facteur qui est essentiel pour que ce phénomène ait lieu.

La perte de l'appui de la bourgeoisie n'a aucune influence sur la décision des militaires de se retirer. Les dissensions au sein des forces armées contribuent souvent à leur départ, mais ne sont pas nécessaires puisqu'il y a des cas où elles ont un effet minime ou aucun effet du tout. La gestion de l'économie par les militaires est souvent un facteur indirect de retrait. Enfin, l'opposition politique et les mobilisations populaires favorisent souvent le départ des militaires, mais il arrive aussi qu'elles aient un impact minime ou aucun impact du tout sur ce phénomène. Les clivages entre militaires, la question économique, l'opposition politique et populaire peuvent entraîner le départ des militaires sans toutefois en être la cause directe, leur effet est variable selon le pays. De plus, une combinaison de facteurs est souvent possible, mais

n'est pas nécessaire puisqu'au Chili seule l'alternative civile acceptable a joué un rôle.

L'étude des cas a permis de déterminer que l'alternative civile acceptable est un facteur de retrait militaire important. Les autres facteurs peuvent contribuer à ce phénomène en causant l'essoufflement du régime, mais cette influence demeure indirecte. L'alternative civile se construit plus tard: les militaires ont déjà lancé le processus de libéralisation et ont souvent prévu de se retirer. À partir du moment où une alternative civile qui leur plaît est présente, le transfert de pouvoir peut avoir lieu.

L'alternative civile se construit en partie sur le mécontentement de la population, surtout en réunissant des adversaires qui décident de s'allier pour un changement de régime. Elle demande parfois un compromis entre ennemis et suppose la construction d'une plateforme, d'un programme qui avance des solutions dépassant les critiques du gouvernement. Elle offre la garantie au régime militaire que le retour à un gouvernement civil ne résultera pas au retour à la situation d'avant le coup d'État, jugée intolérable par les militaires. Les garanties données par l'alternative doivent être crédibles. Par ailleurs, les civils ne peuvent se présenter avec l'intention de se venger: ils doivent convaincre les militaires qu'ils ne seront pas traduits en justice. La force de l'alternative civile est largement révélée par les conditions d'amnistie qu'elle est prête à accorder.

Des quatre cas, les militaires argentins sont les seuls à ne pas avoir pu se protéger d'éventuelles poursuites. Ils ont tenté de négocier des conditions de retrait et se sont accordés une amnistie, la Loi de Pacification Nationale, mais sans succès. Une fois élu, le nouveau gouvernement entame des poursuites malgré la possibilité d'un coup d'État. Les forces armées argentines n'avaient plus les moyens de s'imposer, elles ont choisi de laisser le pouvoir à une alternative civile qui était de tendance radicale et qui ne souhaitait pas négocier avec elles. La situation désavantageuse dans laquelle elles se trouvaient les a encouragées à céder le pouvoir à une alternative qui ne répondait pas

entièrement à leurs attentes. Toutefois, si il n'y avait pas eu d'alternative, les militaires n'auraient sûrement pas quitté le pouvoir.

Au Brésil, au Chili et au Pérou, les militaires ont réussi à se ménager une retraite protégée d'éventuelles poursuites et gardé une emprise sur le nouveau gouvernement. Dans ces trois cas, les forces armées ont négocié leur départ avec une alternative civile qui avait accepté de ne pas les poursuivre en justice pour les crimes commis sous leur régime et de leur laisser le contrôle des affaires militaires.

En d'autres mots, nous pouvons conclure que dans les années 1980, c'est l'alternative civile qui a permis le retrait des militaires latino-américains.

Bibliographie

Monographies et ouvrages collectifs

- Arriagada, Genaro. 1985. *La política militar de Pinochet*. Santiago: Genaro Arriagada Herrera.
- Collier, Ruth Berins. 1999. *Paths Toward Democracy. The Working Class and Elites in Western Europe and South America*. Cambridge: University Press.
- Combres, Élisabeth et Florence Thinard. 2003. *Les 1000 mots de l'info: pour mieux comprendre et décrypter l'actualité*. Paris: Gallimard Jeunesse.
- Danopoulos, Constantine P., dir. 1988. *The Decline of Military Regimes. The Civilian Influence*. Boulder et Londres : Westview Press.
- Drake, Paul W. et Iván Jaksic, dir. 1989. *The Struggle for Democracy in Chile, 1982-1990*. Lincoln et Londres: University of Nebraska Press.
- Durand, Francisco et Eduardo Silva, dir. 1998. *Organized Business, Economic Change, and Democracy in Latin America*. Miami: North-South Center Press.
- Eckstein, Susan, dir. 2001. *Power and Popular Protest. Latin American Social Movements*. Berkeley, Los Angeles, Londres: University of California Press.
- Faucher, Philippe. 1981. *Le Brésil des militaires*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Ferrer, Aldo. 1981. *Nacionalismo y orden constitucional*. Mexico City: Fondo de Cultura Económica.
- Finer, Samuel Edward. 1988. *The Man on Horseback : the Role of the Military in Politics*. Boulder, Colorado: Westview Press.
- Fontana, Andrés. 1984. *Fuerzas Armadas, Partidos Políticos y Transición a la Democracia en Argentina*. Buenos Aires: Estudios CEDES.
- Higley, John et Richard Gunther, dir. 1992. *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*. Cambridge, New York, Port Chester, Melbourne, Sydney: Cambridge University Press.

- Keen Benjamin et Keith Haynes. 2000. *A History of Latin America*, sixth edition. Boston, New York: Houghton Mifflin Company.
- López, Georgina Sánchez, dir. 1993. *Les chemins incertains de la démocratie en Amérique latine*. Paris: L'Harmattan.
- Malloy, James M. et Mitchell A. Seligson, dir. 1987. *Authoritarians and Democrats. Regime Transition in Latin America*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.
- Maniruzzaman, Talukder. 1987. *Military withdrawal from politics: a comparative study*. Cambridge, Mass.: Ballinger.
- Munck, Ronaldo. 1989. *Latin America: The Transition to Democracy*. Londres et New Jersey: Zed Books Ltd.
- Nunca Más: The Report of the Argentina National Commission of the Disappeared*. 1986. New York: Farrar, Strauss, Giroux.
- O'Donnell, Guillermo et Philippe C. Schmitter. 1986. *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*. Baltimore et Londres: The Johns Hopkins University Press.
- O'Donnell, Guillermo, Philippe C. Schmitter et Laurence Whitehead, dir. 1986. *Transitions from Authoritarian Rule: Comparative Perspectives*. Baltimore et Londres: The Johns Hopkins University Press.
- O'Donnell, Guillermo, Philippe C. Schmitter et Laurence Whitehead, dir. 1986. *Transitions from Authoritarian Rule: Latin America*. Baltimore et Londres: The Johns Hopkins University Press.
- Oppenheim, Lois Hecht. 1993. *Politics in Chile. Democracy, Authoritarianism, and the Search for Development*. Boulder, San Francisco, Oxford: Westview Press.
- Patino, Bruno. 2000. *Pinochet s'en va... La transition démocratique au Chili (1988-1994)*. Paris: Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL).
- Pereira, Luiz C. Bresser. 1978. *O colapso de uma aliança de classes*. São Paulo: Brasiliense.
- Reid, Michael. 1985. *Peru: Paths to Poverty*. Londres: Latin American Bureau.

Skidmore, Thomas. 1988. *The Politics of Military Rule in Brazil, 1964-1985*. New York: Oxford University Press.

Stepan, Alfred. 1986. *Os militares : da « abertura » à Nova república*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.

Touraine, Alain. 1988. *La parole et le sang: politique et société en Amérique latine*. Paris : O. Jacob.

Périodiques

Bajoit, Guy. 1986. « Mouvements sociaux et politiques au Chili 1983-1985 ». *Problèmes d'Amérique latine* 79 (1er trimestre): 5-27.

Campero, Guillermo. 1989. « Les chefs d'entreprises chiliens et le processus de démocratisation ». *Problèmes d'Amérique latine* 94 (4^e trimestre): 102-112.

Collin-Delavaud, Claude. 1979. « Pérou: vers un régime civil ». *Problèmes d'Amérique latine* LIV (18 décembre): 62-87.

Collin-Delavaud, Claude. 1978. « L'évolution du régime militaire péruvien (1975-1977) ». *Problèmes d'Amérique latine* XLVII (24 février): 8-66.

Fonds Monétaire International. 1985. *Statistiques financières internationales annuelle*. Washington, D.C.: Fonds Monétaire International.

Hagopian, Frances. 1990. « "Democracy by Undemocratic Means"? Elites, Political Pacts, and Regime Transition in Brazil ». *Comparative Political Studies* 23 (2): 147-170.

Munck, Ronaldo. 1985. « The "Modern" Military Dictatorship in Latin America: The Case of Argentina (1976-1982) ». *Latin American Perspectives* 12 (4): 41-74.

Philip, George. 1984. « The Fall of the Argentine Military ». *Third World Quarterly* 6 (3) July: 624-637.

Pion-Berlin, David. 1985. « The Fall of Military Rule in Argentina: 1976-1983 ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 27 (2) (automne): 55-76.

Velasco E Cruz, Sebastião C.. 1983. « Brésil : le régime et les dilemmes de la succession présidentielle ». *Problèmes d'Amérique latine* 70 (4): 127-144.

Ressources électroniques

Banque Mondiale. 2006. *World Development Indicators* [cédérom].
Washington, D.C: Development Data Group, Banque Mondiale.